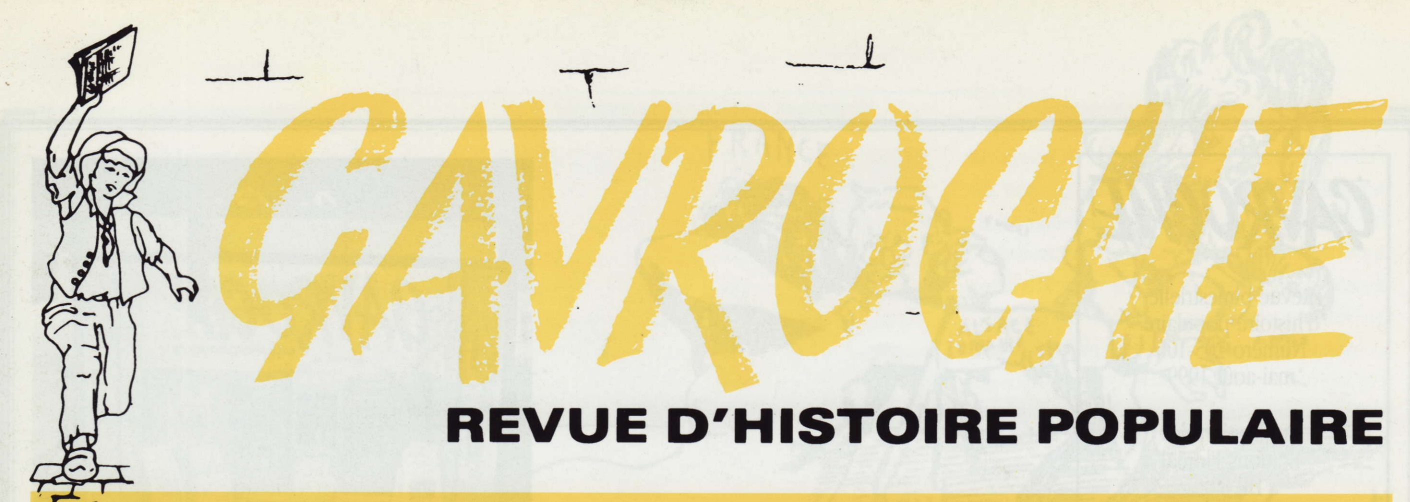


GAVROCHE

REVUE D'HISTOIRE POPULAIRE

Le numéro : 50 F

Bimestriel n° 105-106 – 18e année – mai-août 1999

GAVROCHE

Revue bimestrielle
d'histoire populaire
Numéro 105-106
mai-août 1999

Publication des
Editions Floréal
BP 872
27008 Evreux cedex
39-41, rue de la Harpe
Tél. : 02.32.33.22.33

Directeur de la publication :
Georges PELLETIER

Secrétaire de rédaction :
Claude VIRLOUVET

Avec la collaboration
pour ce numéro de
J.F AMARY
S. BOULOUQUE
E. COMMUN
C. DEMEULENAERE-DOUYERE
G. DOUART
L. DOUSSIN
D. FELHEMDLER
J.J. GANDINI
C. JACQUIER
J.J. LEDOS
C. LE TALLEC
J.L. PANNE
J. PAPP
G. PELLETIER
J. RAVIER
B. TILLIER
J. TREMINTIN

Commission paritaire : 64185
I.S.S.N. : 02-42-9705

Les manuscrits
ne sont pas renvoyés.

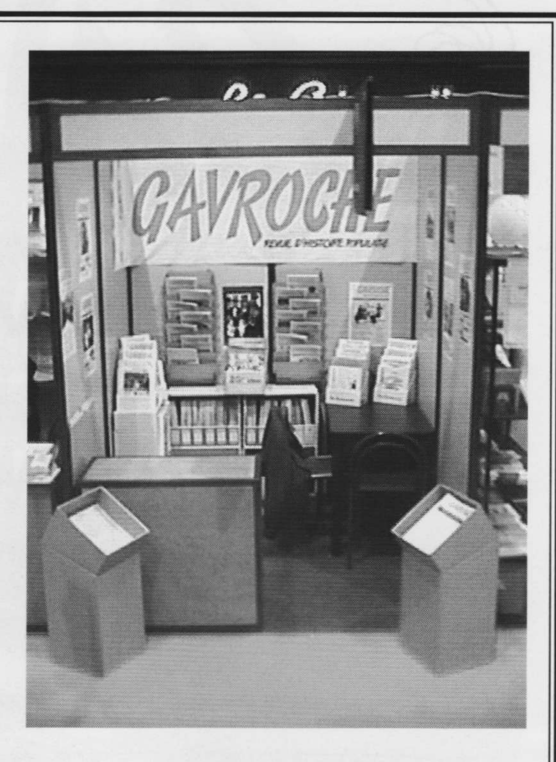
Les articles publiés dans cette
revue sont résumés et indexés
dans HISTORICAL ABSTRACTS
and AMERICA :
HISTORY and LIFE

Distribution en librairie :
DIFFUSION POPULAIRE
21 ter, rue Voltaire
75011 Paris - Tél. 01.40.24.21.31

Imprimé en France

Secrétariat de rédaction
et mise en page :
Scoop Presse Normande à Evreux
Impression :
27 Offset-Gravigny

NOTRE PARTICIPATION AU 19ème SALON DU LIVRE DE PARIS A RÉPONDU PLEINEMENT À NOTRE ATTENTE



En effet, quelle joie de dialoguer avec quelques fidèles lecteurs, d'en rencontrer de nouveaux et de leur souhaiter la bienvenue.

Quelle joie de recevoir les auteurs de nos articles, bien souvent appréciés à travers leurs seules correspondances.

Quel plaisir de voir, dans une inauguration faite au pas de charge, notre Ministre de la Culture, madame Catherine Trautmann, s'arrêter, traverser l'allée pour venir nous serrer la main et nous témoigner ainsi sa cordiale sympathie.

Quel bonheur enfin d'accueillir sur notre stand, nos deux invitées : Madame Marchand de *"Citoyens du Monde"* et Madame Duboin de *"La Grande Relève"*. Nous avons aimé leur gentillesse et l'identité de nos vues.

En revanche, quel malheur lorsqu'au dernier jour du Salon la radio nous apprit que les Américains, en accord avec les Occidentaux envoyaient les forces de l'OTAN bombarder la Serbie. Notre fibre pacifiste a vibré d'indignation.

Quel malheur d'autre part de voir que l'obstination d'un dictateur de pacotille, suffit à prétexter une telle catastrophe. Ne pouvait-on trouver de part et d'autre une autre solution ? Car nous savons fort bien que l'on ne cultive pas la paix avec des cadavres !

Un homme réussit l'exploit de morceler la Yougoslavie, dont l'unité avait longtemps été sauvegardée dans sa vitalité multiethnique. Comment expliquer que le peuple ne souhaite pas le remplacer ?

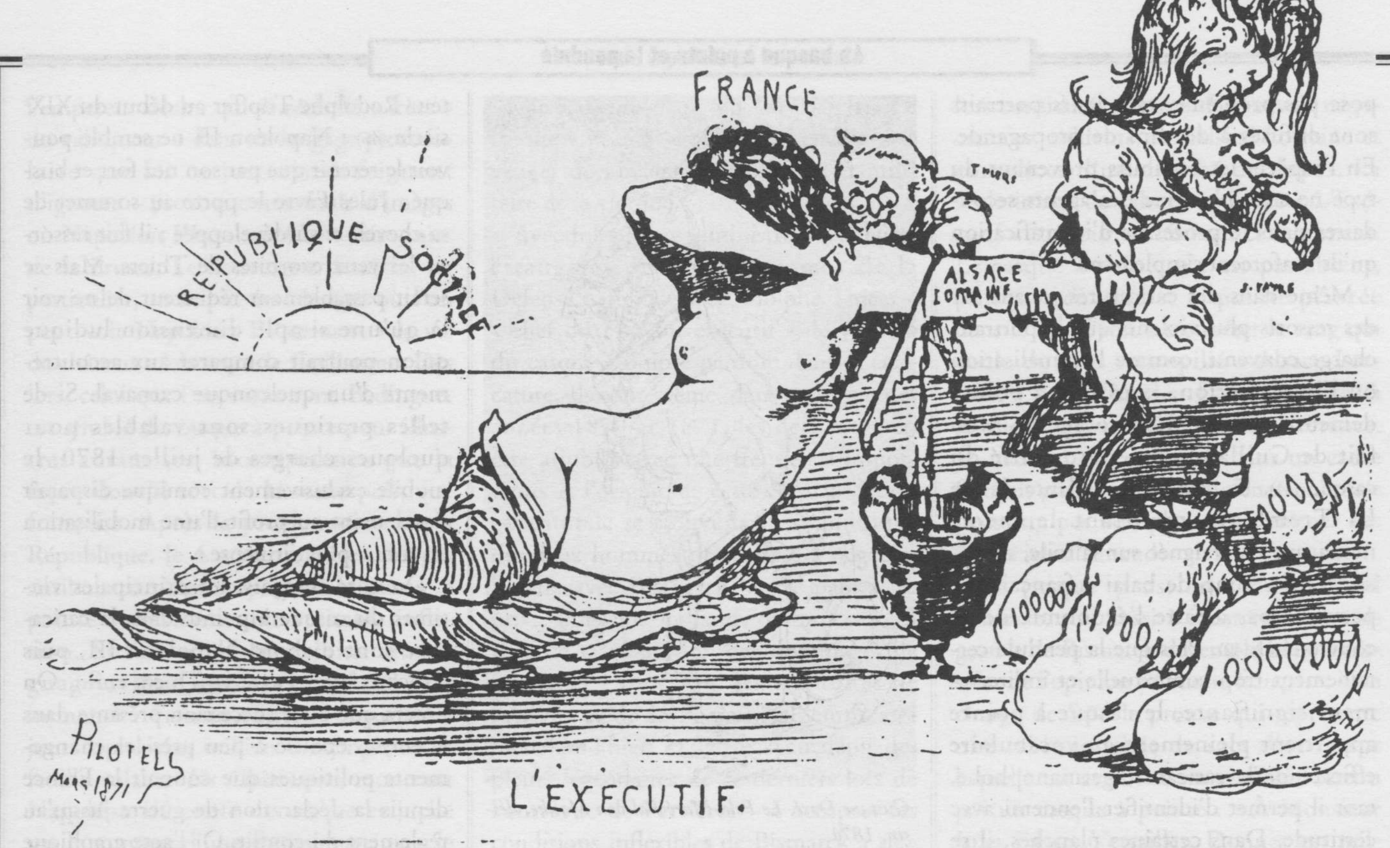
Certes nous n'y connaissons rien en politique, mais notre fréquentation de l'histoire nous fournit des exemples dont nous retenons les leçons.

Outre la malfaisance de la guerre, nous évoquons dans ce numéro l'inutilité et l'inhumanité de l'épuration raciale. L'exemple de la persécution des juifs sous le régime nazi montre clairement combien il est nécessaire de rester vigilant devant la résurgence de petits dictateurs engendrés par le développement du nationalisme.

Quelle tristesse également, devant l'horrible catastrophe du tunnel du Mont Blanc. Avec quelle insouciance nos responsables laissent se développer la circulation d'engins de plus en plus gros, de plus en plus rapides qui polluent, salissent, détruisent et tuent dans le seul objectif de performances pour une rentabilité économique meilleure. Amis écologistes, vous avez fort à faire.

On pourrait aussi évoquer le départ de Séguin et l'arrivée de Sarkozy dans le débat européen, parler des querelles politiques, des gendarmes incendiaires, de la Corse et de ses préfets... Mais, en vérité tout ceci ne nous passionne guère.
Et vous ?

Gavroche



Pilotell, L'Exécutif, 1871.

Le casque à pointe et la pendule
(suite)

Si le casque à pointe et la pendule sont les attributs du Prussien dans les caricatures françaises de l'ennemi pendant la guerre de 1870 (voir 1ère partie dans le numéro précédent) les dessinateurs n'oublient pas d'affubler quelques personnalités françaises de ce couvre-chef infâmant.

Les boucs-émissaires

Si la caricature a surtout représenté les Prussiens en tant que types, elle a toutefois promu quelques « têtes » pour individualiser la guerre et pour mieux personnifier sa violence, en répondant à la nécessité de nommer des responsables. Les dessinateurs s'adonnent alors ici pleinement au portrait-charge tel que le XIXe siècle l'a établi depuis les années 1830. La formule devenue très académique de la « grosse tête » n'est pas épargnée, qui frappe sans détour les principaux chefs allemands : Von Moltke, le chef de l'état-major prussien depuis 1857 ; Guillaume Ier, roi de Prusse depuis 1861 devenu empereur d'Allemagne en janvier 1871 ; le chancelier Bismarck en fonction depuis 1862.

Quoique plutôt marginal dans ce *corpus*, Von Moltke n'échappe pas à l'attribut iconographique du casque à pointe. Un dessin de Gustave Doré (40) est très éloquent de ce point de vue, tant les caractéristiques appliquées à cette personnalité sont directement issues du type graphique du Prussien. Il pourrait ici

Faustin, Le Châtiment !..., 1870.



La seule Colonne à laquelle il puisse prétendre.

sembler que la méconnaissance de ce chef militaire par les dessinateurs français ait été partiellement comblée par un recours aux moyens du stéréotype. Cela paraît avoir été souvent le cas dans la majorité des caricatures produites pendant la guerre, contrairement à la charge de Doré, certainement plus tardive. Des échanges s'opèrent donc entre les sphères respectives du portrait-charge et du type caricatural. Mais le même principe est perceptible dans les charges beaucoup plus nombreuses de Guillaume par Daumier, Cham, Le Petit, Klenck, De Frondas, Faustin ou Pilotell. Le nouvel empereur allemand porte le casque ou la couronne à pointe, dans un environnement de pendules qui lui tient lieu de cour dérisoire. Et Bismarck subit ces stéréotypes dans les innombrables caricatures françaises qui lui sont consacrées. Or, pour ces deux dernières victimes, la connaissance de leurs traits physiques ne

(40) Plume, encre et mine de plomb, 1870-1871, Strasbourg, musée d'Art moderne.

pose pas problème, tant leurs portraits sont diffusés à des fins de propagande. En l'espèce, les attributs provenant du type ne sont plus que des agents secondaires dans le processus d'identification qu'ils renforcent simplement.

Même dans des caricatures jouant sur des ressorts plus violents que le portrait-charge convenu, comme l'animalisation ou l'insectisation, le casque à pointe demeure présent. Une charge de Mob fait de Guillaume un porc coiffé du casque (41). Et une feuille volante de De La Tremblaye montrant le même monarque en araignée sur sa toile, menacée d'un « coup de balai » français, ne parvient pas à faire l'économie de ce couvre-chef (42). Plus que la pendule certainement trop contextuelle et indirectement signifiante, le casque à pointe appartient pleinement au vocabulaire efficace de la caricature germanophobe, tant il permet d'identifier l'ennemi avec certitude. Dans certaines planches, il se substitue même à la ressemblance de la victime, de fait souvent plus identifiable grâce à la légende nominative que par l'altération de ses traits individuels. À ce titre, le casque à pointe est plus qu'un simple terme de la caricature française anti-prussienne, de laquelle il devient aussi un élément de syntaxe.

La dimension syntaxique de ce vocable apparaît clairement dans quelques caricatures qui lui accordent une autonomie manifeste associée à des détournements. André Gill l'utilisait déjà en 1867 dans un portrait-charge de Bismarck animalisé en chat. Dans cette image, le chancelier friand de territoires tente de piéger une minuscule proie dans une souricière dont le réceptacle est formé de son casque à pointe (43). Il semble que, trois ans plus tard, Daumier emprunte à cette charge de son cadet, pour résumer la « capitulation de Sedan ». Cette formule lapidaire est estampillée sur une tourelle crénelée coiffée d'un monumental casque à pointe. L'assemblage opéré dans cette image n'est pas non plus sans rappeler celui composé par Klenck avec le casque et la pendule. Le casque est ici l'acteur indéniable de la charge, dont le titre – « Le couronnement de son édifice » (44) –, par l'utilisation de l'article possessif, entretient une indécision qui renvoie

(41) Cf. « Le Roi s'amuse », in *L'Éclipse*, 21 juillet 1870.

(42) Cf. « À bientôt le coup de balai », in *Actualités Grognet*, n° 34, 1870, Saint-Denis, musée d'art et d'histoire.

(43) In *La Lune*, 7 avril 1867.

(44) In *Le Charivari*, 22 septembre 1870.



Gustave Doré, Le Feld-Maréchal von Moltke, dessin, 1871.

ainsi tant à Bismarck qu'à Napoléon III confondus. Ce statut autonome du casque à pointe se retrouve d'ailleurs dans une autre image de Daumier, où le couvre-chef brandi, traité en silhouette, occulte la lumière de l'astre « Liberté », pour plonger l'Europe dans les ténèbres (45). Quoique paradoxal – puisque source d'obscurité chez Daumier –, le rayonnement de l'attribut est à son apogée. S'il sert à railler une situation précise dans une veine presque allégorique, il pose aussi sa capacité intrinsèque de résonance iconique qui atteint ici son paroxysme. Beaucoup plus tard, Romain Rolland ne parlera-t-il pas de « l'ombre casquée de Bismarck », prouvant ainsi que, dans sa plénitude, l'attribut a contribué à forger la mémoire française de la guerre ?

La marque du traître

Conjointement aux victimes allemandes, quelques personnalités françaises sont affublées du casque à pointe. On peut indéniablement y voir la recherche d'un effet comique, par les effets que produit immanquablement ce couvre-chef sur des têtes françaises. Une telle galerie de portraits affublés du casque allemand, dans la diversité des expressions qu'il provoque, n'est pas sans faire penser aux déclinaisons graphiques d'attributs expérimentées par le dessinateur Rodolphe Töpffer au début du XIX[e] siècle (46) : Napoléon III ne semble pouvoir le retenir que par son nez fort et busqué ; Jules Favre le porte au sommet de sa chevelure surdéveloppée ; il fait ressortir les yeux exorbités de Thiers. Mais ce serait passablement réducteur de ne voir là qu'une simple dimension ludique qu'on pourrait comparer aux accoutrements d'un quelconque carnaval. Si de telles pratiques sont valables pour quelques charges de juillet 1870, le mobile exclusivement comique disparaît rapidement au profit d'une mobilisation politique plus virulente.

(45) In *Le Charivari*, 17 mars 1871.

Du côté français, les principales victimes du casque à pointe dans la caricature sont d'abord Napoléon III, puis Trochu, Jules Favre et Thiers enfin. On notera que cette succession présente dans le *corpus* épouse à peu près les changements politiques que connaît la France depuis la déclaration de guerre jusqu'au règlement du conflit. Or l'acte graphique consistant à coiffer d'un casque prussien ces différentes personnalités politiques de premier ordre n'a pas toujours la même valeur. Il ne répond pas non plus à des motivations identiques.

Avec les premières défaites françaises, Napoléon III apparaît vite comme un mauvais militaire et comme un chef incompétent. Son incapacité se vérifie par la journée du 1er septembre 1870, au cours de laquelle, après être resté pendant plusieurs jours à l'écart des champs de bataille, il a parcouru plusieurs secteurs en y cherchant vainement la mort, pour finalement rentrer hisser le drapeau blanc, épargné par les balles et les éclats des obus. Tandis que ses troupes sont décimées, l'empereur demeure un mauvais guerrier qui ne meurt pas. Le 2 septembre, il adresse cette missive à Guillaume de Prusse :

« Monsieur, mon frère ! N'ayant pas eu le bonheur d'être tué à la tête de mes troupes, il ne me reste qu'à remettre mon épée à Votre Majesté. Napoléon. » (47)

L'effet de ces quelques mots devenus célèbres est désastreux dès qu'ils sont connus à Paris. Napoléon III n'est plus qu'un « capitulard », sur lequel sont rejetées en bloc toutes les responsabilités (48). Le départ en captivité pour la résidence de Wilhelmshöhe, près de Kassel, de

(46) Cf. Rodolphe Töpffer, *L'invention de la bande dessinée*, Textes réunis et présentés par Thierry Groensteen et Benoît Peeters, Paris, Hermann, 1994.

(47) Cité par F. Roth, *op. cit.*, p. 124.

(48) François Roth montre bien le partage des responsabilités, dans la défaite, entre Napoléon III, l'impératrice-régente Eugénie, ses ministres, et les chefs de l'armée.

l'empereur déchu qui se réclame « frère » du vainqueur – dans un langage protocolaire que les caricaturistes feignent d'ignorer – provoque une foule d'images où Napoléon III est sacré bon prisonnier de la Prusse. Le dessinateur Faustin, en particulier, multiplie les charges où l'on peut voir Napoléon III menant « la vie de château » à la cour de Guillaume. Dès lors, celui que l'on surnomme Badinguet est affublé du casque à pointe pour illustrer autant son incompétence que la façon dont il sort de la scène politique française. Après la proclamation de la République, le 4 septembre, les charges antibonapartistes employant le casque à pointe connaissent une véritable inflation. Si l'on en croit certains témoignages, leur succès populaire est immense : Faustin éditera en quelques jours à plusieurs milliers d'exemplaires sa feuille volante *Les Châtiments*, montrant Napoléon III coiffé du casque et juché sur le sommet d'une vespasienne, avec le sous-titre faisant allusion à la Colonne Vendôme : « La seule colonne à laquelle il puisse prétendre. » (49)

Gouverneur militaire de Paris depuis août 1870 et maintenu dans ces fonctions par le Gouvernement de la Défense nationale qui le nomme en outre à sa présidence le 4 septembre suivant, le général Jules Trochu connaît rapidement le même sort. En l'occurrence, le décalage produit par la conjonction d'un uniforme français et d'un casque prussien ne fut certainement pas sans motiver les dessinateurs. D'autant que, comme le raconte Prosper-Olivier Lissagaray : « Il plut aux Parisiens parce qu'il portait beau [et] parlait bien. » (50) En effet, les caricatures le visant n'apparaissent pas dès septembre. Il faut attendre les mois de novembre 1870 à janvier 1871, pour que l'opinion publique découvre que son fameux plan de défense de Paris ne consistait qu'à faire semblant de résister aux troupes allemandes. Avec la dureté du Siège de Paris, les caricaturistes durcissent le ton et dotent le gouverneur militaire du casque à pointe. Celui qui répétait sans cesse « J'ai mon plan » est ainsi montré fouillant vainement dans son casque prussien, le soulevant pour dévoiler son crâne atrophié ou encore lui tenant lieu d'uniforme dissimulant mal sa constitution de lièvre peureux et fuyard, comme dans une charge de Émile Évrard en couverture du *Lampion* (51). Le casque à pointe sert donc ici encore à se venger de l'incapacité politique et militaire de la victime.

Avec Jules Favre – ministre des Affaires étrangères du Gouvernement de la Défense nationale – et Adolphe Thiers – « chef du Pouvoir exécutif », le vocable du casque à pointe perdure dans la caricature. Ils sont même, dans ce *corpus* des années 1870 et 1871, les derniers à en être affublés avec une fréquence importante. À l'origine de cette condamnation caricaturale se trouve la ligne politique des deux hommes déterminés à négocier la paix avec Bismarck. Cette paix a un prix : plusieurs milliards de francs-or au titre de la réparation des dommages de guerre et l'annexion des territoires de l'Alsace et de la Lorraine. L'empressement de Thiers et Favre – en dépit des pleurs légendaires de ce derniers lors de l'entrevue de Ferrières – à accepter les conditions inflexibles de Bismarck a suscité un vif émoi. Les flambées d'images satiriques le prouvent, avec deux temps forts : l'un au moment de la signature des préliminaires à Versailles le 26 février 1871, l'autre avec l'établissement du traité définitif à Francfort le 10 mai suivant. Les deux « compères » souvent dénoncés par les dessinateurs sont dès lors considérés comme de mauvais négociateurs, soldeurs de l'Alsace-Lorraine et complices d'un marché de dupes. La seule image de Pilotell intitulée « L'Exécutif » (52) pourrait résumer ce sentiment. Le casque à pointe n'y est pas absent, puisque renversé et la pointe plantée dans le sol, il sert à récupérer le sang qui coule du bras estampillé « Alsace-Lorraine » dont Thiers et Favre amputent à la scie l'allégorie féminine de la France. La citation de ce vocable dans un cadre français participe d'une violence qui n'est peut-être pas non plus sans résonner des « atrocités allemandes ».

Le casque prussien, dans un tel contexte, sert aussi à illustrer l'intransigeance de Bismarck devenu le bouc-émissaire de l'opinion publique française. Une charge de Saïd le prouve qui représente une table jonchée de sacs d'or et sur laquelle est accroché un *verbatim* retenu par un casque à pointe : « À Monsieur Jules Favre, Versailles, Donnez un milliard de plus et je ferai ordre à Paris. Bismarck. » (53) Les caricaturistes passent alors de l'inflexibilité à la rigidité. Dans de nombreuses images parues après

Faustin, "Bismarck" et "Guillaume", in Les Guillotinés, octobre 1870.





(49) Gravure polychrome, 1870, Saint-Denis, musée d'art et d'histoire.

(50) In P.-O. Lissagaray, Histoire de la Commune de 1871, Paris, Editions La Découverte, 1990, p. 57.

(51) Cf. « La Retraite en bon ordre », in *Le Lampion*, n° 2, 1871.

(52) In *La Charge*, 11 mars 1871. Pilotell reprendra cette planche dans son recueil *Avant, pendant et après la Commune*, Londres, 1873. Cf. Bertrand Tillier, « Les dessins d'un "mort vivant" : Pilotell et la mémoire de la Commune », in *Gavroche*, 92, mars-avril 1997, pp. 1-7.

(53) Cf. Saïd, « La réponse : les affaires sont les affaires », in *Au jour le jour*, n° 4, Deforet éd., 1871, Saint-Denis, musée d'art et d'histoire.

l'entrevue de Ferrières, le 19 septembre 1870, les faux émois de Favre deviennent des minauderies de femme. Favre est alors souvent travesti en prostituée dont les atours de cocotte échevelée contrastent avec le port militaire des Prussiens coiffés de leurs casques. Chez Klenck (54) comme chez Saïd (55), la charge radicalise cette opposition – détournée en rivalité dérisoire – entre la rigidité de Bismarck et la déliquescence pleurnicharde de Favre. La confrontation ici opérée par le dessinateur repose autant sur deux personnalités que sur des types dotés d'attributs.

Napoléon III, Trochu, Favre et Thiers sont coiffés du casque à pointe par les caricaturistes, tant pour désavouer leurs actions que pour s'en venger symboliquement et que pour combler l'indécision de leur politique incertaine. En outre, le recours au casque prussien semble momentanément détourner l'attention du couvre-chef qu'on choisira d'adopter en France. Le casque à pointe évite de se prononcer sur un choix, en renvoyant dos à dos tous les prétendants, pour les inscrire dans une situation où les clivages politiques et idéologiques sont ignorés au profit d'une complicité proclamée avec l'ennemi. Dès lors, le casque à pointe devient objet de marquage.

Un objet de déchéance

« Toute trahison mérite vengeance. » En 1870, le massacre de Hautefaye vérifie la validité de cet adage par les abominations qui le justifient dans l'esprit de ses acteurs. Dans un registre symbolique, la caricature en apporte aussi la preuve par les sévices graphiques auxquels elle s'est livrée dans une veine physique. Les guillotines, les gibets et les piloris ont reparu avec une grande fréquence dans les images satiriques de « l'Année terrible ». Chose plus étrange, le casque à pointe a rapidement été associé à cet arsenal de sévices, pour maltraiter le corps des victimes des images.

Dans un répertoire scatologique convenu, alors que se multiplient les charges de Prussiens ayant la tête à la place du cul (56) – des caricatures font du casque à pointe, renversé sur la tête de Bismarck ou de Napoléon III, un pot de chambre dégoulinant où la pointe est devenue balayette. On serait ici dans un domaine plus physiologique que véritablement physique (57). Pourtant, l'imagerie satirique à caractère médical et pathologique n'est certainement pas étrangère à ces détournements. Il faut revenir, pour le comprendre, aux premières caricatures visant Napoléon III dont l'incapacité militaire a été expliquée par la dérision de sa maladie rénale permettant d'en faire un impuissant – dans tous les sens du terme – (58). Les traitements curatifs prescrits par les caricaturistes sont unanimement le clystère et l'injection anale, dans une veine pornographique – l'empereur s'abandonne aux plaisirs homosexuels – et scatologique – il ne produit plus de pouvoir, mais des foudres impériales diarrhéiques –. Dans la charge déjà citée des *Châtiments*, Faustin dote Napoléon III d'un clystère qui lui sert de sceptre. D'autres images sont plus virulentes qui montrent l'empereur déchu en séance de lavement dirigée par Guillaume (59). Dans plusieurs caricatures utilisant la Colonne Vendôme, Napoléon III est assis sur le sommet du monument qu'un poète comme Théophile Gautier a comparé un à « godemichet de la gloire » (60). Certains dessinateurs, comme Flambart, transforment enfin la colonne en clystère géant (61). La canule du clystère-colonne de Napoléon III – souvent conjointement coiffé du casque prussien – est rapidement remplacée par le pointe du casque sur laquelle Badinguet, Trochu ou Favre sont installés. Guillaume de Prusse, amateur des lavements qu'il administre à Napoléon III, n'est pas épargné. Et par un glissement du particulier au collectif, les Prussiens connaissent le même sort.

Dans un domaine plus directement physique, qui élimine le rire scatologique, la pointe du casque prussien est directement fichée par les caricaturistes dans le crâne de leurs victimes. Bismarck semble être la première victime de cette pratique.

Dans son étude pionnière sur la caricature pendant la guerre franco-prussienne, Duranty a émis une hypothèse intéressante (62). Dès avant le conflit, la caricature germanique a longuement raillé la calvitie de Bismarck, en la dotant de trois malheureux cheveux. Le *Kladderadatsch* – équivalent berlinois du *Charivari* parisien – l'a même dérisoirement consacré « Seine Dreihaarigkeit » (63). Dans une charge de Wilhelm Scholz, où en trois séquences imitant les annonces d'un baromètres, les trois cheveux de Bismarck passent du « frisé » (beau temps) au « dressé » (variable) et à la « pointe » (tempête) (64). Avec la guerre et les victoires allemandes, les dessinateurs ont transformé le modeste toupet en pointe de casque, par un nouvel échange entre le type et l'individu.

Cette même condensation sur la pointe du casque apparaît dans la caricature française, tant à l'encontre de l'ennemi qu'au détriment des personnalités parisiennes déjà citées. Par ce biais, Napoléon III est devenu un Prussien marqué de manière indélébile. Favre et Thiers sont ainsi présentés comme les adeptes de Bismarck. Mais celui qui a vraisemblablement le plus souffert de cette pointe est le général Trochu. En l'occurrence, la pointe a servi de révélateur, puisqu'ayant fêlé ou percé sa boîte crânienne, elle en a révélé soit l'insondable vide, soit la curieuse constitution cérébrale. Émile Évrard, dans une livraison déjà évoquée de son journal *Le Lampion*, a ainsi montré ce que cachait la pointe visible : la monstruosité d'un crâne difforme constitué des visages de Bismarck, Jules Favre et Napoléon III. La définition du traître est ici complète.

Aussi dérisoires ces attributs puissent-ils aujourd'hui paraître, ils ont dans l'atmosphère de la guerre brusquement contribué à modifier les représentations françaises des Allemands. Avec brutalité, ils ont aussi nourri un imaginaire durable dont les échos se perpétueront pendant plusieurs décennies. La pendule et le casque à pointe appartiennent incontestablement à un regard « de crise » qui, initialement porté sur l'autre, sert aussi une lecture franco-française de la vie politique intérieure à l'un de ses moments les plus troubles.

Paris, septembre 1998

Bertrand Tillier

(54) Cf. *Les filles prostituées : la Favre*, gravure polychrome, 1871, Saint-Denis, musée d'art et d'histoire.

(55) Cf. « La demande », in *Au jour le jour*, n° 3, Deforet éd., 1871, Saint-Denis, musée d'art et d'histoire.

(56) Cf. Alfred Le Petit, « Binettes de Prussiens », in *La Charge*, 3 septembre 1870. On notera que cette image paraît le lendemain de la capitulation de Sedan.

(57) Cf. Albert Millet, *La fluxion de Bismarck*, gravure, 1870, Saint-Denis, musée d'art et d'histoire.

(58) Cf. B.Tillier, *La Républicature*, Paris, CNRS Editions, 1997, pp. 21-28 et « Napoléon III et la caricature en 1870 : histoire d'une dissolution », in *Ridiculosa*, Université de Bretagne occidentale, n° 4, 1997, pp. 31-45.

(59) Cf. Faustin, … *Faut s'entr'aider !… Ça va aller !…*, gravure polychrome, 1870, Coulbœuf éd., Saint-Denis, musée d'art et d'histoire.

(60) « Un vit, sur la place Vendôme,/Gamahuché pour l'aquilon/Décalotte son large dôme,/Ayant pour gland Napoléon. […] » (in Th. Gautier, *Lettres à la Présidente et poésies libertines*, Paris, L'Or du temp éd., 1968, p. 100).

(61) Cf. « Projet de monument fait par tous les habitants de Fouilly-les-Gortes en mémoire des hauts faits du grand héros de Sedan », in *Nouvelles du jour*, n° 8, octobre 1870, Saint-Denis, musée d'art et d'histoire.

(62) Cf. Duranty, « La caricature et l'imagerie pendant la guerre (1870-1871) », op. cit., p. 162.

(63) Que l'on pourrait traduire par « Sa Troischeveurie ».

(64) Cf. W. Scholz, « Bismarck-Barometer », in *Bismarck-Album des Kladderadatsch*, 1881-1887.

Le document qui suit m'a été communiqué par des amis, que je remercie. Il est issu de leurs archives familiales. Il témoigne de manière vivante et directe de la façon dont les soldats de base comprenaient et vivaient la guerre.
Laurent Doussin

JOURNAL DE LÉON DABARRE

(1892-1996)

L'extrait qui suit couvre vingt-cinq ans de la vie d'un jeune berrichon qui avait 22 ans en 1914. C'est l'histoire simple du premier de sa classe devenu sabotier par nécessité puis militaire par obligation dont le destin a été bouleversé et façonné par la première guerre mondiale.

Mais ce n'est pas le récit d'un ancien combattant nostalgique : c'est plutôt une réflexion - modeste bien sûr - sur une guerre stupide si bêtement appelée "la Grande" et sur la manière dont Léon Dabarre a su, à partir de son handicap se préparer un avenir dans le monde de l'après-guerre.

Ces souvenirs, il les a portés en lui toute son existence. D'une belle écriture ferme et dans la plus grande discrétion, il les a mis en forme dans les années 80. Ils ont été trouvés après sa mort en 1996 dans le tiroir de son bureau.

Ma jeunesse

Je suis né à Clémont (Cher) le 6 décembre 1892, sous le signe du Sagittaire.

Ma sœur (de 10 ans mon aînée) aurait, paraît-il, voulu que l'on me prénommât Nicolas, le Saint du jour de ma naissance, mais, finalement, une solution beaucoup plus simple fut adoptée : comme elle s'appelait Léonie, on choisit Léon, en y ajoutant Charles, Jean, Joseph, prénoms de tous mes aïeux !

Je suppose que mes parents avaient tout lieu d'être satisfaits d'avoir un fils, bien qu'il pesât seulement 2 kg à la naissance ! Il faut croire que la "*carcasse*" était de bonne qualité, si l'on en juge par la longévité du survivant !

Clémont, ma commune natale, est une charmante petite bourgade, arrosée par la Grande Sauldre, qui reçoit elle-même une autre petite rivière à truites, la Nère, née à une trentaine de kilomètres de là, dans ce coin de Sologne auquel les gens sont très attachés.

J'ai vécu là toute ma jeunesse, jusqu'à mon départ pour le service militaire, au début d'octobre 1913.

Tous les corps de métiers y étaient représentés et la vie s'y écoulait calmement, tout le monde étant plus ou moins pris par le travail.

Dès ma naissance, trop faible pour "*lier la tête*" (faire venir le lait au sein de ma mère), je fus confié pour la circonstance, à une voisine dont le fils, de 4 mois mon aîné, me remplaça auprès de ma mère pendant les premiers mois.

J'eus ainsi un frère de lait, qui devait, par la suite, devenir mon meilleur ami, jusqu'à sa fin prématurée à 21 ans, des suites d'une appendicite infectieuse.

Ma plus tendre enfance se déroula ainsi, calmement, auprès de parents qui me choyaient et me gâtaient autant que leurs modestes moyens leur permettaient de le faire.

Vint ensuite l'âge d'aller à l'école. Comme il n'y avait pas de classe maternelle, j'y entrais à 5 ans. Je n'entreprendrai pas de décrire en détail mon comportement en classe.

Tout ce que je puis dire, c'est que je n'étais pas un très mauvais élève, bien que très espiègle ! Aidé par une excellente mémoire, et sans trop de peine, je réussis à tenir la tête de la classe (1e division), jusqu'à la fin de ma scolarité.

Je dois à la vérité de dire que pendant les dernières années, j'eus la chance d'avoir un maître admirable, M. Poisson, dont je ne puis, aujourd'hui encore, évoquer la mémoire sans une profonde émotion.

J'aurais, d'ailleurs, l'occasion d'y revenir ultérieurement.

À 11 ans et demi, je décrochai sans trop de peine mon Certificat d'Etudes et je restai en classe une année après, c'est-à-dire à la veille de ma treizième année.

À ce moment, un problème se posa pour mon avenir. Mon vieux maître aurait voulu que l'on me fasse continuer mes études, étant donné mes aptitudes à l'école. Mais mes parents, trop pauvres, ne tenaient pas à se séparer de leur "*chouchou*", et ce, d'autant plus que ma sœur, mariée depuis 2 ans, avait quitté le pays pour suivre son mari. Et puis, un événement imprévu vint précipiter les choses et régler définitivement la question.

En octobre 1905, alors qu'il allait visiter une coupe de bois, mon père fut mordu par un aspic, à côté de la cheville. Bien que la chaussette eut absorbé une partie du venin, les suites de cet accident furent très graves, et mon père resta fort longtemps immobilisé avec une jambe en très mauvais état.

Et c'est ainsi que je quittai définitivement l'école pour commencer mon apprentissage de sabotier auprès de mon père, pour le plus grand soulagement de mes parents.

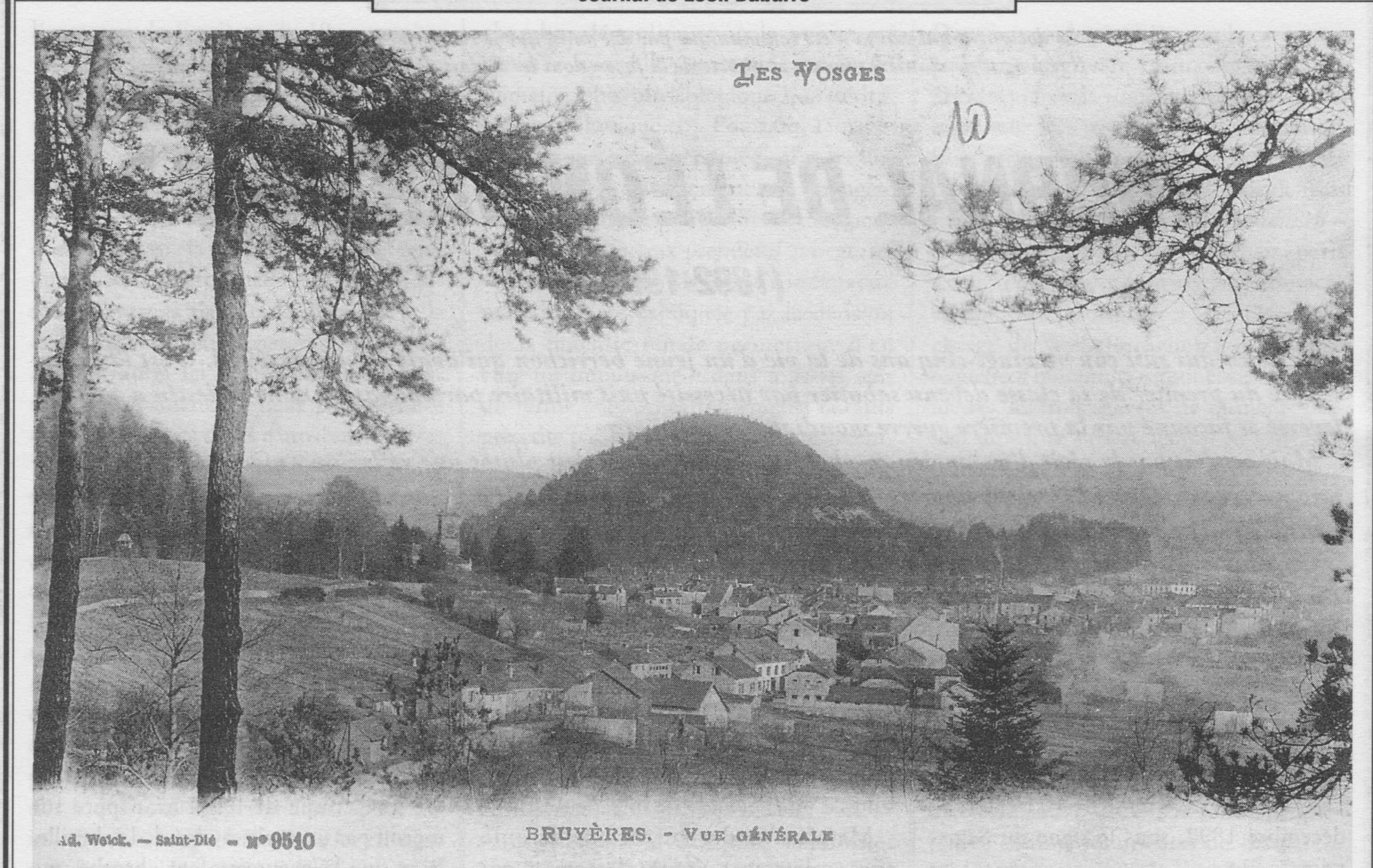
Je restai ainsi avec eux jusqu'à mon départ au service militaire, en octobre 1913.

Mais c'est là que j'ai vécu les plus belles années de ma vie. Bien que pauvres, gagnant péniblement leur vie, mes parents m'entouraient d'une affection que je n'oublierai jamais.

Et puis il y avait de nombreux camarades dans la commune et, dans l'insouciance de la jeunesse, nous profitions de tous les bons moments qui s'offraient à nos jeunes années et la vie s'écoulait douce, douce et combien de fois, par la suite, j'ai regretté ces moments délicieux ! Qui aurait pu prévoir ce qui attendait notre pauvre génération !

Le service militaire

Avant d'entamer ce chapitre, je dois revenir en arrière pour indiquer ce que je considère comme ayant eu une heureuse influence sur ma destinée ultérieure.



BRUYÈRES. - Vue générale

Je veux revenir sur ce que fut mon vieux maître, pendant les années qui suivirent ma sortie de l'école jusqu'à mon départ pour le service militaire.

Chaque hiver, il organisait bénévolement des cours du soir que nous suivions avec beaucoup d'assiduité et pendant toutes ces années, mes camarades et moi avons complété très utilement nos connaissances et, en ce qui me concerne, ce complément d'instruction me fut très utile par la suite.

Je me devais d'insister sur ce point, qui me fournit, une fois de plus, l'occasion de rendre un hommage ému et affectueux à ce vieux maître à qui je dois tant.

Reprenant le cours normal de mon récit, j'en arrive donc à l'année 1913 qui devait marquer mon entrée dans la vie militaire.

Cette année fut marquée par le décès rapide de mon frère de lait, Marcel, à la fin du mois de mai au cours duquel, un mois plus tôt, le conseil de révision nous avait reconnus "*Bons pour le service*". Malgré une intervention très rapide, effectuée sur place, la crise d'appendicite aiguë ne put être vaincue par la thérapeutique de l'époque et cette fin prématurée me toucha profondément.

Au début d'octobre, je reçus notification de mon affectation au 158e d'Infanterie, en garnison à Bruyères (Vosges), chef-lieu de canton situé entre Épinal et St-Dié.

Ce régiment d'infanterie alpine, précédemment en garnison en Savoie, avait été, quelques mois plus tôt envoyé en disgrâce à la suite d'incidents mineurs survenus, je crois, à Moutiers et qui avaient motivé ce changement. Le 1e bataillon à Fraize, le 2e (avec l'État-Major) à Bruyères et le 3e à Corcieux, ces trois résidences étant situées dans un périmètre assez restreint.

Je fus affecté à la 8e compagnie, dans des bâtiments neufs qui étaient venus compléter ceux existant déjà.

Nos anciens étaient en grande partie des Savoyards, excellents camarades, très sympathiques et en général fort "*costauds*".

Il y avait également un petit nombre de "*Gonnes*" lyonnais comme on les appelait.

La classe 1912, la nôtre, devait être la dernière à bénéficier de la loi de 2 ans, la classe suivante, 1913, qui fut incorporée un mois après nous étant la première devant inaugurer le service de 3 ans. Cette modification dans la durée du temps à passer sous les drapeaux obligea la classe 1910 (libérable, en principe, avant notre incorporation) à faire 45 jours de "*rabiot*" ce qui, bien entendu, ne fut pas accepté de bon cœur par les intéressés.

La guerre, hélas, devait moins d'un an après, mettre tout le monde d'accord sur cette année de service, pour notre malheur à tous !

Me voici donc intégré dans un ensemble tout à fait différent de ce qui se passe dans la vie civile !

Je ne devais pas tarder à me rendre compte que cette discipline "*qui fait la force principale de nos armées*" était oh ! combien stupide et contraignante.

Je veux tout d'abord parler de mes amitiés. Cela devait se nouer très rapidement avec deux camarades, "*bleus*" comme moi et logeant dans la même chambrée. Un incident tout à fait fortuit en fut le point de départ.

Quelques temps après notre installation, alors que le courrier venait d'être distribué, comme chaque jour au rapport, nous nous trouvions dans la chambre attendant l'heure de la soupe, lorsque nous vîmes le copain en question, lisant une lettre, avec des larmes dans les yeux !

Émus par ce spectacle, Joseph (un autre bleu) et moi-même, nous approchâmes de Célestin pour lui demander la cause de son chagrin. Il nous avoua qu'il s'agissait d'un mot de sa payse, unique cause de son cafard !

Nous eûmes vite fait connaissance !

Joseph Brossat, fils d'un marchand de grains de St-Laurent de Chamonsset (Rhône)

Célestin Bruzard, brave paysan de Suilly-la-Tour (Nièvre)

et Léon Dabarre, le petit sabotier de Clémont.

Et c'est ainsi que nous devînmes trois bons amis, liés par une affection qui ne s'altéra jamais.

Quelque temps après, Joseph et moi, fûmes envoyés pour suivre le peloton des élèves caporaux et dirigés sur une compagnie spécialement formée pour la circonstance, et logeant dans un autre bâtiment. Mais nous n'abandonnâmes pas pour autant Célestin en lui rendant souvent visite le soir ou en nous retrouvant, soit à la cantine ou à la sortie du dimanche.

Lui aussi devait accomplir, sur sa demande, un stage au 12e d'artillerie dont la caserne était située en face de la nôtre, et ce pour postuler une "*planque*" d'ordonnance monté auprès d'un officier supérieur.

Bref, je n'épiloguerai pas sur la dureté du peloton des élèves caporaux, je dirai simplement que Joseph et moi fûment "*bombardés*" caporaux en mai 14 étant sortis l'un et l'autre à un numéro d'intervalle. L'amitié nous avait accompagnés jusque-là !

Il fut affecté à la 8e, notre ancienne compagnie et moi à la 1e escouade de la 6e, ce qui n'empêcha pas de continuer nos rencontres habituelles le plus souvent possible !

Cette fraternité nous consolait largement de cette discipline idiote, aggravée de surplus par le comportement de quelques sous-officiers "*rempilés*" qui masquaient leur incapacité par des brimades absolument stupides qui n'étaient pas faites pour nous faire aimer le métier !

La plupart d'entre eux étaient de pauvres ignares et il est facile de comprendre à quel point il était pénible de se voir commander par de tels imbéciles, sans même avoir le droit de répliquer sous quelque forme que ce soit !

Je dois à la vérité d'ajouter que les officiers n'avaient pas cette mentalité, mais comme ils étaient beaucoup moins en contact avec nous, ils laissaient à leurs "*sous-verges*" (sous-officiers) le soin de ce que j'appellerai la partie la moins intéressante du travail.

Je pourrais citer de nombreux traits pour illustrer ces bavures, mais ceux qui ont connu ce temps le comprendront suffisamment pour qu'il me soit inutile d'y insister.

Bref, le temps passait tout de même et au cours de l'été 1914, nous partîmes en manœuvres dans les Vosges où j'eus la chance de rencontrer à plusieurs reprises des copains de Clémont, qui servaient, soit au 3e bataillon du 158e, ou dans les chasseurs à pied de la division et ces retrouvailles étaient fêtées par force tournées de rouge, argument sans pareil pour maintenir le moral au beau fixe !

Et puis pendant la 2e quinzaine de juillet, ce fut le départ, par le train, pour le camp du Valdahon (Doubs) où nous devions effectuer d'importantes manœuvres, au terme desquelles nous devions rentrer à Bruyères en un certain nombre d'étapes en passant notamment par le Ballon d'Alsace.

Les événements devaient en décider autrement !

Le lendemain de notre arrivée, l'ordre arriva de reprendre le train pour rentrer à la caserne !

La guerre était déjà dans le collimateur !!

Et au bout de quelques jours, tout le monde sur le pied de guerre : départ pour Corcieux rejoindre le 3e bataillon avant de retrouver le 1er bataillon à Fraize.

Et c'est ainsi que l'ordre de mobilisation arriva, suivi de peu par la déclaration de guerre.

Nous nous trouvions, hélas, aux premières loges et c'est ainsi que commença cette infâme "*saloperie*" qui devait durer plus de quatre années et se solder par la plus grande tuerie de l'histoire ! Un million et demi de morts, deux millions de mutilés, sans compter tous les deuils et les situations brisées à tout jamais dans la plupart des familles.

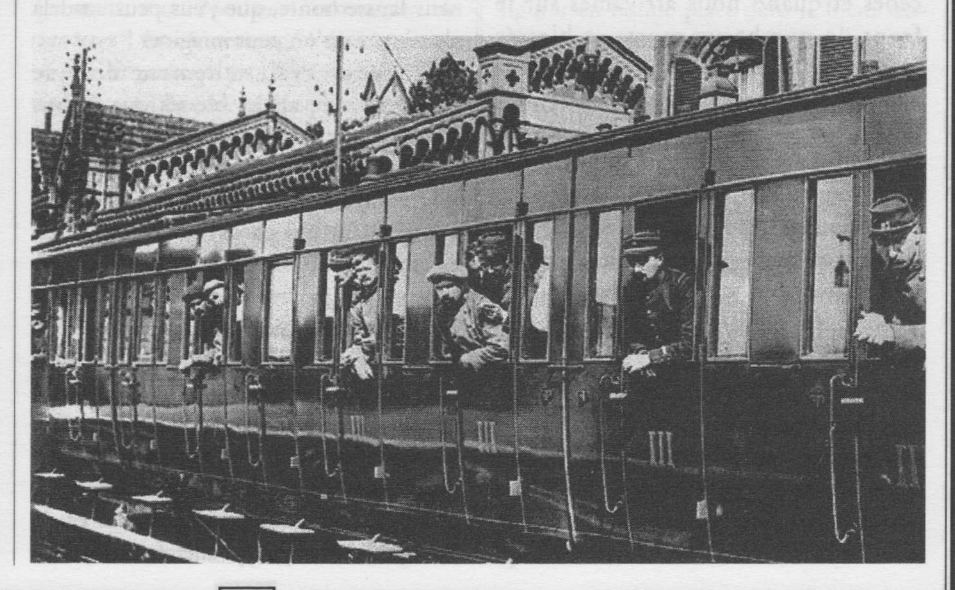
Et pour moi, le commencement d'une terrible "*poisse*" qui ne devait guère me quitter !

La Guerre

Guerre : définition succincte du Petit Larousse Illustré : "*Épreuve de force entre peuples, entre partis*"

En 1964, à l'occasion du 50e anniversaire de l'entrée en guerre de 1914, j'avais décrit mes sentiments sur cette catastrophe en une centaine de vers, sans prétention, dont j'extrais ceux relatifs à cette tuerie et que j'avais intitulés :

"*Pauvre vieux Poilu !*
Mais qu'est-ce donc que la guerre ?
C'est une chose infâme,
La négation de tout, la perversion de l'âme,
Le meurtre organisé, l'abrutissement total
C'est l'homme ravalé au rang de l'animal !
Le plus fort c'est que ceux qu'on envoie pour se battre
Ne sont pas consultés, mais qu'ils doivent combattre
Malgré eux, et pourtant, ceux qui déclarent les guerres
Restent au chaud, chez eux, loin de toutes ces misères !
N'est-il pas révoltant, au siècle où nous sommes
De faire si peu de cas de la vie de tant d'hommes !
Et lorsque l'on prétend qu'on est civilisés
Faudrait-il donc en rire pour ne pas en pleurer !"



Ceux qui, délibérément, déclenchent de telles horreurs ont-ils conscience de la responsabilité qu'ils encourent devant l'histoire ? Il est permis d'en douter, sinon iraient-ils jusque là !

Il est vrai que la Guerre est faite par ceux qui ne la veulent pas et qu'elle est voulue par ceux qui ne la font pas ! Ceci peut expliquer cela !

Le résultat : des malheurs irréparables, des misères sans nom, conséquences d'un "*bourrage de crânes*" éhonté et l'amorce inévitable d'autres conflits ! Course aux armements entraînant des dépenses énormes, dont le montant pourrait être employé utilement pour le plus grand bien de tous.

Ma dernière permission se situait pour les fêtes de Pâques 1914. En juin on avait proposé une nouvelle permission au choix, avant ou après les manœuvres de juillet. J'avais choisi cette 2e solution, que j'ai hélas, regrettée plus tard, car la guerre était revenue.

Comme je l'ai déjà indiqué plus haut, nous étions partis de Bruyères avant la mobilisation. Et c'est ainsi que le 4 août le régiment eut sa 1ère victime. Un ancien caporal à la 5e Cie, charmant camarade tombé au cours d'une patrouille devant Fraize !

Le 8 au soir, nous montâmes en ligne au Col du Bonhomme où nous reçûmes le baptême du feu le lendemain matin. Puis nous continuâmes par Provenchères, Sacle, Le Donon, Schlirmeck le 18 et le soir cantonnement à St-Quirien.

Le lendemain matin, nous prîmes position tout près d'Abreschwiler où nous restâmes en alerte jusqu'au 20 après-midi, pour monter en ligne aux côtés du 13e corps d'armée.

Le 3e bataillon du 158 nous avait précédés et quand nous arrivâmes sur le front de nombreux morts et blessés étaient déjà dénombrés. Notre Cie eut aussi quelques pertes et après une nuit passée, comme les autres, à la belle étoile, la fusillade recommença de bonne heure le 21 août au matin. Je ne m'étendrai pas sur la vision d'horreur de tous ces cadavres couchés sur le terrain, et la vue de certaines blessures affreuses qu'il est impossible d'oublier !

Vers 7 h 1/2, ce même jour, ordre fut donné de charger à la baïonnette !

Instant terrible ! Je me vois encore, je me verrai toujours, en ajustant la baïonnette au bout de mon fusil, avec, en l'espace de quelques secondes, la vision très nette de mes chers Parents, des



17 — ARTILLERIE ALPINE

miens et aussi de mon vieux clocher de Clémont, prémonition terrible que tout était fini pour moi !

À peine avions-nous fait quelques pas qu'une poignée de coloniaux du 6e d'Infanterie Coloniale de Lyon, fuyant en désordre, alertèrent le commandant en lui signalant que nous étions encerclés ! Aussitôt, rassemblement et ordre de battre en retraite !

Je n'eus pas le temps de faire demi-tour qu'une douleur terrible dans la tête me laissa complètement abasourdi. Je sursautai et, instinctivement, je retombai sur mes jambes ! Hélas, la gauche ne tenait plus, étant brisée par la balle qui avait mis le tibia en miettes et je tombai aussitôt.

Et la fusillade continuait, les Allemands tirant en poursuivant leur avance. Et me voyant là, impuissant, je puis dire sans fausse honte, que j'eus peur au-delà de tout ce qu'on peut imaginer !

On nous avait tellement dit que l'ennemi achevait les blessés que je crus ma dernière heure arrivée. Bref, ayant jeté sac et fusil, je me relevai tant bien que mal sur ma jambe valide et, avisant un adjudant qui passait je le suppliai de m'emmener. Il s'y prêta volontiers mais voyant ma pauvre jambe qui ne tenait plus il me suggéra de m'étendre et de faire le mort, car il ne lui était pas possible de m'emporter.

Au bout d'un moment qui me semble un siècle, la troupe ennemie continue sa progression et je me trouvai ainsi derrière les lignes, au milieu de cadavres et de blessés tant français qu'allemands !

Et c'est là que mon calvaire commença. Si j'avais eu la bonne idée de rester sur place, j'aurais été ramassé le lendemain matin, mais complètement perdu, je m'imaginais pouvoir gagner par mes propres moyens une ferme que l'on apercevait en bas du bois, très en pente, où j'avais été blessé. Et c'est ainsi que je me traînai, au milieu de souffrances terribles, jusqu'à la nuit qui me vit tout seul au milieu du bois. J'ouvre ici une parenthèse pour dire que, dans la matinée, l'artillerie française qui, jusque-là, avait brillé par son absence, nous envoya "*gracieusement*" quelques obus de 75 qui atterrirent à côté de moi.

Bref, je passai la nuit dans ce fameux bois, et au matin, de bonne heure il me fallait recommencer ma folle équipée ! Et là, commença un autre calvaire, celui de la soif ! Celui qui n'a pas connu ce supplice ne peut s'imaginer cette torture ! Grelottant de fièvre, la bouche terriblement sèche et n'ayant aucun liquide à portée de la main, je dus me résigner à tordre le peu de rosée se trouvant sur l'herbe, à peine de quoi me mouiller les lèvres ! Tout en continuant de me traîner péniblement, je trouvai sur mon chemin un roncier avec des mûres plus ou moins bonnes ! Mais je n'avais pas le choix et je dévorai tout ce qui put me tomber sous la main. Et je continuai mon "*odyssée*" jusque dans l'après-midi où je me trouvai près d'une ferme quand, tout à coup, je vis passer un brave paysan que j'appelai de toutes mes forces. Quand il fut près de moi, mes premières paroles furent : "*À boire s'il vous plaît !*"

Il acquiesça et revint avec un demi-verre de vin que j'avalai d'un trait. Mais, affaibli par ma blessure et n'ayant rien mangé depuis plus de 24 heures, ce vin me monta à la tête et je me trouvai à moitié ivre ! Ce brave paysan me dit qu'il ne pouvait m'héberger, sa grange étant déjà pleine de blessés. Il espérait que l'on viendrait nous chercher, mais la nuit arriva sans que l'on ne voit rien venir et je dus me préparer à passer ma 2e nuit à la belle étoile. On m'avait apporté un peu de paille et une couverture et aussi, et surtout, de l'eau, à volonté car je crois que je n'ai jamais tant bu de ma vie. Et c'est ainsi que se passa ma 2e nuit dehors. Ma jambe, que je n'avais, hélas, pas ménagée en me traînant depuis la veille était enflée jusqu'en haut de la cuisse et la fièvre n'avait pas baissé, loin de là !

(à suivre)

Alexandre Carlier, premier inspecteur de l'instruction primaire du département du Nord

François Guizot, un des principaux théoriciens de la monarchie de Juillet, promulgue, durant son séjour au ministère de l'Instruction Publique, la première grande loi scolaire du XIX[e] siècle, la loi du 28 juin 1833 qui imposait à chaque commune l'entretien d'une école publique de garçons confiée à un instituteur, laïc ou congréganiste, titulaire d'un brevet. Pour rendre effectives ces mesures, Guizot réalisa très rapidement qu'il lui fallait instaurer un corps de fonctionnaires, placés sous l'autorité du ministre, capables de se substituer aux divers comités d'instruction, hérités de la Restauration, pour imposer aux élus locaux les investissements liés à la stricte application de la loi. Aussi, dès 1834, se rappelant les bons résultats obtenus par la mission extraordinaire d'inspection du premier trimestre de 1833 (1), Guizot décide de créer un corps permanent d'inspecteurs des écoles primaires. Il confie aux recteurs le soin de lui présenter des candidats selon des critères qu'il définit dans sa circulaire du 28 novembre 1834.

Chargés de présenter, selon les termes de la circulaire, *"quelques fonctionnaires qui puissent remplir ces conditions et disposés à échanger leur place actuelle contre celle d'inspecteur primaire"*, les recteurs ont dans une grande mesure fait appel aux inspecteurs volontaires de la mission extraordinaire de 1833. Ces inspecteurs étant presque tous fonctionnaires de l'Université et pour la grande majorité d'entre-eux membres de l'enseignement secondaire, la première promotion des inspecteurs spéciaux de l'instruction primaire fut donc essentiellement composée de principaux, régents ou professeurs de collège.

A lire la presse pédagogique de cette période et les nombreuses lettres de sollicitations conservées dans les archives des rectorats, il semble que les recteurs n'eurent aucune peine à proposer au ministre quatre-vingt-six candidats à la fonction d'inspecteur primaire. Ainsi, le rédacteur en chef du mensuel *l'Instituteur* décrit, en août 1834, trois mois avant la parution de la circulaire fixant les modalités de recrutement, les diverses intrigues utilisées par les candidats : *"En attendant la décision ministérielle, les candidats affluent. Les recteurs et les préfets, qui seront naturellement chargés de la présentation, sont harcelés par des sollicitations de toute espèce ; on brigue, on pétitionne, on cherche des protections et des signatures. On s'inquiète peu d'ailleurs de la nature des fonctions que l'on demande, on ne voit que le traitement qui s'y trouve attaché"*.

Les premières nominations

La nomination, le 3 mars 1835, d'Alexandre Carlier, premier inspecteur primaire du département du Nord, n'a pas dérogé à ces pratiques de recommandations qui ont donc été générales à tout le pays. Autre candidat à ce poste, le principal du collège d'Armentières, Rosin, également chargé de mission en 1833 pour les cantons d'Haubourdin, du Quesnoy et d'Armentières, adressa dès le mois de décembre 1833, avant même que le recteur ne lance un appel de candidatures, une longue lettre dans laquelle il développe sa vision de la fonction, proposant notamment d'instaurer des conférences aux chefs-lieux de canton qui auraient pour but *"l'amélioration de la discipline des écoles et des méthodes d'enseignement, aussi bien que l'instruction des maîtres"*, la rédaction *"à l'aide de nos meilleurs ouvrages sur l'instruction"* d'un recueil sur l'instruction la plus applicable aux besoins des localités et des cours de pratique pédagogique. Pensant être à même de remplir ces fonctions à l'échelle du département, il conclut sa lettre en faisant acte de candidature à un poste qui ne saurait tarder à se créer.

Quatre autres candidats postulèrent à ce poste mais, semble-t-il, sans joindre de lettre de recommandation ou de sollicitation à leur curriculum vitae : Joly et Coache, principaux des collèges de Bergues et Hazebrouck et tous deux également inspecteurs durant la mission de 1833, Pixehker, régent au collège de Béthune, et, le seul instituteur postulant, Ternant, directeur de l'école mutuelle de Dunkerque. Ils eurent grand tort de ne compter que sur leurs états de service puisque le choix du recteur Duplessis se porta sur le plus "recommandé" des candidats, Alexandre Carlier. Le recteur précise néanmoins dans une lettre à Guizot du 5 septembre 1834 que ce choix ne tient compte que du "remarquable" travail que le régent du collège de Dunkerque effectua durant l'inspection extraordinaire de 1833.

1836-1837 : de nécessaires ajustements

Si, tout comme la loi du 28 juin 1833, la création du corps des inspecteurs peut figurer en bonne place dans le bilan scolaire de la monarchie de juillet, force est de constater que la nomination des premiers inspecteurs primaires ne répondit pas avec un égal bonheur dans tous les départements, aux espérances des amis de l'instruction primaire. En effet, au terme de la première année d'existence de ce nouveau service, nombreux furent les conseils généraux et les préfets, bien relayés par la presse pédagogique, à constater que l'inspecteur primaire de leur département n'avait pas totalement rempli sa mission. Si la plupart d'entre eux, se basant uniquement sur le nombre des écoles visitées, corrigeront, à l'instar du conseil général du Nord, leur position après la nomination d'un premier sous-

rapport de l'inspecteur Dantec
28 octobre 1842

ÉCOLES COMMUNALES

Renseignements sur l'Instituteur.

1. Nom et prénoms de l'instituteur ? Van Eerdewegh (Jean Louis)
2. Date de sa naissance ? né le 4 Janvier 1808.
3. Est-il laïque ou membre d'une institution religieuse ? — Laïque
4. Sort-il d'une école normale ? — non
5. A-t-il fréquenté le cours spécial fait pour les instituteurs à l'école normale de Douai, et en quelle année ? — non
6. Est-il célibataire, marié ou veuf ; dans ces deux derniers cas, a-t-il des enfants et quel en est le nombre ? marié — un enfant
7. Quelle est la date de son institution ?
8. Quel est le montant du traitement fixe ? 400 f.
9. A quelle somme s'élèvent les rétributions mensuelles ? payées en nature. payées en argent. 3300.
10. Quel est le taux moyen de la rétribution par élève ? 5 f.
11. La perception de ces rétributions a-t-elle lieu d'après un rôle de recouvrement ou suivant un arrangement conclu entre les parents des élèves et l'instituteur ?
12. L'instituteur reçoit-il la totalité de son traitement et n'a-t-il été assujetti à aucune remise en faveur de son prédécesseur ?
13. Jouit-il de quelqu'autre traitement comme secrétaire de mairie, clerc, etc. ? — non
14. Est-il autorisé à recevoir des pensionnaires, et, dans ce cas, le dortoir est-il convenablement disposé ? — oui
Quelle est la date de son autorisation de tenir un pensionnat ? 11. Juin 1838.
15. L'instituteur a-t-il de la capacité, de l'aptitude, du zèle pour ses fonctions ? — oui
16. Quelle est sa moralité ? — Bonne
Évite-t-il les sociétés et les habitudes qui ne conviennent pas à la gravité de son état ? — oui
Sait-il s'attirer le respect et l'affection de ses élèves, les traite-il avec douceur et s'abstient-il toujours de les frapper ? — oui
17. A-t-il obtenu des récompenses sur les fonds de l'état ou du département (mentionner ces récompenses) ? Non
18. Mérite-t-il de participer aux encouragements qui pourront être accordés ? Oui

DÉPARTEMENT DU NORD — ARCHIVES

A.D.Nord 1T 107/25 1/4

63. Nom et prénoms du surveillant ? ou de la surveillante ?
64. Date de l'autorisation ?
65. Quel est le montant de l'allocation votée par la commune pour l'entretien de l'asile ?
66. A quelle somme s'élèvent les dons particuliers offerts à cet établissement ?
67. Quel est le nombre d'enfants qui fréquentent l'asile ?
68. Comment l'asile est-il tenu, sous le rapport de l'ordre et des soins particuliers aux enfants ?
69. Renseignements généraux sur le surveillant ou sur la surveillante, et sur les encouragements qu'il y aurait lieu de lui accorder.

Écoles privées.

Noms et prénoms des instituteurs ? des institutrices ?
Date de leur naissance ?
Date de leur brevet ?
Date de l'autorisation pour les institutrices ?
Sont-ils laïques ou appartenant à une congrégation religieuse ?
Quelle est, dans ce dernier cas, cette congrégation ?
Sont-ils autorisés à recevoir des pensionnaires, et les dortoirs sont-ils, dans ce cas, convenablement disposés ?
Quel est le nombre des élèves ? En hiver. En été.
Quel est le taux de la rétribution mensuelle ? de la pension ?
A quelle somme s'élèvent les rétributions pendant l'année ?
Les locaux sont-ils suffisamment grands et bien disposés pour recevoir les élèves et loger l'instituteur ou l'institutrice ?
Renseignements généraux sur la capacité, le zèle et l'aptitude de l'instituteur ou de l'institutrice ?
Sur la tenue des écoles ?

Classes d'adultes.

Noms et prénoms des directeurs ?
Date de l'autorisation ?
Nombre des élèves ?
Subvention accordée par la commune ?
Renseignements généraux sur le zèle et la capacité du directeur et les progrès des élèves ?

Certifié par nous L. Dantec, inspecteur des écoles primaires, par suite de la visite que nous avons faite des écoles, en présence de MM. Le Maire et un Membre du Comité.
A Roubaix le 28 Octobre 1842.
Dantec

4/4

inspecteur, d'autres maintiendront leur critique, témoignant de conflits probablement liés à la personnalité même de l'inspecteur primaire ou à la définition de sa mission.

Les critères de choix pour la nomination des premiers inspecteurs primaires n'ayant pas été des plus rigoureux, plusieurs d'entre eux rencontrèrent très tôt des difficultés pour mener à bien leur mission. En effet, si une carrière universitaire garantissait à la presque totalité de ces inspecteurs des connaissances théoriques suffisantes pour apprécier le savoir d'un instituteur primaire, nous constatons par contre que les principaux motifs de dysfonctionnement du service mirent en cause les qualités physiques ou relationnelles de l'inspecteur. Plus que la capacité, c'est donc l'aptitude à exercer cette fonction qui pouvait être remise en cause. En effet, homme de terrain, l'inspecteur primaire se devait de posséder avant tout le sens du contact et une santé suffisamment robuste pour lui permettre de parcourir à cheval et par des temps peu cléments (l'automne et l'hiver étant les saisons de l'inspection) les routes et chemins de son département. Or, rien dans les dossiers de nomination des inspecteurs et sous-inspecteurs ne montre que les recteurs, qui ne reçurent il est vrai que de vagues recommandations sur ce sujet, accordèrent une grande attention à ces questions.

En l'absence de critères de sélection rigoureux, le recrutement des premiers inspecteurs primaires ne pouvait donner entière satisfaction. Guère plus d'un an après leur nomination, Guizot en faisait d'ailleurs le constat devant la Chambre des députés (séance du 18 mai 1836) tout en précisant qu'aucune de ces nominations n'était définitive : *"Peut-être nous sommes-nous hâtés un peu en instituant à la fois ces quatre-vingt-six inspecteurs sans épreuves spéciales, sans autres garanties que d'honorables recommandations et des antécédents estimables"*.

Ainsi, que penser de la nomination de Louis Joly au poste de sous-inspecteur du département du Nord le 15 janvier 1838, à l'âge fort avancé de soixante-trois ans. Il faut peut-être la considérer comme la récompense d'une longue carrière commencée en 1802 par un poste de maître enseignant au pensionnat d'Esquermes-les-Lille et qui se poursuivit, après 1829, par des postes de principaux de collège à Saint-Pol (Pas-de-Calais), Avesnes et Bergues. Candidat malheureux au poste d'inspecteur primaire en 1835, Louis Joly voyait donc enfin, à l'approche d'une retraite bien méritée, son souhaité exaucé. Le recteur regrettera pourtant très vite cette nomination comme en témoigne cette lettre, d'octobre 1840, dans laquelle il demande à son ministre de tutelle le remplacement de ce sous-inspecteur pour le bien du service.

Laurent Dantec, le second sous-inspecteur du département n'aura lui aussi bénéficié que très peu de temps de l'estime du recteur. Nommé en mars 1841, il est le seul de sept inspecteurs et sous-inspecteurs ayant exercé dans le département durant la monarchie de Juillet à ne pas en être natif et à ne pas y avoir exercé avant sa prise de fonction. En effet, né en janvier 1794 dans la Meuse, Laurent Dantec était instituteur primaire à Strasbourg lorsqu'il fut désigné par Villemain pour occuper ce poste créé par le conseil général du Nord. Au

regard de son dossier de carrière, Dantec semble ne devoir sa nomination qu'à ses nombreuses recommandations : du recteur du Bas-Rhin à la duchesse d'Orléans en passant par l'abbé Bautain qui s'est porté garant de sa moralité. Pourtant, d'aussi brillantes recommandations n'empêcheront pas les différents recteurs de l'académie d'estimer, dès 1842, ce sous-inspecteur peu à sa place, sa nombreuse famille, son peu de fortune, et son âge (48 ans à sa nomination), constituant selon eux une gêne au bon exercice de sa mission.

Heureusement pour la bonne marche du service, les sous-inspecteurs nommés après 1843, Debruyne (né à Hazebrouck en 1806), Ernotte (né à Saint-Hilaire en 1815) et Debuyser (né à Blaringhen en 1813), plus jeunes, et ayant tous exercé les fonctions d'instituteurs primaires dans le département, donneront, selon les rapports du recteur, entière satisfaction dans l'exercice de leur mission.

Signalons cependant que les nominations d'Augustin Debruyne et d'Evariste Ernotte, antérieures à l'ordonnance du 18 novembre 1845 fixant définitivement le mode de recrutement et les conditions requises pour exercer les fonctions d'inspecteurs et sous-inspecteurs primaires, n'échappèrent pas aux courantes pratiques de sollicitation et de recommandation. Ainsi, pour obtenir son poste, le directeur de l'école primaire supérieure de Dunkerque, Debruyne, adressa une pétition au recteur, pétition que ce dernier transmit au ministre, le 19 août 1842, non sans en recommander lui-même l'auteur. Plus surprenant, Evariste Ernotte, considérant probablement l'inspection primaire comme un service plus reposant, obtint son poste après avoir produit un certificat médical attestant qu'il était atteint *"d'une inflammation chronique de l'estomac et d'une faiblesse de poitrine qui le mettait dans l'impossibilité de résister longtemps aux fatigues de l'enseignement"*.

Le directeur de l'école primaire supérieure du Cateau, Debuyser, fut donc le premier, et le seul de tous les inspecteurs primaires à exercer dans le département du Nord durant la monarchie de Juillet, à passer les épreuves d'admission à l'emploi de sous-inspecteur primaire, un concours qui consistait selon le règlement du 12 mai 1846 en un examen écrit *"sur une affaire d'école"* et un examen oral : *"Sur les différents devoirs de l'instituteur, sur la direction et la tenue des écoles et des salles d'asile, sur les différents modes et méthodes d'enseignement, sur la construction et le mobilier des maisons d'école et des salles d'asile et enfin, sur les lois, ordonnances et règlements concernant l'instruction primaire à ses différents degrés"*.

La Seconde République : un tournant dans la carrière d'Alexandre Carlier

De février 1848 à mars 1850, le service de l'inspection primaire a vécu de profonds bouleversements. Première victime des journées de Février, Alexandre Carlier, inspecteur primaire du département depuis le 3 mars 1835, fut suspendu dès le 28 mars 1848 pour ne pas avoir voulu, selon le commissaire de la République Delescluze, *"seconder ses vues dans les élections en appelant les instituteurs à voter pour la liste des candidats socialistes"*.

A la veille de la révolution de 1848, le bureau de l'inspection primaire se composait d'un inspecteur en résidence à Douai, Carlier, de deux sous-inspecteurs, Debruyne et Dantec, chargés des arrondissements de Lille et Dunkerque-Hazebrouk et, enfin, de trois sous-inspecteurs adjoints (rémunérés par le département), Ernotte, Wyart et Debuyser, affectés dans les arrondissements de Valenciennes, Avesnes et Cambrai.

Hormis le sous-inspecteur Joly admis à la retraite dans les conditions que nous avons vues précédemment, le premier inspecteur à quitter le service de l'inspection primaire du département du Nord fut donc le premier à y avoir été nommé.

Né à Douai en 1802, Carlier était régent au Collège de Dunkerque, après l'avoir été à Avesnes, Valenciennes et Bailleul, lorsqu'il fut proposé pour la mission extraordinaire d'inspection de 1833. Ayant apparemment tiré quelques satisfactions à l'exercice de cette fonction, il soumet, durant l'été 1834, sa candidature au poste d'inspecteur spécial de l'instruction primaire, non sans se faire recommander par Lamartine et le comte Roger, tous deux députés du Nord, le comte Guilleminot, pair de France, le maire de Dunkerque et même le préfet du département.

Cherchant probablement à émouvoir le recteur, Carlier lui adresse quelques temps plus tard une lettre dans laquelle il écrit que cette nomination couronnerait une carrière universitaire qui depuis dix ans, pour *"des circonstances fâcheuses et imprévues"*, n'a eu que peu d'avancement ; il explique en effet avoir dû renoncer à plusieurs lointaines promotions pour pouvoir rester auprès de sa mère et de sa sœur, sa mère ayant *"perdu dans une faillite les moyens d'existence qu'elle se réservait pour ses vieux jours"* et sa sœur étant aveugle de naissance.

Mais s'il occupa ses fonctions, fonctions rendues difficiles par l'étendue et le nombre important des écoles de ce département, sans discontinuer de 1835 à 1848, il semble, à la lecture des rap-



Propos

Les meilleurs... et les autres

En matière d'éducation, chaque enfant ose un problème individuel. Cette vérité écoule tout naturellement d'une autre vé- ité : la diversité d'aptitude chez les élèves une même classe, d'un même groupe scoire. En bonne logique, chaque enfant de- ait donc recevoir l'enseignement le plus opre à déceler, aussitôt que possible, ses ons naturels, pour en favoriser ensuite le éveloppement, de telle façon que tout inidu doué pour une forme quelconque activité puisse, dans la vie, utiliser au maimum ses aptitudes.

La pratique des tests, des activités libres, s travaux personnels et de tous les prodés d'enseignement individualisé, sont aunt de moyens mis à la disposition des aîtres pour atteindre ce but.

Cependant, on reproche parfois à notre stème d'examens et de concours, de faire, l'entrée d'un grand nombre de professions, e sélection trop brutale qui a pour résult d'éliminer des sujets supérieurement ués pour les études, dans une spécialité terminée, mais inaptes à franchir le barge de certaines épreuves. Il n'est pas inrdit d'envisager une organisation différnte des examens et concours qui ne doint apporter aucune entrave au plein épanusement des dons naturels de chaque inidu. Mais le rôle de l'enseignement à les degrés, ne peut être limité, sans onvénients graves, au dépistage, puis au veloppement des aptitudes les plus marées. L'équilibre harmonieux de la Société st pas fait seulement d'intelligences suicures. A la diversité de talents et des acités dont la nature a pourvu les memes d'une collectivité quelconque, corresnd celle des activités nécessaires à la spérité de cette collectivité. En outre, il bien des manières d'accéder à la « phiophie du travail » qui est, selon Proudn, le meilleur moyen de défense de la lité — de cette liberté sans laquelle le in épanouissement des facultés n'est posle pour personne.

Le progrès de la civilisation serait donc eusement compromis si, dans les écoles, sacrifiait l'apprentissage de certaines tus — le goût et l'habitude de l'effort, amment — au bénéfice de la mise en ur, dans toute la mesure du possible, qualités exceptionnelles.

G. S.

CROQUIS

L'INSPECTEUR AUX CHAMPS

par J. CRESSOT
Inspecteur général honoraire de l'Instruction Publique

Je dis : l'Inspecteur **aux champs** et non : l'Inspecteur **en campagne** ; qu'on ne s'y trompe pas : ici la guerre et là, l'idylle.

L'Inspecteur en campagne a été et il est encore figuré d'un crayon tour à tour apitoyé, narquois ou vengeur. Il n'est pas toujours désagréable à l'instituteur d'imaginer, au moment où il prend son café au lait, que son Inspecteur est debout depuis deux ou trois heures et qu'il s'efforce sur une route, vent debout, vers une école lointaine. Il en était ainsi autrefois, du moins. De nos jours, l'Inspecteur est motorisé. En est-il plus redoutable ? On peut en discuter. Sans doute y a-t-il la soudaineté, la rapidité, l'ampleur de ses incursions. Mais comme il a la légitime et nécessaire ambition de voir « ses » 4 ou 6 classes dans la journée, il ne demeure pas : il **passe**, il **voit** ; a-t-il le temps de **regarder** ?

L'Inspecteur aux champs n'existe peut-être plus. J'en aurai du moins connu un, que les exigences d'une circonscription rurale et sans chemins de fer mettaient debout avec ou avant le jour. Hissé en haut de la côte qui le séparait du plateau, que de levers de soleil il a admirés, avec le secours de Jean-Jacques. Et au retour, avant de replonger dans son vallon, que de soleils couchants dont il a été le spectateur, sous le patronage de Victor Hugo.

Il a voulu oublier, il a oublié le vent, la pluie, la bise, la neige, la boue et la poussière. Il ne veut se souvenir que des champs lumineux en mai, des blés en herbe, des alouettes jaillies vers le ciel. Il ne se souvient que des dons prodigués par chaque saison à la cruche de grès de son bureau : épines et aubépines en fleur, brassées de « glais » cueillies au bord de l'eau, bouquets de muguet et de lychnis des bois et des prés, gerbes de graminées et de bleuets à la lisière des blés, branchages d'octobre pris aux hêtres resplendissants.

Est-il vrai qu'il descendait de son vélo pour répondre à l'invitation d'une allée ombreuse ? au signe parfumé d'un cercle de mousserons cachés dans l'herbe du talus ? Est-il vrai qu'à chaque rentrée, il ait grapillé à la vigne proche et fait un pèlerinage aux pins de la friche pour leur semis de lactaires délicieux ?

Est-il possible que du parapet des ponts il ait guetté l'éclair sombre d'une truite, la lente promenade des chevesnes ? qu'il ait un soir d'automne, pris et poursuivi dans le rayon de sa lanterne, un grand lièvre affolé ? Est-ce enfin par charité pure que tel pesant après-midi de juillet, il a renoncé à l'ingrate visite d'une école de six élèves somnolant en face d'une pauvre femme accablée et qu'il s'est résigné à la sieste ?

Ce n'était pas la saison des violettes ; il n'avait pas d'habit brodé, il n'était ni poète ni Sous-Préfet. Mais Alphonse Daudet lui-même, qui fut maître d'étude, lui aurait pardonné.

L'inspection

L'inspecteur
entre dans la classe
Prise de peur
le professeur
embrasse
son chapelet
en secret

Mal à l'aise
sur sa chaise
elle bégaie
d'une voix
faussement gaie
et désespérément
cherche des yeux
le petit crac

Elle a le trac
et l'inspecteur
inspecte tout
C'est son métier
après tout

Désespérée
elle appelle
"Joëlle"

Et toute l'heure
se passe
pour le malheur
de toute la classe

L'inspecteur sévère
a tant à faire
tout remarquer
et tout noter

Mais on manque
de professeurs
et l'inspecteur
la laissera
là où elle est

Elle restera
Hélas ! hélas ! hélas !
Pauvre classe !

Anne (14 ans)

ports le concernant, que Carlier ne les a pas toujours remplies avec un égal bonheur.

De 1835 à 1840, le recteur comme le préfet ne manquent pas de souligner dans les divers rapports qu'ils adressent au ministre, ses qualités professionnelles.

A partir de 1842, nous notons un net changement de ton ; si l'inspecteur primaire continue d'apparaître dans les rapports de ses supérieurs comme un fonctionnaire zélé et actif, le recteur et le préfet commencent à émettre des réserves sur sa capacité à diriger un service qui ne cesse de s'agrandir par la nomination de nouveaux sous-inspecteurs, des réserves qui iront en s'accentuant jusqu'en 1847 : *"M. Carlier ne maque pas de certaines qualités qui le rendraient utile principalement dans les tournées si l'on pouvait supprimer les reproches qu'on lui adresse. (...) Peut-être l'inspection du Nord qui demande une direction forte est-elle au-dessus de ses forces" (le recteur Camaret au préfet).*

Sans préjuger de la capacité de résistance d'Alexandre Carlier, et compte tenu du peu de succès de la précédente tentative de renvoi d'un sous-inspecteur (Louis Joly en 1844), nous pouvons néanmoins supposer que la question du remplacement de l'inspecteur primaire aurait été soulevée par le recteur et le préfet au cours de l'année 1848. Si besoin était, le procureur général du Roi auprès du tribunal de Douai leur aurait même fourni un motif de renvoi extra-professionnel. En effet, en janvier 1848, le procureur informa le recteur qu'Alexandre Carlier, inspecteur des écoles primaires du Nord, avait été cité devant le tribunal correctionnel de Douai par le Marquis d'Aoust pour un délit de chasse sur le territoire de celui-ci et qu'il avait été condamné, le délit ayant été reconnu comme suffisamment établi, le 27 novembre 1847, à une amende de seize francs.

Arguant de cette condamnation, Salvandy qui vivait là ses derniers jours au ministère de l'Instruction Publique, envoya un courrier, daté du 9 février 1848, au recteur de l'académie de Douai dans lequel il le priait d'adresser à Carlier un blâme sévère pour sa conduite que rendait particulièrement répréhensible sa qualité de fonctionnaire publique car, ajoutait-il, *"Sa position lui impose expressément le devoir de donner toujours et en tout l'exemple d'un profond respect pour la loi"*.

Mais, si telle était son intention, le recteur n'eut donc pas le temps d'engager une quelconque précodure contre l'inspecteur primaire avant les journées de Février et l'instauration de la IIe République. Ce changement dans le cours de l'histoire ne marqua pourtant qu'un léger sursis dans la carrière d'Alexandre Carlier. En effet le commissaire de la République Delescluze le suspendit un mois plus tard, le 28 mars 1848. Cette suspension fut confirmée le 6 avril par Hippolyte Carnot, nouveau ministre de l'instruction publique, suite au rapport dressé par Delescluze qui accusait formellement l'inspecteur primaire d'avoir participé à une réunion légitimiste et surtout de s'y être déclaré irrévocable.

Se considérant, à juste titre, victime d'une révocation politique, Alexandre Carlier espérait, suite aux élections du mois d'avril 1848 marqués par un large succès de Lamartine (qui fut un de ses soutiens lors de sa nomination au poste d'inspecteur primaire en 1835), bénéficier d'une mesure de clémence de la part du ministre. Aussi adressa-t-il une lettre à Gillet, chef de bureau au ministère, pour lui demander d'intervenir en sa faveur. Sans réponse du ministère, Carlier sollicita à nouveau sa réintégration en août 1848. Fort de l'appui du préfet du Nord et de l'ensemble du conseil général, il se dit prêt à accepter n'importe quel poste d'inspecteur primaire ou de directeur d'école normale. Cette fois, sa demande ne resta pas sans réponse. En effet, le 29 août 1848, il reçut un courrier du successeur de Carnot, Vaulabelle, qui le priait de compter sur son aide, lui assurait qu'il ne perdrait pas de vue sa position et surtout qu'il se saisirait de la première occasion favorable pour le replacer.

Révoqué dans les premiers jours de la IIe République, Alexandre Carlier attendra pourtant, malgré cette lettre de Vaulabelle, près de cinq ans sa réintégration. En effet, elle n'interviendra qu'en février 1853, durant le Second Empire (ministère Fortoul) et sous la forme peu prestigieuse d'un poste d'inspecteur de 5e classe du département des Landes. Mais, subissant à son tour les affres de l'âge (51 ans en 1853), Carlier sera contraint, suite à un rapport pour le moins défavorable de son recteur d'accepter, après trente-deux ans de service (13 années dans l'enseignement secondaire et 19 dans l'inspection primaire), sa mise à la retraite un an plus tard, le 13 mai 1854.

Durant l'année 1849, cinq inspecteurs primaires se succédèrent, pour une durée de deux jours à huit mois, sur le poste laissé vacant par Carlier. Le service de l'inspection primaire, qui durant cette période ne put réellement compter que sur le sous-inspecteur Dantec, ne retrouva une organisation stable que le 9 novembre 1850, après la nomination d'un inspecteur par arrondissement, en application de la loi du 15 mars 1850. Cette succession de nomination et les vacances de poste ne furent pas sans conséquence sur l'image du service et sur son efficacité.

Joël Ravier

(1) Cette mission extraordinaire d'inspection, effectuée moins de trois ans après la Révolution de juillet 1830 qui mit fin à la Restauration et conduisit Louis-Philippe sur le trône, dressa un tableau consternant de l'état de l'instruction primaire. Très certainement enclin d'une grande partialité, cette première véritable campagne d'inspection permit toutefois à Guizot de justifier la promulgation de son ambitieuse loi scolaire du 28 juin 1833.

Proche collaborateur du ministre, Paul Lorain, fut chargé d'analyser puis de publier ces rapports d'inspection, ce qu'il fit dans un ouvrage d'un grand intérêt pour l'histoire de l'éducation (P. Lorain, Tableau de l'instruction primaire en France, Paris, Hachette, 1837).

La persécution des juifs sous le IIIème Reich 1933-1939

Dans les années 30, la mise en place d'un système totalitaire en Allemagne, fondé sur le national-socialisme, si elle inquiète les démocraties voisines, n'est pas véritablement prise au sérieux. Il faut rappeler que l'arrivée d'Hitler au pouvoir - après l'échec de son putsch de 1923 - se fit, aux yeux des observateurs, dans la plus stricte légalité républicaine (1), à la faveur de la crise mondiale ayant marqué plus profondément ce pays mal remis de sa défaite. Le chômage et la misère étaient les précieux alliés du futur dictateur.

Aux élections législatives de 1932, avec un tiers des suffrages, le parti nazi devient le plus fort groupe parlementaire. En janvier 1933, Hitler est nommé chancelier sous la présidence du maréchal Hindenburg. Cet homme insignifiant, de culture médiocre, avait toutefois des talents d'orateur. Il s'était fait connaître dans les réunions publiques au cours desquelles, pêle-mêle, il vilipendait les socialistes, les communistes, les démocrates, les pacifistes, les bolchevistes et... les juifs.

Le 27 février 1933, c'est le coup d'Etat. L'incendie du Reichstag, imputé aux communistes, permet à Hitler d'obtenir une ordonnance qui autorise la suspension de tout ou partie des libertés fondamentales en cas de troubles graves. De ce fait, les élections du 5 mars n'ont évidemment plus aucune signification. Sous la contrainte ou la terreur, 44% des allemands donnent leurs voix aux *National-Socialistes*. C'est le début d'une violence débridée. Des centaines d'opposants, surtout les Social-démocrates et les communistes, sont froidement exécutés (2). Pour écraser l'opposition, 4 000 arrestations sont opérées - avec souvent un internement dans un camp de travail forcé. Les nazis ont la consigne de faire régner " l'ordre " dans les rues par la terreur. On peut alors être " abattu en tentant de fuir " ou " lynché par le peuple irrité " sans que les responsables soient inquiétés.

Le 23 mars, Hitler obtient du Parlement - avec la complicité des libéraux, des conservateurs et du " Centre " catholique - les pleins pouvoirs pour quatre ans. Il dissout immédiatement les partis et organisations démocratiques et, par la loi du 17 juillet 1933, interdit la création de tout nouveau parti. Le système totalitaire est maintenant en place.

Après les politiques, c'est le tour des juifs d'être persécutés.

Hitler avait exposé ses projets racistes dans un ouvrage dont les deux parties furent respectivement publiées en 1925 et 1927 sous le titre de *Mein Kampf* mais dont peu de personnes eurent alors connaissance. Dans ce texte on peut lire ce qui sera repris dans le paragraphe 4 du programme national-socialiste : " Ne peut être citoyen que celui qui est de sang allemand, sans égard pour sa confession. Aucun juif ne peut-être citoyen. ". Ainsi les choses sont claires. Tout ce qui est mauvais pour le pays a une explication simple : " C'est la faute aux Juifs ".

La " chasse " aux juifs commence le 26 mars. Sous prétexte d'action de *défense du peuple allemand contre la propagande mensongère de l'étranger,* imputée aux juifs, le pouvoir ordonne un boycott de toutes leurs entreprises : c'est un " avertissement au judaïsme mondial ". Le comité chargé de coordonner ces actions est dirigé par le gauleiter Streicher, réputé pour son antisémitisme violent.

Six jours après la décision de boycott , une loi sur *la restauration de la fonction publique,* permet d'évincer les éléments " non-aryens " des administrations, puis des professions libérales, des médias ainsi que des institutions culturelles. Quant aux élèves des enseignements supérieurs, ils sont soumis au numerus clausus.

L'effet de cette persécution, c'est l'exode. Les Allemands (politiques et juifs) émigrent, dans un premier temps, en Tchécoslovaquie, en Autriche, en Suisse, en France, au Danemark. Les plus exposés, ayant la plupart du temps subi des sévices, sont conduits au suicide.

Tous les voisins de l'Allemagne s'indignent de ces procédés. Pour répondre au " boycott " des entreprises juives, d'importantes manifes-

1933 : Hitler devient chancelier du Reich.

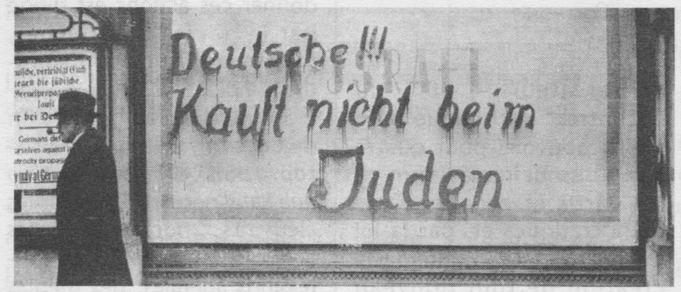


Les Berlinois qui n'obéissent pas aux ordres interdisant d'acheter dans les magasins israélites sont photographiés. (1933)





Boycottage des magasins juifs.

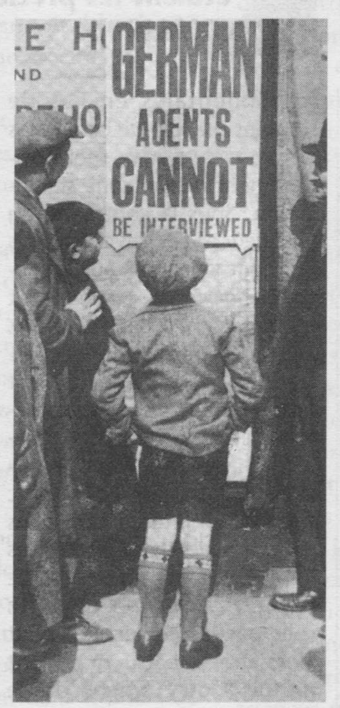


"Allemands, n'achetez pas aux juifs !"



Dans les rues d'un quartier israélite de Londres incitation à boycotter les produits allemands.





Boycottage anglais des produits allemands.



Boycottage français des produits allemands.

tations se déroulent, notamment à Londres. Puis la plupart des pays décident, à leur tour le boycott des produits allemands, même aux Etats Unis.

Le Pape Pie XI trouvant lui aussi que les nazis y vont un peu fort avec les juifs, signe malgré tout, en juillet 1933, un Concordat avec le Reich, garantissant les institutions catholiques d'Allemagne, au prix de leur neutralité politique. La " déjudaïsation " amène, en revanche, un vif débat au sein de l'Eglise protestante, dont les pasteurs les plus hostiles paieront de leur vie leur opposition aux Nazis.

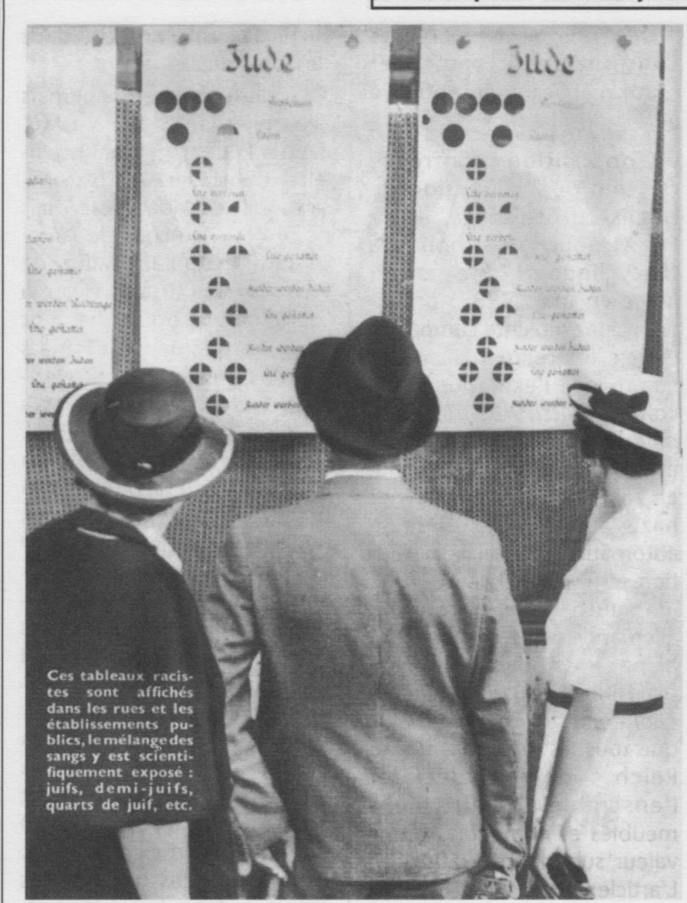
Devant cette réprobation, Hitler fait provisoirement marche arrière, d'autant que le boycott des produits allemands - dû également à la politique autarcique décidée par les National-Socialistes - met le gouvernement dans une position financière précaire.

C'est alors une période calme durant laquelle Hitler devient un apôtre du pacifisme, se montrant rassurant. Il garde même auprès de lui les banquiers juifs, dont il a le plus pressant besoin. Les autres juifs auront, pour leur part, un an de répit.

1935 : l'étau se resserre

Hitler, connu pour ses idées anticommunistes, était soutenu par de grands financiers et les marchands de canons internationaux, notamment anglais et français, qui voyaient en lui l'homme capable de les débarrasser du régime bolchevique. Aussi se croyait-il tout permis pour asseoir son régime raciste selon son programme. Il reprend donc ses atrocités, là où il en était resté.

Il " peaufine " maintenant ses lois antijuives. A partir de septembre 1935, c'est la loi sur la *Citoyenneté du Reich* (Reichbürgergesetz) réservée aux personnes de sang aryen. Les autres deviennent des *Sujets d'Etat* (Staatsbürger) aux prérogatives civiques diminuées. C'est aussi la loi sur *la protection du sang et de*



Ces tableaux racistes sont affichés dans les rues et les établissements publics, le mélange des sangs y est scientifiquement exposé : juifs, demi-juifs, quarts de juif, etc.

Tableaux racistes expliquant le mélange des sangs.



Hambourg, des jeunes nazis déchirent le drapeau de la république.

l'honneur allemands interdisant le mariage et toute relation hors mariage avec une personne juive. Cette dernière loi interdit également l'emploi de domestiques féminines de moins de 45 ans par les juifs.

Les ordonnances d'application du 14 novembre 1935 déterminent très précisément qui est juif. Il y a le *juif intégral* (Volljuden), le *demi-juif* ou *métis du premier degré*, issu de mariage mixte, et même le *quart de juif* ou *métis du 2° degré*. On estime qu'il y avait à l'époque en Allemagne environ 500 000 " juifs intégraux " et 200 000 " métis " du 1° et 2° degré.

On pourrait croire que devant de telles mesures les juifs allemands ainsi traités chercheraient à quitter leur pays. Or seulement 30% d'entre eux se résolurent à émigrer entre 1933 et 1937. Il s'agissait de ceux qui avaient le plus de moyens pour envisager leur réinstallation dans un pays d'accueil. Les plus humbles, très attachés à leurs racines, espéraient naïvement que les choses s'arrangeraient avec le temps. Quant à entrer dans l'opposition clandestine, c'était pratiquement impossible, car ils constituaient, pour les politiques engagés, une menace supplémentaire de répression.

En Europe, ces lois ne provoquent pas de grands remous dans la presse. Mieux, l'exemple allemand fait école. En France, par exemple, les *Ligueurs* défilent dans les rues aux cris de " Mort aux Juifs ! ". La revue " antijudéo-maçonnique " *Grand Occident* (3) est largement subventionnée par de généreux annonceurs.



Le personnage d'Hitler exposé au musée Tussaud à Londres badigeonné par des manifestants.

A l'Est les *Gardes de Fer* roumains et les admirateurs d'Hitler polonais se livrent eux aussi à des razzias racistes et de véritables pogroms.

Aux Etats-Unis, ce sont le *Ku Klux Klan* et la *Légion Noire* qui trouvent en Hitler un parfait modèle.

1938, l'année cruciale

En mars 1936, c'est la remilitarisation de la Rhénanie ; en juillet, les jeux olympiques de Berlin ; en 1937, l'exposition internationale à Paris. L'Allemagne se doit de donner au monde l'image d'un pays organisé, pacifiste et fort.

Un israélite promené dans les rues de Munich par des nazis.



Statistiques permettant de mieux comprendre le problème de l'exode des juifs dans le monde.

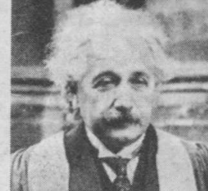
Il y a 16 millions de juifs dispersés dans le monde en 1936.

La plus grande concentration se trouve aux Etats-Unis avec 4 500 000 juifs.

En Europe les populations juives se trouvent surtout à l'est : 3 millions en Pologne, 3 millions en URSS, 900 000 en Roumanie, 160 000 en Lituanie.

En Europe de l'ouest, la population juive se répartit ainsi : 500 000 en Allemagne, 330 000 en Angleterre, 250 000 en France, 230 000 en Autriche et 120 000 aux Pays-Bas.

Tous les autres pays européens ont moins de 100 000 juifs recensés à cette date.


Thomas Mann *Einstein* *Bruno Walter*

En 1933, les juifs et les libéraux chassés d'Allemagne ont des nom prestigieux : le physicien Einstein ; l'historien émil Ludwig ; les écrivains S.Zweig, Remarque, Tulcholsky, Léonard Frank, Heinrich et Thomas Mann, Ernest Johannsen ; les romancières Vicky Baum et Adrienne Thomas ; le metteur en scène Reinhardt ; les dramaturges Kayser, Brückner et Sternheim ; les cinéastes Wiene, Pabst, Fritz Lang, Eric pommer, Lubitch ; le critique Alfred Kerr ; le docteur Magnus Hirchfeld ; les architectes Kaufmann et Mendelsohn ; le décorateur Rosenthal ; le compositeur Kurt Weill ; le chef d'orchestre Bruno Walter...

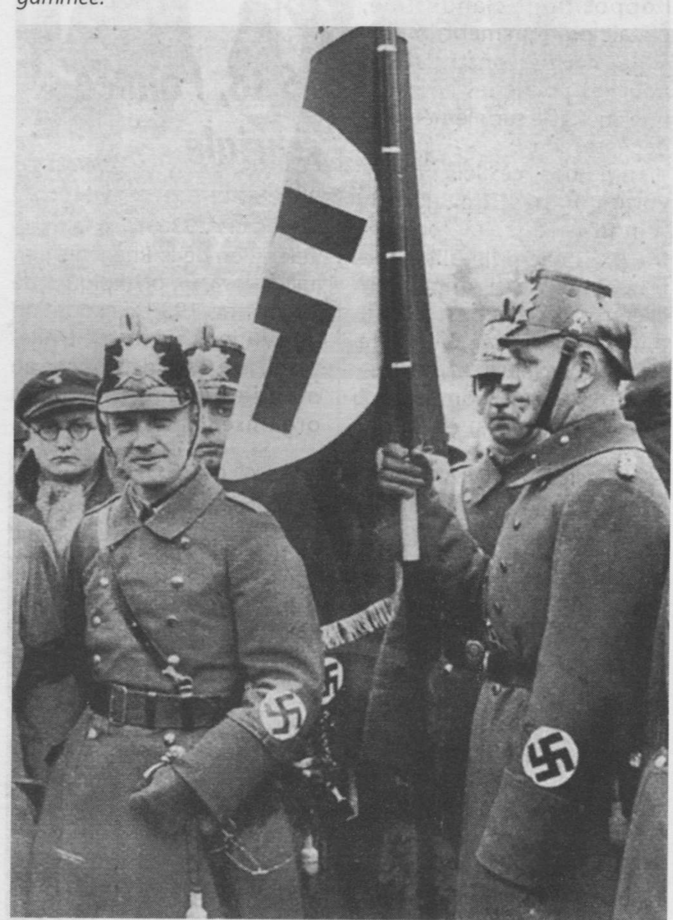
" L'heure de l'intellectualisme est passée " avait dit Goebbels !

Cette liste de proscrits est extraite du numéro du Crapouillot " Hitler, est-ce la guerre ? paru en juillet 1933.

Adrienne Thomas *E.-M. Remarque* *Emil Ludwig*




La police nazie devient la police officielle avec insigne de la croix gammée.



Aussi le pouvoir donna-t-il des consignes pour empêcher toute manifestation antijuive (4).

L'opposition contre le racisme de la direction de l'église protestante, et de Pie XI pour les catholiques (Encyclique *Mit brennender Sorge* en mars 1937) provoquent une violente campagne contre les religieux , Hitler commence l'extension de la *communauté raciale allemande.* Son premier objectif est l'annexion de l'Autriche, en mars 1938. L'entrée des nazis dans le pays entraîne automatiquement la persécution et le pillage de 200 000 juifs autrichiens et réfugiés allemands, sans contrôle des biens saisis. Goering, nommé par Hitler *délégué au plan de quatre ans,* décrète le 26 avril que tous les juifs du " Grand Reich " devront déclarer l'ensemble de leurs biens meubles et immeubles d'une valeur supérieure à 500 RM. L'article 7 de cette loi autorisait le délégué au plan (Goering lui-même) à en disposer conformément aux besoins de l'économie allemande. Parallèlement à cette mesure, Eichmann use de méthodes expéditives pour précipiter le départ des juifs du Reich, avec le but non exprimé de créer des problèmes aux démocraties censées les accueillir.

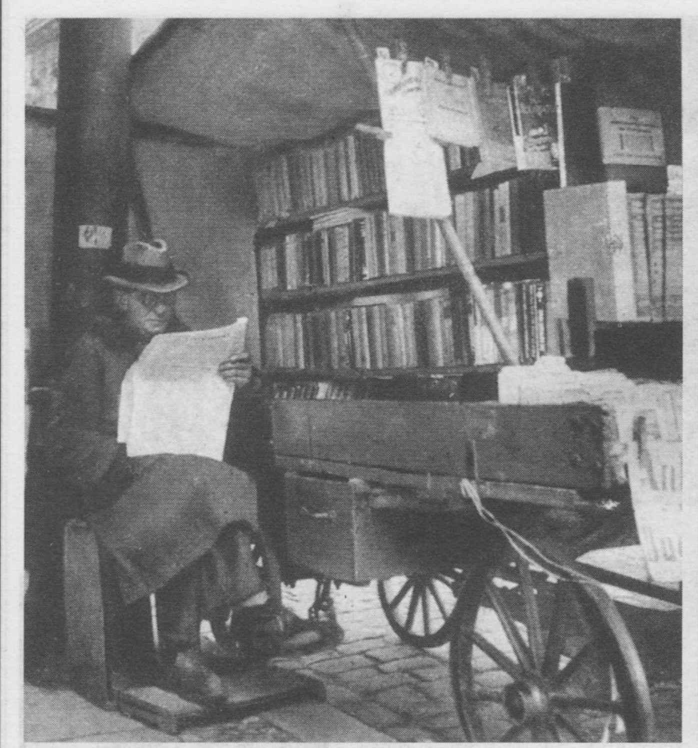
Du 6 au 14 juillet 1938, sur l'initiative de Roosevelt, une conférence internationale réunit à Evian trente trois gouvernements pour tenter de régler le problème des réfugiés juifs. Mais cette conférence est un échec. Chaque délégué compatit mais se déclare incapable de répondre à l'afflux des réfugiés.

Les accords de Munich à peine signés, Hitler persuadé de sa force, nargue les démocraties timides qui n'osent réagir. Au mépris des accords pris, prévoyant entre autres des échanges de populations, il fait expulser les juifs des Sudètes vers la Tchécoslovaquie, laquelle les renvoie vers la Hongrie. Mais comme celle-ci refuse à son tour de les accueillir, les malheureux campent dans une péniche sur le Danube en attendant des jours meilleurs.

Le gouvernement polonais avait bien envisagé en 1936, avec la France du Front populaire, d'installer ses ressortissants juifs à Madagascar, mais ce projet n'eut pas de suite. En 1938, redoutant l'afflux de tous ses ressortissants vivant à l'étranger, le gouvernement polonais décide, le 31 mars 1938, de retirer la citoyenneté à ceux résidant depuis plus de 5 ans à l'étranger. Cette décision visait en majeure partie les juifs. Le 6 octobre, les mêmes autorités décrètent qu'à partir du 29 octobre il est interdit aux ressortissants munis de passeports non visés de passer les frontières. Un conflit - qui laisse augurer de l'envahissement futur de la Pologne - oppose les gouvernements allemands et polonais. Les autorités allemandes font arrêter quelques 17 000 hommes, femmes et enfants. Ils chargent les nazis de les escorter, dans des trains spéciaux verrouillés, jusqu'à la frontière polonaise. Là, les policiers, tirant en l'air, les forcent à marcher dans le froid et la boue à travers le *no man's land de Szbonzyn* (ou Sbaszyn), les obligeant à rejoindre le territoire polonais. Des milliers de réfugiés vivront sous les tentes, mises à leur disposition par les autorités militaires (5). Les autorités polonaises ordonnent bien à leur tour l'expulsion vers l'Allemagne de citoyens du Reich, mais cette action reste sans effet .

Hitler, pour se débarrasser définitivement des juifs, emploie alors une méthode qui lui est chère : la terreur. Une avalanche de décrets et d'ordonnances réduisent peu à peu leurs moyens d'existence. Par exemple, les propriétaires juifs sont contraints de vendre leurs immeubles et les locataires juifs sont chassés sans autre raison.

Les nazis interviennent contre les juifs au moindre prétexte. Ainsi, quant au soir du 9 novembre, on annonce la mort de vom Rath (6), les nazis donnent le signal d'un pogrom général. Connu sous le nom de la *nuit de cristal,* le bilan de ces violences est par-


Ruiné, un professeur vend ses livres dans la rue.



Accueil des proscrits en France.

ticulièrement lourd : 267 synagogues et lieux de culte sont incendiés ; de nombreux cimetières juifs sont dévastés ; 7500 magasins encore détenus par des juifs sont détruits ainsi que de nombreux logements, saccagés et pillés. On déplore 127 morts, plusieurs milliers de juifs sont arrêtés et envoyés dans des camps où la plupart trouveront la mort. Aucun de ces tortionnaires ne sera arrêté, seuls les auteurs de viols seront traduits en justice, pour *non respect de la législation raciale*, qui leur interdisait d'avoir des rapports avec les juives...

A la recherche d'une terre d'accueil

Nous avons vu qu'au début du régime hitlérien, les juifs répugnent à émigrer. Ceux qui s'y résignent choisissent les pays limitrophes. Peu nombreux, ils s'y installent sans trop de difficultés. Mais à partir de 1935, et surtout en 1938, après la conférence d'Evian, devant l'exode massif des persécutés, les portes se referment. Il faut préciser que les juifs de l'Est, *Ostjude* sont beaucoup plus nombreux et plus pauvres que ceux de l'Ouest. Ce sont donc les juifs de l'Ouest - les bons juifs - qui émigreront le plus facilement. A dater de mars 1938, les pays qui auraient pu le plus logiquement accueillir les réfugiés ferment leurs frontières (Hongrie, Yougoslavie, Belgique, Suisse ... et France)

En France, les journalistes sont peu nombreux à réagir au drame de la *Nuit de Cristal*. Ils craignent de troubler les relations franco-allemandes que les accords de Munich avaient apaisées. Georges Bonnet, ministre des Affaires étrangères estime que : " ... notre pays est saturé d'étrangers, dont il compte 3 millions sur une population de 40 millions. On ne peut pas (...) nous demander des efforts supplémentaires ". Certes, on est disposé à les recevoir " en transit ", ou même à les envoyer éventuellement dans des colonies françaises en accord avec l'Angleterre et les Etats-Unis, comme on en caressa le projet.

Un marchand ambulant vend des drapeaux à croix gammée.

En France, mais cette remarque est valable pour tous les pays de l'Europe occidentale, les juifs nationaux redoutent l'arrivée de leurs collègues. Tout d'abord pour des raisons financières, car se sont les organisations juives qui prennent en charge l'hébergement des réfugiés, ensuite parce qu'ils craignent une poussée d'antisémitisme en cas d'arrivées massives. Les organisations juives seront pratiquement toujours d'accord avec les gouvernements pour restreindre l'immigration. Par contre, les personnes en transit, munies de papiers en règle, seront acceptées sans problème.

Bref, en 1938, dans une atmosphère de guerre, les juifs sont des gêneurs. Une solution aurait pu être la Palestine. En effet, le *Yichouv* (peuplement juif en Palestine) double ses effectifs entre 1933 et 1939, et se voit en juillet 1937 proposer la possibilité de créer un Etat juif. L'arrivée des nouveaux émigrants fait de Tel Aviv une



Aux Etats-Unis manifestation contre Hitler.



A Varsovie les juifs du ghetto, conduits au travail forcé. (fin 1939)

grande cité moderne. Dès 1933, l'Organisation sioniste et le IIIe Reich avaient conclu un accord de transfert permettant à quelques 20 000 juifs de s'installer valablement en Palestine. Mais devant l'arrivée massive des réfugiés, le gouvernement britannique, en mai 1939, décide de limiter l'immigration juive en Palestine à 75 000 personnes, dont 20 000 réfugiés. Vraisemblablement pour des raisons politiques, car les Anglais ne souhaitent pas avoir de conflit avec les Arabes à la veille d'une guerre qu'ils savent proche.

C'est donc vers l'Amérique, et en particulier vers les Etats-Unis où la colonie juive est très importante, que les juifs d'Europe se tournent. Seulement, il est très difficile d'obtenir un visa pour ce pays. Le président Hoover, après le " krach" de 1929, avait demandé aux consuls en poste en Europe de ne donner un visa qu'aux seuls étrangers suffisamment riches pour subvenir à leurs besoins. Roosevelt, en 1938, dans l'idée de préserver son image, prend l'initiative de la conférence d'Evian, dont on sait le résultat. Dans un geste de bonne volonté, il accepte de recevoir un contingent de 27 370 réfugiés uniquement en provenance d'Allemagne et d'Autriche.

Les réticences américaines ne sont pas dues en 1938, à des raisons économiques, mais, comme ailleurs, à un antisémitisme ambiant. Les partisans de l'aide aux réfugiés envisagent d'ailleurs, sur les conseils de Roosevelt et avec l'accord de Londres, la " réinstallation des juifs " en Rhodésie, en Guyane britannique, au Kenya ou au Venezuela. Ces projets n'aboutiront jamais.

L'Amérique latine joua un rôle important dans l'accueil des juifs. Alors que les pays ont tendance à fermer leurs frontières, l'émigration ne cesse de croître notamment au profit des juifs allemands. Sur 90 000 Allemands, l'Argentine en accueille près de la moitié, suivie par le Brésil, le Chili, l'Uruguay et le Paraguay. L'Argentine reçoit ainsi deux fois plus d'émigrés que les Etats-Unis.

Toutefois, à partir de 1938, en Argentine, comme dans les autres pays, des lois strictes imposent à chaque émigré l'engagement de pouvoir subvenir à ses propres besoins.

Même politique au Brésil qui détermine un quota d'entrée et supprime le visa de tourisme européen. La Colombie, en octobre 1938, modifie sa politique d'immigration à la baisse. Seules exceptions, l'Equateur et le Mexique qui maintiennent leurs frontières ouvertes.

Un pays d'accueil moins connu est la ville de Shanghai. En effet, 18 à 20 000 juifs d'Europe centrale y trouveront refuge. Les premiers arrivés en 1933 sont des médecins qui peuvent pratiquer librement leur profession sans formalités. En 1938, le Conseil municipal de Shanghai - qui administre la concession internationale - décide de refouler les juifs sans moyens financiers ou sans emploi. Comme les Japonais occupent maintenant la ville, à partir du 21 août 1939, ceux-ci mettent un terme à l'immigration juive et en informent leurs amis Allemands. Toutefois, la Concession internationale - dont les Autorités françaises font partie - accepte, à dater du 22 octobre 1939, la venue de juifs en possession de 400 US $ par personne.

Ainsi, de 1933 à 1939, les juifs allemands, puis les juifs des pays annexés sont impitoyablement chassés de leurs pays. Plus de deux millions, selon des chiffres non confirmés, se seraient réfugiés à l'étranger

De 1940 à 1942, l'Europe entière est sous la botte nazie. Les Juifs n'ont pratiquement plus le moyen de fuir, d'autant, qu'en automne 1941, les nazis leur interdisent de quitter le continent. Dès lors, ils sont condamnés. Habitués des camps d'internement, on sait ce qu'il advint de ceux qui seront envoyés, à partir de la fin de 1942, dans les camps " d'extermination ". Le nombre de 6 millions de juifs, morts dans les camps, montre à l'évidence que ce sont les juifs de l'Est qui payèrent le plus lourd tribut à la soif raciste des nazis. Il ne faut pas oublier non plus que plus d'un million d'opposants allemands au national-socialisme furent également victimes de l'ostracisme nazi.

G. Pelletier



Apothéose d'Hitler par le peintre israélite A. Fisher.

(1) La République de Weimar était le premier régime démocratique de l'histoire allemande.

(2) Des bagnards condamnés pour avoir assassiné un communiste sont libérés sur ordre d'Hitler, pour continuer leur sale besogne.

(3) Par opposition au " Grand Orient "

(4) En février 1936 l'assassinat du chef des nazis allemands en Suisse par l'étudiant juif, David Frankfurter, ne provoqua aucune manifestation.

(5) Des milliers de juifs viendront également de Galicie, province attribuée à la Pologne en 1923.

(6) Le 7 novembre, à Paris, le jeune Herschel Grynspan, dont les parents avaient vécu l'enfer de Szbonzyn, tire sur le secrétaire d'ambassade vom Rath le blessant grièvement.

POUR EN SAVOIR PLUS :

Consulter le numéro 4-5 de la revue YOD : Les juifs et la course vers l'abîme 1930-1939, communication présentée au Colloque international organisé par le Centre de Documentation et réuni au Sénat les 27 et 28 octobre 1997. Publications Langues'O, 2 rue de Lille, 75343 Paris cedex 07. Le numéro 100 Francs.



Le golfe d'Alexandrette. Droits réservés.

De la "Légion d'Orient" à la "Petite Arménie"

Le 28 novembre 1918, les troupes anglo-françaises, renforcées des bataillons de la "Légion Arménienne" récemment détachés de la "Légion d'Orient", débarquent à Alexandrette, en Cilicie, région du sud de la Turquie promue "Foyer national arménien" à la suite du génocide de 1915… 15 000 réfugiés vont alors rapidement les rejoindre dans cette "petite Arménie".

Revenons au cœur de la Première guerre mondiale. En 1916, en Europe (à Paris comme à Londres), les négociations menées par Boghos Nubar Pacha (1), qui préside la Délégation nationale arménienne, l'ont assuré qu'il détient la promesse d'une Cilicie arménienne autonome sous le protectorat français. Le diplomate français Georges-Picot, qui s'est engagé au nom de son gouvernement, lui a également inspiré la constitution d'un bataillon de volontaires arméniens qui combattraient sous le drapeau tricolore.

Prémices d'une "Légion Arménienne"

La décision fut finalement prise par le Ministre de la Guerre, le 15 novembre 1916. Il est ainsi créé, à Monarga (Chypre), une *"Légion d'Orient"* à recruter parmi les volontaires d'origine ottomane s'engageant à servir pendant la durée de la guerre en Turquie d'Asie. Le Commandant Romieu est chargé de la première organisation de cette légion sous son commandement. Une instruction relative à l'organisation de la nouvelle unité, datée du 26 novembre 1916, précise à la Délégation nationale arménienne que la *"Légion d'Orient"* sera à la solde du gouvernement français, cependant les légionnaires, militaires auxiliaires, non incorporés dans l'armée française, n'auront droit, en cas de blessure ou maladie, à aucune pension ! La Légion est encadrée par des officiers et sous-officiers français (ou servant à titre étranger), auxquels sont associés des cadres auxiliaires choisis par les légionnaires. C'est ainsi que les Arméniens ne peuvent accéder aux différents grades, jusqu'à celui de Capitaine, qu'à titre auxiliaire. Cela signifie, en fait, qu'ils ne sont assimilés, quel que soit leur grade, ni aux militaires français, ni aux militaires servant à titre étranger, de même grade qu'eux. Concrètement, ils ne peuvent donc exercer leur commandement que sur des légionnaires auxiliaires… Malgré ces conditions draconiennes d'engagement, les volontaires ne tardent pas à affluer. Ils se dirigent : soit vers les bureaux de recrutement de Paris (siège du bureau central), Bordeaux et Marseille, s'ils résident en France, soit vers les seuls bureaux de Bordeaux et Marseille, s'ils viennent d'Amérique. Soit vers le consulat de France à Port-Saïd ou le commandement de la *"Légion d'Orient"* à Chypre, s'ils arrivent d'Orient.

Le texte du 26 novembre 1916 ne néglige aucun détail et nous donne ainsi une description minutieuse de l'uniforme prévu pour ces officiers et légionnaires auxiliaires. Il s'agit en fait de la tenue kaki

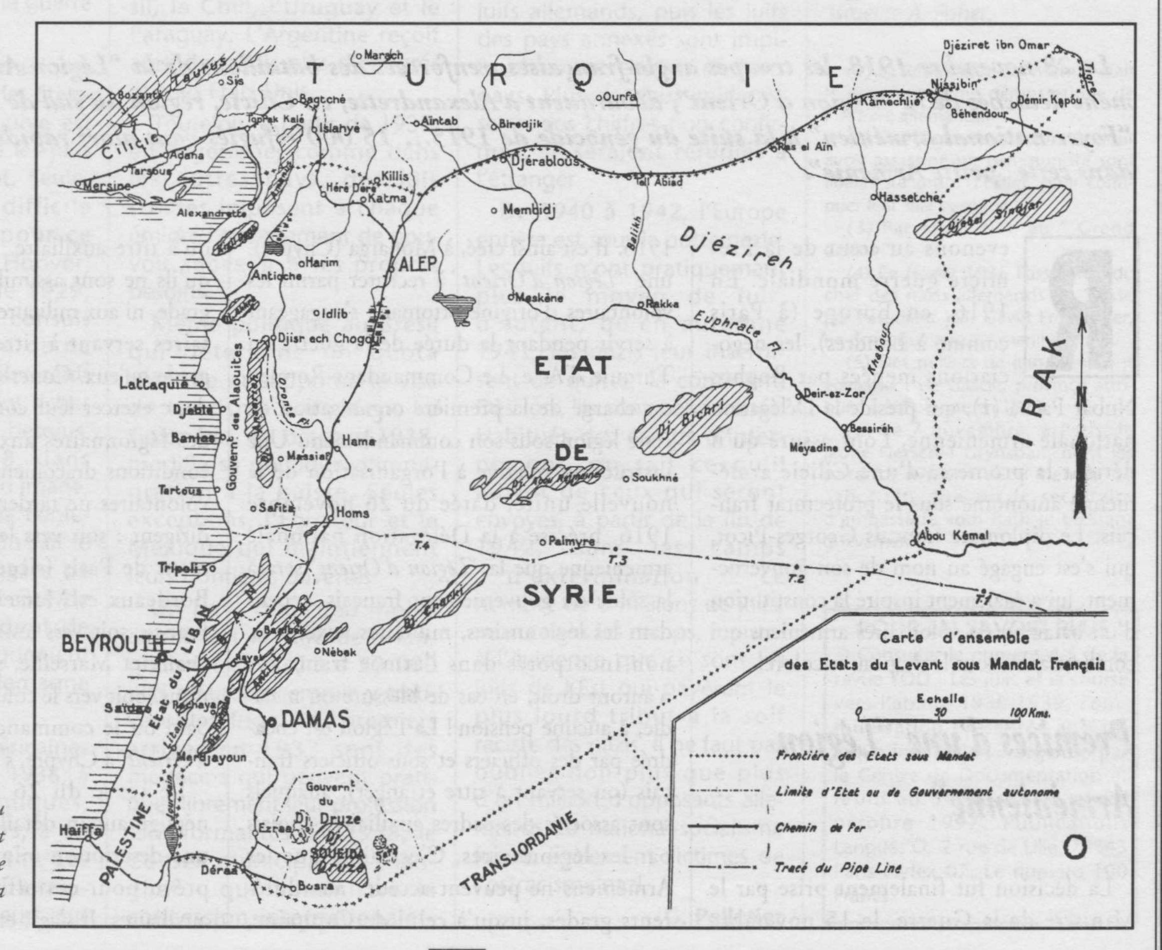


Un groupe de volontaires arméniens servant sous l'uniforme français, photographiés à la fin de la première guerre mondiale. Droits réservés.

"moutarde" de campagne des tirailleurs algériens, laquelle comprend une capote, une vareuse et une culotte ample de drap, une vareuse et une culotte ample de toile, une ceinture de laine rouge, une paire de brodequins accompagnée des inévitables bandes molletières... Sur les vareuses, les écussons en drap rouge porteront théoriquement une étoile à cinq branches de laine jaune. Pour les officiers auxiliaires, cette étoile sera en or. Enfin, pour les légionnaires chrétiens, la coiffure sera le bonnet de police de couleur kaki (ou le casque).

Bien entendu, Arméniens et Syriens sont répartis dans les unités *"selon leur race et leur religion"*. Deux engagements. Ce travail est délicat ; en effet cette campagne doit être menée avec la plus extrême prudence, sans aucune intervention des agents consulaires diplomatiques français, afin *"de ne pas attirer l'attention de nos ennemis et de ne pas les inciter à des représailles contre les Arméniens et Syriens restés en Turquie (2)"*. Ces comités assureront le transport vers Bordeaux ou Marseille des volontaires recrutés en Amérique et vers Port-Saïd pour ceux qui viendraient d'Egypte ou des Indes.

Boghos Nubar Pacha, qui assure la liaison entre le gouvernement français et le comité arménien chargé des opérations de recrutement se persuade, peu à peu, que cette *"Légion d'Orient"* naissante formera, à l'avenir, le noyau de l'armée arménienne. Cependant, les conditions draconiennes d'engagement provoquent une vive réaction du Ministre de la France au Caire. Celui-ci, après avoir énoncé la composition du Comité de recrutement chargé de se rendre en Amérique (3), constate, avec dépit, que les légionnaires recevront deux francs par jour pour leur solde et leur nourriture et que cette solde, surtout avec la perte de change, est *"vraiment insuffisante"*. Plus grave à ses yeux, les engagés n'ont droit à aucune pension de retraite ou gratification de réforme ; leurs familles nécessi-



La carte des Etats du Levant placés sous Mandat français : au nord-ouest, le golfe d'Alexandrette et la Cilicie...

teuses n'ont droit à aucune allocation. En effet, s'indigne le Ministre de France en Egypte, *"pourquoi refuserait-on aux engagés dans la Légion d'Orient les avantages accordés aux engagés dans la Légion étrangère (4)"*.

Loin des lambris ministériels, à Chypre, le commandant Romieu poursuit imperturbablement l'instruction de volontaires venus des quatre coins de la planète. En s'enrôlant dans cette *"Légion d'Orient"*, les combattants arméniens souscrivent deux engagements : devant les autorités arméniennes chargés du recrutement et devant les autorités militaires françaises ! Le texte du premier engagement, volontiers emphatique, contient les formules suivantes : *"Je soussigné... m'engage comme volontaire de mon plein gré, pour servir au prix de ma vie à la libération de ma patrie. Je jure de rester fidèle à mon serment, d'obéir aux ordres donnés en me conformant à la discipline militaire, et de tenir haut, par mon attitude, l'honneur de ma Nation et le drapeau de l'émancipation nationale"*. Les autorités françaises constatent, plus prosaïquement, que le volontaire déclare *"vouloir s'engager pour la durée de la guerre dans la Légion d'Orient, en vue de combattre contre la Turquie, sous le drapeau français"*. Le commandant Romieu, pour sa part, ne cesse d'adresser, durant le mois de décembre 1916, demandes et conseils à ses supérieurs hiérarchiques. Le chef de bataillon réclame ainsi, pour les compagnies arméniennes, des cadres solides... mais calmes. Les officiers cassants, irritables, sont d'emblée écartés. Quant aux sous-officiers, qu'ils soient de l'active ou de la réserve, il leur recommande, fermement, de rester sobres. Romieu réclame également l'envoi de mitrailleuses, car *"ces montagnards sont des tireurs passionnés"*. Il poursuit ainsi, sans heurts, l'organisation de deux compagnies arméniennes du Djebel Moussa (soit environ 400 hommes (5)), d'une troisième compagnies arménienne constituée par des volontaires d'Egypte de déserteurs de l'armée ottomane ainsi que d'une compagnie libanaise formée de volontaires d'Egypte.

La *"Légion d'Orient"* dispose également de solides soutiens politiques au cœur même de l'hexagone. Un notable de la colonie arménienne à Paris, M. Sevadjian, président du Comité des volontaires arméniens fondé à Paris dès le début des hostilités, a été ainsi désigné pour être accrédité auprès du Ministère de la Guerre comme représentant en France des comités arméniens d'Amérique, chargés d'encaisser pour leur compte le montant des frais de voyage des volontaires définitivement enrôlés, en janvier 1917. Plus tard il y aura *"Khtan"* (Aiguillon), l'organe bilingue des volontaires arméniens sous les drapeaux français, de 1918 à 1930 Ce journal est dirigé par Aram Turabian, ex-officier dans l'armée française, établi à Marseille...

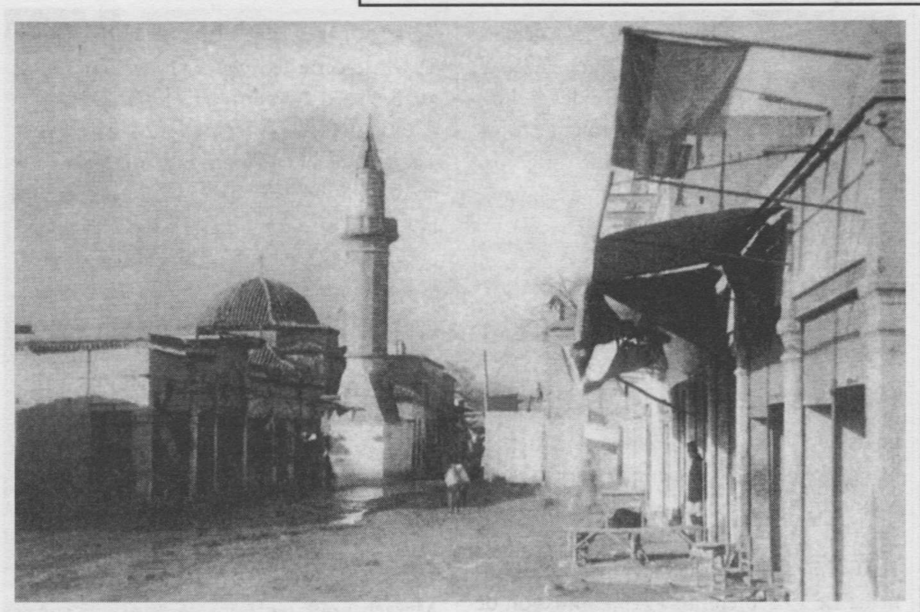
Les Français en Cilicie

Afin de ne pas laisser aux seuls Anglais le poids de l'offensive menée dans le sud de la Turquie, la France va constituer le Détachement Français de Palestine-Syrie (DFPS), lequel sera rejoint, en 1918, par la *"Légion d'Orient"* devenue enfin opérationnelle. Le 19 septembre 1918, la mission de ce détachement sera, entre autre, d'enlever le bastion de l'Arara, en Palestine. La *"croupe 26"*, attaquée par le premier bataillon de la "Légion d'Orient" emmené par le Capitaine Azan, est conquise en quelques dizaines de minutes. Cependant, les autres unités progressent plus difficilement devant les mitrailleuses des 701ème et 702ème bataillons allemands établis sur l'Arara. Finalement, les positions convoitées sont toutes conquises. Ainsi, les troupes franco-arméniennes, placées sous le haut commandement du général anglais Allenby, ont fait preuve, lors de l'offensive de Palestine, d'un grand courage. L'affaire de l'Arara fut néanmoins coûteuse : 18 morts et près de 80 blessés parmi les assaillants...

Cependant, conformément aux clauses de l'armistice de Moudros, les troupes anglo-françaises, renforcées des bataillons de la *"Légion Arménienne"* détachée en novembre 1918 de cette *"Légion d'Orient"* composée au 8/9ème d'Arméniens, débarquèrent à Alexandresse (Cilicie) le 28 novembre 1918. En effet la Cilicie, conformément aux accords Sykes-Picot de 1916, est placée sous la protection de la France. Répondant précipitamment à l'appel du Haut-Commissaire Georges-Picot, 150 000 Arméniens, déportés par les forces turques en Syrie et en Mésopotamie, s'y installent. Plus grave, la faiblesse numérique des troupes françaises porte en première ligne le Régiment de la *"Légion Arménienne"* (environ 3 000 hommes), ce qui ne fait qu'envenimer une situation déjà très tendue entre chrétiens et musulmans. De plus, le 15 septembre 1919, la petite garnison est envoyée à Marach pour réprimer des émeutes survenues à la suite de rixes opposant Turcs et Arméniens. Le 8 février 1920, l'évacuation de Marach (ainsi que le repli de la garnison et de quelque six mille Arméniens) est alors décidée, *"car les ressources en vivres ne permettent pas de rester"*. L'exode de milliers de civils arméniens accompagne la colonne militaire française en retraite, par une température très rigoureuse, sous la tempête de neige. Des militaires français portent des Arméniennes et leurs enfants sur leur dos ! En fait plus de mille civils arméniens périront dans la neige lors de cette hallucinante retraite ! Car, comme le précise Pascal Tchakmakian (6), cet *"exode fut une véritable "marche de la mort blanche" pour des milliers d'Arméniens et de soldats français. Certains, épuisés, se laissèrent tomber pour mourir dans la neige. Des enfants, à califourchon sur les épaules de leur mère, moururent de froid. Les fugitifs mettaient dans leur*

Les troupes françaises à Alexandrette, en décembre 1919. Collection de l'auteur.





La ville d’Adana, en Cilicie, vers 1919. Droits réservés.

bouche des poignées de neige et partageaient ce qu’ils avaient avec ceux qui se trouvaient près d’eux. Quelques soldats algériens et sénégalais, eux aussi vaincus par le froid se laissaient mourir. La guerre, cette fois, n’est plus contre les Turcs, mais contre la neige et le froid. Ceux qui tombent sont giflés, secoués, s’ils ne répondent pas, on les abandonne dans leur suaire blanc. Derrière, Marach continuait de brûler”. L’exemple sera contagieux... A l’est, à Ourfa, une fusillade se déclenchera sur tout le front de la ville, dès le 9 février 1920. Immédiatement, les Arméniens se retranchent dans leur quartier où ils savent se défendre durant le siège, fournissant à la garnison française de précieux renseignements sur les Turcs kémalistes. Cependant, les 6 000 Arméniens d’Ourfa sont rapidement réduits à la famine. La garnison française se rend mais la colonne d’évacuation est finalement massacrée par des Turcs, le 11 avril 1920... Enfin, au sud, on se bat pendant un an à Aïntab, le *“Verdun de Cilicie”*, de février 1921. En effet, le 29 octobre 1919, un bataillon arménien et quelques français y avaient relevé les Anglais, selon l’accord de Londres. En avril 1920, les Arméniens y forment un corps de volontaires armés exécutent des travaux de retranchement et installent un petit arsenal afin de fabriquer des grenades, de recharger les cartouches et, surtout, de réparer l’armement. Le 30 avril 1920, lors du second siège de la ville, un groupe de 150 volontaires arméniens dirigé par le lieutenant Levonian tient une partie du front, de l’église latine au village kurde. Après moult rebondissements, la garnison turque, qui a enfin pu occuper la ville, se rendra le 8 février 1921...

Mais les jours de la *“Légion Arménienne”* sont comptés. Il est en effet très difficile, pour les autorités françaises, de s’appuyer sur des auxiliaires chrétiens, lesquels ont déjà eu de nombreux accrochages avec les populations musulmanes d’Egypte et de Syrie. Ainsi, en novembre 1919, trois bataillons de la *“Légion Arménienne”* stationnent en Cilicie, mais un quatrième bataillon dut être promptement dispersé, pour cause de troubles... La *“Légion Arménienne”* fut en vérité chichement vêtue et adoptera toutes sortes d’uniformes de campagne français, sans aucun insigne, excepté pour les gradés. Le deuxième bataillon portera même, pour un temps, des uniformes anglais ou américains (ces derniers avec des coiffures à visières) ! Enfin, le 1er janvier 1921, la *“Légion Arménienne”* disparaît de l’Etat des troupes françaises du Levant... Cependant, si les Français reculent en Cilicie, ils s’y accrochent pourtant, tout comme les 150 000 réfugiés arméniens (sur les 400 000 habitants de la région) qui s’y sont précipités lors de la relève des troupes anglaises, à la fin de l’année 1919. Ainsi, nous avons vu que des forts groupes s’étaient fixés à Aïntab, à Marach au Zeitoun. Sous la protection de la France, un *“Foyer national arménien”* naît, en terre cilicienne, à la grande colère du gouvernement nationaliste turc d’Ankara. La France, occupée en Syrie par la révolte de l’Emir Fayçal, ne peut détacher en Cilicie que des forces toujours insuffisantes. A l’issue de cette lutte inégale, qui se prolonge, comme nous l’avons constaté avec l’exemple du siège d’Aïntab, jusqu’en 1921, les forces françaises ne peuvent se maintenir solidement que dans la région d’Alexandrette. Dans de nombreux cas, ces évacuations progressives de l’Armée française sont suivies de massacres d’Arméniens par des irréguliers kémalistes. Cependant, au sud, une partie de la Cilicie reste toujours sous le contrôle étroit de la France... malgré les protestations d’une fraction de la gauche hexagonale qui en réclame l’évacuation.

Nous assistons à l’accord franco-turc du 20 octobre 1921, œuvre du diplomate Henry Franklin-Bouillon, qui met un terme à l’état de guerre entre la France et le gouvernement turc d’Ankara. Les Français s’engagent alors à évacuer la Cilicie, à l’exclusion du Sandjak (subdivision de province) d’Alexandrette, en échange de quelques concessions minières et de quelques avantage financiers. En somme, on abandonne presque tout aux kémalistes ! En Cilicie, ce fut un sauve-qui-peut général... Pris de panique, les Arméniens reprennent le chemin de l’exil. Pendant des semaines, les navires transportent des émigrés arméniens, refoulés d’Egypte et de Palestine, et qui errent dans la Méditerranée. Une partie de ces malheureux est enfin accueillie par la Grèce. Mais, en janvier 1922, 60 000 d’entre eux ont déjà gagné les camps d’hébergement improvisés en Syrie et à Chypre, alors que certains sont même arrivés à Marseille et à Paris ! En 1923, ils sont ainsi plus de 150 000 Arméniens à avoir quitté la Cilicie et près de 80 000 à s’être installés dans les pays placés sous mandats français (en Syrie et au Liban). En ces jours de détresse, l’Union générale arménienne de bienfaisance (UGAB) portera, parmi tant d’autres associations, secours et assistance à ceux qui sont devenus définitivement des apatrides. Le dernier acte du drame se joue à Smyrne (dans l’ouest de la Turquie), où l’armée kémaliste entre le 9 septembre 1922. Les survivants arméniens ne trouvent leur salut qu’en Grèce ou en Egypte ! Enfin, au début du mois de novembre 1922, s’ouvre à Lausanne une conférence qui se termine par un traité de paix favorable aux Turcs. Bien que les Arméniens n’y aient pas été conviés, A. Aharonian (président de la Délégation de la République Arménienne), A. Khatissian (qui fut Ministre-Président de la République d’Arménie), G. Noradounguian qui a remplacé Boghos Nubar Pacha (démoralisé et malade) à la tête de la Délégation Nationale Arménienne et L. Pachalian, responsable d’une Agence arménienne en Suisse, arpentent durant de longs mois les couloirs de la Conférence de Lausanne. Le document commun qu’ils produisent lors de cette Conférence est un résumé du

drame arménien et un rappel des engagements pris par les Alliés et la Société des Nations. Peines perdues…

Beyrouth

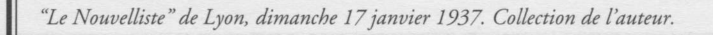
Ainsi, en 1922 et 1923, Alep (pour la Syrie) et Beyrouth (pour le Liban) doivent accueillir un flot ininterrompu de réfugiés arméniens, venus parfois à pied de la Cilicie réoccupée par les troupes ottomanes. Des dizaines de milliers de personnes, en proie à une grande confusion, délaissent maisons et cultures pour se ruer sur les routes menant vers le sud. Aux abords de Beyrouth, le patriarche maronite Hoyek leur délègue son vicaire : *"Dites-leur qu'ils sont les bienvenus, que je les accueille comme mes enfants, parce qu'ils sont chrétiens et persécutés. Dites-leur qu'ils sont chez eux au Liban"*, précisera le prélat.

Ici, des véhicules militaires transportent des familles entières. Là, on voit des groupes éperdus suivre des soldats français et des moines, des prêtres et des représentants de l'Union générale arménienne de bienfaisance. Mais où loger ces milliers de sans-abri ? Le général Weygand, haut-commissaire au Levant, consacrera à cette tâche des efforts répétés. Selon ses instructions, une cité de tentes doit à l'entrée de Beyrouth, dans un quadrilatère marécageux situé au nord-est : la région de Dora. Par la suite, ces fragiles tentes dressées par les soldats français y seront remplacées par les premiers bidonvilles en tôle. Leur *"logement"* ainsi assuré, il faut occuper ces réfugiés. Weygand demande alors à l'administration locale de leur trouver des emplois, malgré l'écueil des langues. Les plus robustes sont engagés comme manœuvres ou débardeurs dans le port de Beyrouth, les plus astucieux ouvrent des petits commerces, les plus habiles reprennent leur métier d'artisans… Une nouvelle communauté beyroutaine était en train de naître ! D'autant que les autorités françaises et libanaises venaient d'avoir une idée judicieuse : moyennant un salaire modique, ces milliers de réfugiés furent employés à la destruction de vieille ville, puis à la reconstruction d'un nouveau Beyrouth. Des centaines d'Arméniens accepteront ainsi de travailler comme manœuvre. Mais, le haut-commissaire de la République écrira en octobre 1926, qu'en Syrie et au Liban, les Arméniens s'entassent dans des camps provisoires, où les conditions d'hygiène sont lamentables (malnutrition, épidémies, peste même…) : *"Le principal de ces groupements est établi à Beyrouth, dans un camp mal drainé, chaud et poussiéreux l'été, où tous les abris sont sordides. Ce sont de toutes petites baraques, construites avec des débris de caisses d'emballage, recouvertes de fer blanc découpé dans des bidons à pétrole…"*

En fait, au fil des mois, et jusqu'à la fin de l'année 1924, les Arméniens réfugiés au Liban et en Syrie sont en proie à de déchirantes divisions. En effet, il y a ceux qui désirent rester là où ils se trouvent et ceux qui, pour d'innombrables raisons, souhaitent rejoindre l'Occident. Par un arrêté publié au Journal Officiel du Grand Liban le 3 octobre 1924, la France, puissance mandataire, garantit aux Arméniens la citoyenneté libanaise. Beaucoup usèrent de cette opportunité afin de ne pas demeurer, juridiquement, des apatrides. Pour nombre de réfugiés, être citoyen libanais, représente une stabilité au Liban ainsi que la possibilité d'émigrer librement en France. Bien entendu, les nationalistes arabes dénoncent cette *"manœuvre"* du gouvernement français, lequel chercherait ainsi à accroître le peuplement chrétien du pays afin de rendre la population musulmane minoritaire…

Cependant Beyrouth verra encore, à la fin des années trente, sa population chrétienne arménienne augmenter de façon impressionnante. En effet, les forces de protection françaises viennent d'évacuer le Sandjak d'Alexandrette, laissé aux forces ottomanes comme prix de leur neutralité dans le nouveau conflit mondial qui s'annonce. Des dizaines de milliers d'Arméniens se jettent alors une nouvelle fois sur les routes de l'exil. Ils y seront plus de 30 000 ! Certains trouvèrent refuge à Alep, en Syrie. D'autres vinrent s'installer dans les baraquements précaires des faubourgs de Beyrouth. Pourtant, en dépit de leur très grande détresse, ces Arméniens y ont très vite fondé leurs journaux, leurs écoles et leurs centres communautaires… Mais les blessures de ces exils successifs ne seront jamais refermées. Dans un article prémonitoire, quelque peu antérieur à la rétrocession du sandjak d'Alexandrette aux forces turques, *"Le Nouvelliste"* de Lyon constate ainsi, le 17 janvier 1937, que *"la France a été chargée par la Société des Nations d'assurer la sécurité du Sandjak. Elle ne peut faillir à sa tâche. Ce serait une lâcheté d'abandonner une population qui compte sur notre appui. En effet, si la Turquie prenait un jour possession du Sandjak, les malheureux Arméniens, qui ont vu massacrer un million et demi des leurs, connaîtraient à nouveau le sort tragique des peuples asservis".*

Cyril Le Tallec


"Le Nouvelliste" de Lyon, dimanche 17 janvier 1937. Collection de l'auteur.



LYON

Le Nouvelliste

JOURNAL POLITIQUE QUOTIDIEN

30 Cent.

LYON DIMANCHE 17 JANVIER 1937

LE SANDJAK D'ALEXANDRETTE

LE Sandjak d'Alexandrette est à l'ordre du jour. Jouira-t-il bientôt d'une indépendance complète ? Ou bien ne recevra-t-il qu'une large autonomie dans le cadre de la Syrie, libérée du mandat français et devenue indépendante sous la protection de l'alliance française ?

Tel est le dilemme imprévu qui se pose dans le Proche-Orient. De même que les Allemands, les Ottomans ne seraient pas fâchés de briser les chaînes des traités et de recouvrer des droits et des territoires que leurs défaites de la grande guerre les contraignirent à abandonner. Aussi, sous de vains prétextes, jettent-ils feu et flamme en faveur de l'indépendance du Sandjak, espérant bien un jour ou l'autre l'annexer.

La France, de son côté, ne peut accepter cette thèse. Sa situation de puissance mandataire en Syrie lui fait un devoir de laisser à ce pays l'intégrité de son domaine territorial.

Un chef kurde grand ami de la France.

LE Sandjak d'Alexandrette, c'est l'extrémité nord de la Syrie. Depuis le 12 octobre 1918, la France occupe cette région, rattachée sans doute à l'État Syrien, mais jouissant d'une certaine autonomie administrative et financière.

Le Sandjak comprend trois cazas ou cantons : Alexandrette, Antioche et Kirik-Khan.

UNE MISE AU POINT

Le pittoresque village de Beylan, sur la route de Kirk-Khan à Alexandrette.

(1) Boghos Nubar Pacha (1851-1930) est le fils d'un ministre égyptien. Conservateur, il se montre hostile aux partis révolutionnaires arméniens.

(2) Archives du Ministère des Affaires Etrangères, guerre 1914-1918, Turquie, tome 890.

(3) Seront ainsi désignés pour aller en Amérique, afin d'y provoquer des enrôlements parmi les Arméniens : MM. Tékéyan, du parti démocrate ; Sapahgulian, du parti Hentchak ; professeur hanemian, du comité Drochak (Fédération révolutionnaire arménienne).

(4) Archives du Ministère des Affaires Etrangères, guerre 1914-1918, Turquie, tome 891.

(5) Le Djebel Maussa est un fief des Arméniens. Terrés dans les montagnes, ils y tinrent tête aux Turcs. Epuisés et sans munitions, ils auraient succombé sous le nombre sous l'intervention des marins français qui les recueillirent en 1915. Ces rescapés formèrent les premiers éléments de la *"Légion d'Orient"*.

(6) *"Le Crépuscule des Anges"*, Pascal Tchakmakian, Société d'Editions Générales, p. 161.

Pages de Guerre

Tortures...
Massacres...
Bûchers !
Voilà l'histoire !...
L'histoire
est un charnier...
N'en revenez
pas toujours
à interroger
ce passé de nuit
et de sang !...
C'est vers l'avenir
qu'il faut chercher
la lumière...
Tuer, toujours tuer !
Est-ce que
l'humanité
n'est point lasse de
ces éternelles
immolations ?

Octave Mirbeau,
Les Mauvais
Bergers 1897

..AVANT..



Les affaires sont dures.......



Comme le temps est long !



La vie est belle !...

..PEN



Des nitrates ! mais qui



Ah ah ! je vous ai tu



!!!!!!!!!!!!!.....

L'universelle fraternité qu'ils rêvent, si jamais elle pouvait s'établir parmi les hommes, ne s'y établirait qu'au détriment et sur les ruines de l'idée de patrie.

Ferdinand Brunetière, L'idée de Patrie (Hetzel 1897)

Dire au Français que son devoir est de préférer passionnément la France ; à l'Allemand que son devoir est de préférer passionnément l'Allemagne ; à l'Anglais, l'Angleterre ; à l'Italien, l'Italie ; c'est créer chez tous les peuples un parti pris d'aveuglement, d'infatuation, d'injustice et de violence. Quiconque se préfère délibérément aux autres ne reconnaît aux autres qu'un droit inférieur ; et c'est le principe de tous les attentats, de toutes les iniquités. C'est la formule et la doctrine de la barbarie nationaliste.

Jean Jaurès

Pourquoi ne jugerait-on pas les gouvernements après chaque guerre déclarée ? Si les peuples comprenaient cela, s'ils faisaient justice eux mêmes des pouvoirs meurtriers, s'ils refusaient de se laisser tuer sans raison, s'ils se servaient de leurs armes contre ceux qui les leur ont données, ce jour-là, la guerre serait morte.

Guy de Maupassant, Sur l'eau.

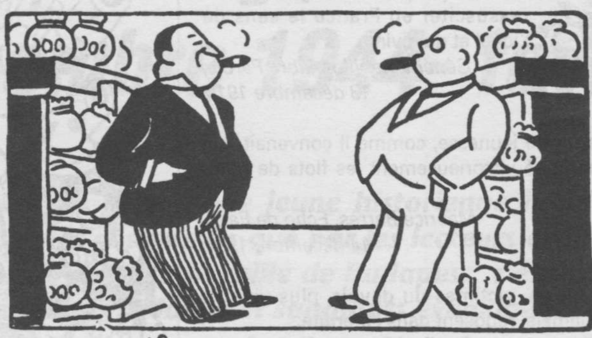
Toutes les illustrations de ces "pages de guerre" ainsi que la 4e de couverture sont extr

DANT ...





cher ami à votre service



La vie est belle ....



é 50.000 hommes !...



Honneurs ! gloire ! médailles ! Dzim ! boum !!.



?????????



Non ! Ceux-là, vous n'en ferez pas des assassins !



En arrière, bon dieu ! En arrière ! Vous voyez bien que c'est complet !



Alors quoi ! Si les citoyens comme nous, occupés à organiser la défense nationale, risquent d'être frappés comme de simples combattants, c'est la fin de toute civilisation !

Ce qui rend la situation actuelle si difficile, c'est que trop d'intérêts travaillent contre la paix. Ceux-là sont contre nous qui croient que la suppression de la guerre les léserait dans leurs intérêts matériels. Les fabricants de munitions, les constructeurs d'armement travaillent contre la Société des Nations contre le Pacte de Paris et ils payent des campagnes de presse qui, à chaque instant, entravent nos efforts. Les articles contre la paix sont écrits avec une plume taillée dans le même acier que les canons et les obus.

Aristide Briand (paroles prononcées à Genève devant une délégation de ligues de femmes pacifistes.)

L'esprit chrétien est incompatible avec la pratique de la guerre.

Pasteur Roser (Procès de l'objecteur de conscience Rombaud en mai 1932)

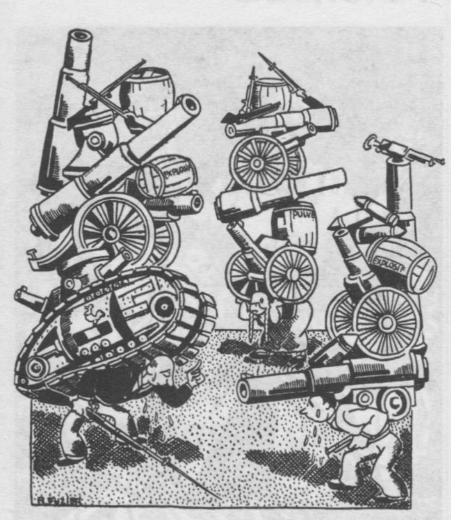
... Des hommes qui, dans toutes les nations, prient le même Dieu pour la paix sur la terre ne peuvent pas être en même temps des agents de discorde entre les peuples...

Pie XI (Extrait de l'encyclique, mai 1932)

aites de l'album "Vive la Guerre" de Robert Fuzier. Editions Pythagore 1932.



Bravo ! Monsieur le « journaliste » ! Vous pourrez passer prendre votre enveloppe...



Comme ça au moins, on se sent en sécurité !



Une bombe d'avion { Prix de revient.....
Prix de vente......
Bénéfice net.........

BETISIER

Il était temps que vint la guerre pour ressusciter en France le sens de l'idéal et du divin.

Général Rebillot, Libre Parole, 13 décembre 1914.

C'est notre jeunesse, comme il convenait, qui a prodigué victorieusement les flots de notre sang.

Maurice Barrès, Echo de Paris, 14 décembre 1914.

Les morts, victimes du devoir, plus vivants que jamais, reposent dans l'éternité.

Cardinal Amette, Notre-Dame, 4 novembre 1916.

Ce n'est pas la tranchée qui est belle... Ce sont vos cœurs, soldats ! Je puis maintenant vous suivre à l'assaut ; je puis constater la folie qui vous prend au moment au moment de l'effort suprême, extase, transfert de l'âme, vol de l'esprit qui ne s'appartient plus.

Père Sertillanges, La Madeleine, 9 mai 1915.

Ils partent à l'assaut, nos chers enfants, nos frères. Ils bondissent, ils courent, ils tuent, ils tuent, ils tuent !...

Echo de Paris (21 août 1914)

La guerre est d'essence divine. Elle est la saignée qui rétablit la santé morale du monde congestionné de mauvais désirs... Les peuples ne désarmeront jamais, heureusement pour leur grandeur morale et pour la beauté de la civilisation.

Général Cherfils

Je remercie les hommes d'affaires qui ont aidé la France et je rends hommage à la loyauté de leurs fournitures. Je les félicite d'avoir conservé cet idéalisme qui flotte audessus de vos affaires.

Viviani (journaux du 12 mai 1917)

POÉSIES

Et pourquoi nous haïr et mettre entre les races
Ces bornes ou ces eaux qu'abhorre l'œil de Dieu ?..
L'égoïsme et la haine ont seuls une patrie ;
La fraternité n'en a pas !

Lamartine La Marseillaise de la Paix.

Quand nous allons dans les casernes,
Où l'on cherche à nous abrutir
Avec un tas de balivernes
Auxquelles il faut obéir.
Parlant de grève générale
A tous les frères endormis,
Nous préparons la Sociale
des insoumis.

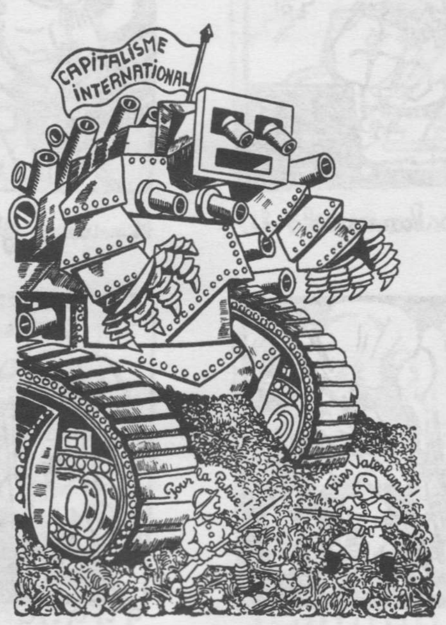
Conscrits insoumis. 1893

C'est comme le patrie,
C'est encore une c...ie ;
S'il n'y avait plus de soldats,
Y aurait jamais d'combats.
....
Qu'est-ce qu'engendre la guerre ?
C'est le principe militaire.
Canons, drapeaux, briscard,
Faut les ... au rancart.

Chanson anarchiste 1894



Avec ceux-là je suis tranquille ; ils tiendront jusqu'au bout !



Les braves idiots ! Ils n'ont pas encore compris que c'était pour moi !



Et surtout, fais-toi belle !...

Le siège de Budapest Décembre 1944- février 1945*

Evénement éditorial, ce livre d'une jeune historienne hongroise fut salué avec reconnaissance dans le pays, tant par les chercheurs que par les lecteurs ordinaires. Reconnaissance d'autant plus vive que plus de 50 ans après la bataille de Budapest, c'était la première fois que l'on décrivait ce que fut vraiment l'un des plus longs et sanglants événements de la 2e Guerre mondiale.

On a affaire à une histoire militaire, qui présente les innombrables détails et la complexité de telles opérations, mais abordant avec le même souci la vie et les souffrances d'une population encerclée, ainsi que le comportement des protagonistes et l'ambiance de l'immédiat après-guerre.

Un avant-propos fournit quelques repères fort instructifs et résume le problème des sources.

On y apprend que sa position vaut à Budapest le titre de Capitale européenne la plus souvent attaquée au cours de l'histoire : depuis 1302, elle a subi 15 sièges, dont cependant aucun ne fut comparable à celui de l'hiver 1944-1945. Entre l'apparition des premiers blindés soviétiques et la prise du Fort de Buda, il s'écoula 102 jours, et, dès le début, les militaires parlèrent d'un second Stalingrad. Mais si la bataille dura ici 4 mois, la plus grande partie des habitants avait été évacuée avant les combats, tandis qu'à Budapest l'affrontement se fit en présence de 800 000 civils. Les pertes de la population s'élevèrent à 35 000 morts, ainsi, sans compter les pertes soviétiques, un mort sur deux était un civil. De son côté, l'Armée rouge perdit 80 000 hommes, plus que le chiffre additionné des morts civils et de ceux des défenseurs allemands et hongrois de Budapest.

Autant dire que les horreurs de cet événement eurent des centaines de milliers de témoins, fait capital pour le chercheur, qui ne dispose que de très peu de documents d'archives. Le plus souvent en effet, constate l'auteur, les textes contemporains disparurent ou furent détruits, la seule exception notable restant le Journal de la 10e division hongroise, que le chef d'état major de celle-ci enterra à l'époque et qui fut tenu en secret pendant plus de quatre décennies ne devint accessible que depuis 1986 aux Archives historiques de l'Armée.

L'appareil scientifique du livre de K. Ungváry n'en est pas moins impressionnant, tant par ses 970 notes de référence que par les listes de ses sources (p. 308-318) : publications diverses, archives allemandes et hongroises, collections privées, interviews et courriers...

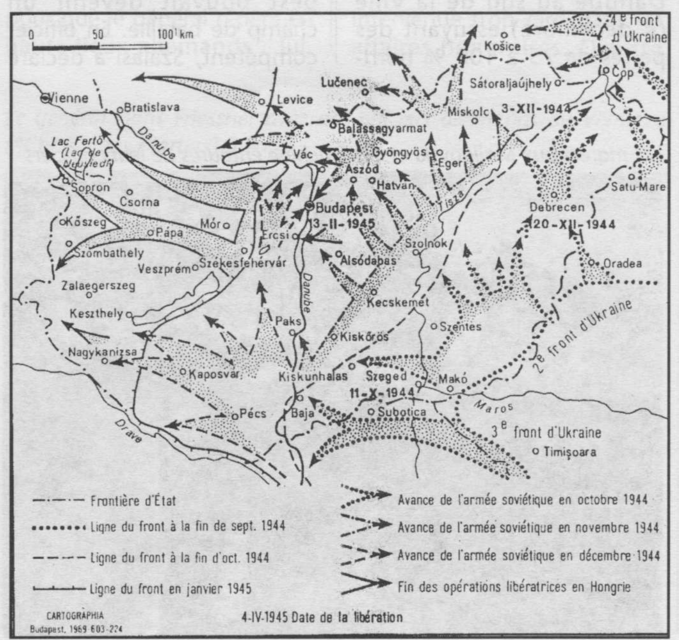
L'ouvrage bien charpenté s'ouvre avec un tableau général de la situation dans le bassin des Carpathes à l'automne 1944, auquel succède la description de l'offensive soviétique aboutissant à l'encerclement de Budapest.

Au début du mois d'octobre 1944, l'action de la tenaille formée par le 2e et le 4e fronts d'Ukraine débouche sur une grande bataille de chars dans la plaine de Debrecen. Les Russes perdent 500 de leurs 773 blindés engagés, mais leurs lignes s'établissent à une centaine de km de la capitale hongroise.

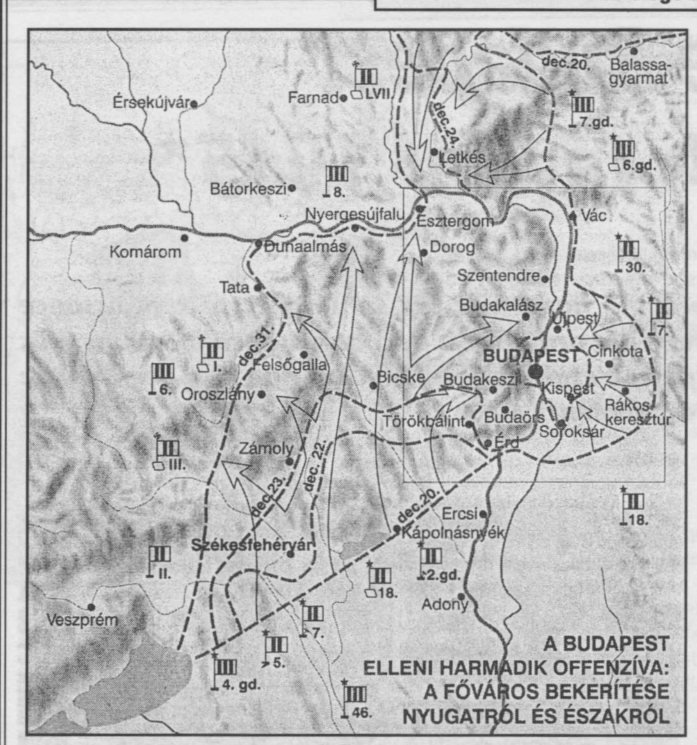
De ce fait, dans l'Est et le Sud-Est du pays c'est déjà l'après-guerre qui commence, alors qu'à Budapest et à l'ouest du Danube (Transdanubie) le gouvernement fasciste de Szálasi installe son règne de terreur. Du 8 au 18 octobre, Churchill est à Moscou pour négocier. A plu-

Soldats russes traversent la ville de Szeged en octobre 1944.

La libération de la Hongrie (carte déjà reproduite avec un article, mais elle serait utile avec celui-ci aussi)



(*) (Ungvári Krisztián, Budapest ostroma, Bp., Corvina/Faktum, 3e édition, 1988, 331 p., cartes, photos, indexes)



Les lignes défensives de Budapest (en tirets) et la 3e phase de l'offensive russe

sieurs reprises, il soulève son vieux projet d'une offensive anglo-américaine dans le bassin des Carpathes, à travers la "brèche"de Ljubjana. Cela énerve Staline, qui, dès la fin du combat de Debrecen, ordonne à Malinovski, commandant du 2e Front d'Ukraine, de prendre d'un seul élan Budapest et de pousser en avant jusqu'aux environs de Vienne. Il fonde son optimisme sur un rapport du général Mekhlis, du 4e Front, faisant état de la décomposition totale de la 1ère armée hongroise. Nos troupes font tous les jours 1000, 1500, 2000, parfois même plus de prisonniers, dit-il...Des groupes entiers de soldats errent dans les forêts, certains avec des armes, d'autres sans armes, beaucoup habillés en civil. Cependant, le général Antonov, chef d'état major de l'Armée rouge prévient que ce cas ne correspond pas à la situation générale.

L'attaque contre Budapest n'est pas inattendue. Les Allemands ont prévu trois lignes défensives, dont la "ligne-Attila" à l'est de la capitale, prolongée par la "ligne-Karola ", qui s'appuie sur les montagnes du nord (Cserhát, Mátra, Zemplén). A l'ouest du fleuve, la "ligne-Marguerite" relie le lac Balaton à la Ville, en passant par le Sud de Székesfehérvár et du lac Velence.

Début novembre, quelque 28 000 hommes, des civils réquisitionnés et des condamnés pour la plupart, travaillent sur les terrassements de la "ligne-Attila ", en même temps que les Russes sont à 15 km. Après de lourdes pertes, en chars notamment, l'action de ces derniers s'essouffle et le 5 novembre l'attaque frontale est abandonnée. On réorganise le dispositif en vue du contournement de la capitale : au Nord, le passage du Danube devrait se faire autour de Vác en partant de Hatvan. C'est l'espace Nord-Est de la Ville, où les Allemands tiennent solidement la "ligne-Karola ", et l'adversaire n'avance que péniblement.

Avec plus de succès au sud, les Russes parviennent le 21 novembre dans l'île de Csepel, mais se trouvent coincés dans cette zone marécageuse face à une unité de l'artillerie hongroise. Le bataillon des tirailleurs soviétiques s'est coincé dans les eaux peu profondes du bras mort du Danube en se cachant parmi les peupliers, les sols et autres végétations aquatiques, se souvient le lieutenant Thuróczy. Ceux qui n'ont pas eu le temps de se cacher sont devenus nos prisonniers. Presque tous avaient plus de 40 ans, avec de grosses moustaches et le regard très doux. Nos soldats leur ont offert du rhum et tapaient dans leur dos avec amitié... Cela a fait sortir plusieurs Russes de leurs cachettes aquatiques. Certains ont improvisé des croix à l'aide des branches d'arbres et les tenaient devant eux... Il y avait un blessé soviétique, un adjudant peut-être, dont le visage était blanc comme le papier. Je me souviens de son regard dur et sévère refusant tout contact amical, serrant ses lèvres de toutes ses forces à cause de la douleur. Il voulait accepter le secours du service sanitaire mais refusait le rhum. Les prisonniers nous priaient de ne pas les remettre aux Allemands. Mais l'armée hongroise ne pouvait pas détenir de prisonniers...

Suite aux pertes et aux lenteurs de Malinovski, le maréchal Tolbukhine, chef de l'armée balkanique (3e Front d'Ukraine), est intégré lui aussi dans les projets d'encerclement de Budapest. Cela d'autant plus que le front serbe n'est pas prioritaire à ce moment et que Staline aime à susciter des rivalités entre ses généraux. Cet aspect des choses ne tarde pas à se concrétiser d'une manière tragique puisque Malinovski, ne voulant pas partager la gloire avec son collègue, entreprend à Ercs une 2e attaque sur le Danube au sud de la Ville (4 décembre) essuyant des pertes de 75 à 100 % horrifiant même ses adversaires qui se trouvent sur l'autre rive, alors que sur le cours inférieur du fleuve, au sud de Mohács, les troupes de Tolbuchine ont traversé sans grandes difficultés le Danube et avancent à un rythme raisonnable, prêtes à envelopper la capitale par un ample mouvement du sud-ouest.

Au Nord enfin, l'aile gauche d'une armée blindée de Malinovski atteint le Danube le 9 décembre, à proximité de Vác. A cette époque, les troupes du 2e Front comptent 528 000 soldats contre 127 000 du côté germano-hongrois et, pour l'armement aussi, les rapports sont en moyenne de 4 à 1.

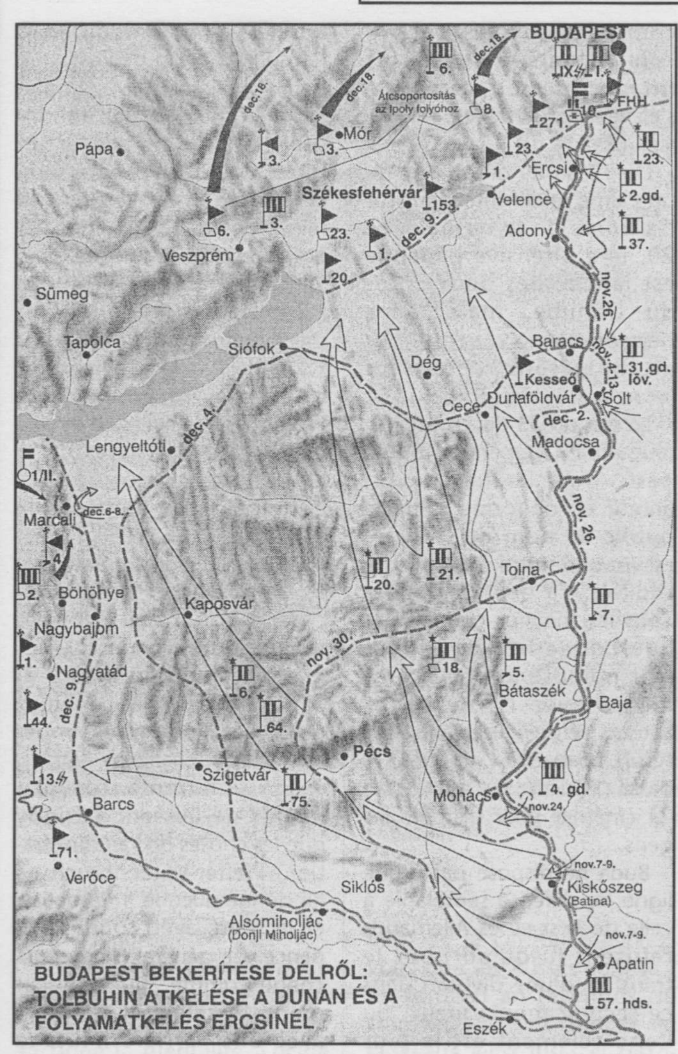
Le 12 décembre 44 sont lancés les plans de la 3e phase de l'offensive russe. Toutes les unités soviétiques qui se trouvent en Transdanubie sont placées sous les ordres de Tolboukhine. Son aile droite doit envelopper Buda tandis que le 2e Front occupera Pest sur la rive gauche.

Malgré le mauvais temps, les troupes sont mises en marche le 20 décembre. L'événement principal de cette phase est la destruction de la "ligne Marguerite", dont chaque kilomètre reçoit le feu de 100 à 160 batteries et de lance-mines. Le 22, les Russes se trouvent, à l'ouest aussi, à une dizaine de km de la capitale.

Contrairement aux militaires, les autorités politiques ne pensaient pas que Budapest pouvait devenir un champ de bataille. En officier compétent, Szálasi a déclaré

Les maréchaux Malinovski et Tolbouchine entourés de leurs officiers





Encerclement de Budapest par le sud : passage du Danube à Ercsi (Malinovski) et au sud de Mohács (Tolbouchine)

qu'en défendant Budapest les Allemands voulaient gagner du temps. Alors qu'on entend déjà les canons au centre ville, il fait venir le général Hans Friessner, commandant du Groupe d'armées du Sud pour que le général répète en hauts lieux allemands : lui, Szálasi, n'est pas responsable de la mauvaise tournure des événements. Tout est la faute du régime passé qui a paralysé la volonté de la nation. Szálasi déplore aussi que la "direction allemande" soit intervenue trop tard dans les affaires hongroises. D'autre part, il ne veut pas qu'on défende la capitale. Ce n'est pas qu'il regretterait les destructions, mais parce qu'il redoute que "la racaille de la grande ville" n'attaque dans le dos les défenseurs et qu'il n'ait pas assez de force pour l'écraser. Friessner fait allusion à ce sujet à la solution de Varsovie, mais il veut éviter à tout prix lui aussi les combats de rue, en considérant "l'attitude douteuse de la population".

Le général Hans Friessner avec des officiers allemands au Vérmezö ("Champ des Martyrs) à Buda



Les Allemands redoutent tellement l'insurrection que dès le 4 novembre, ils font venir à Buda toute une division en cours d'instruction, inutilisable contre les troupes soviétiques, mais apte à faire face à un soulèvement civil. Cette psychose explique aussi l'état chaotique du commandement, et il est significatif que finalement c'est un policier qui va commander les corps d'armées de Budapest : Karl Pfeffer-Wildenbruch, Obengruppenführer und General der Waffen-SS und der Polizei (!). Cet individu proche de Himmler par ses fonctions, n'appartenait pas au parti nazi, mais on compte sur lui pour empêcher toute tentative de décrochage et pour mater tout mouvement politique. Il est arrivé à Budapest en septembre 1944 pour diriger l'organisation des nouvelles unités SS et il a pris part à l'action contre Horthy quand celui-ci veut rompre avec Hitler le 15 octobre.

Par delà des diverses appréhensions, Hitler tient absolument à la défense de Budapest. Dans sa première directive qui date du 23 novembre 44, il ordonne que la ville soit défendue maison par maison, sans prendre en considération le sort des habitants et les dégâts matériels. Son ambassadeur en Hongrie, Veesenmayer déclare net : Il nous est égal si Budapest périt dix fois, si nous pouvons ainsi assurer la défense de Vienne.

Bien que l'Armée rouge ait retiré ses corps motorisés du périmètre de Pest après le 5 novembre, les divisions blindées soviétiques et roumaines n'ont cessé leurs actions contre la ville. Le 9 décembre, l'artillerie lourde commence à bombarder le Nord-Est de la capitale, où les troupes pénètrent en profondeur. Les pertes sont énormes des deux côtés. Souvent, la reconstitution des unités se fait dans l'improvisation. Un rapport allemand venant du secteur Aszód-Hatvan dit par exemple que la 18[e] division de grenadiers SS est composée de bataillons de réserve. La formation comprend des Volksbundistes de Hongrie. Ils passent à l'ennemi, leur valeur au combat, c'est comme une division hongroise. Effectif, environ 18 000 hommes. Il y a un fusil pour 18 soldats (!). Lorsque ces SS improvisés voient comment leurs camarades sont broyés par les T-34 dans leurs trous, c'est la panique, beaucoup déguerpissent. Dans la 4[e] division SS, des officiers se sont suicidés parce que leurs hommes s'étaient enfuis, écrit Friessner à Guderian. Du côté hon-



Le général Karl Pfeffer-Wildenbruch

Le capitaine Victor Benyovszky, chef d'Etat-major de la 10[e] division d'infanterie hongroise





Le général de division N. Sova (à g.) avec ses soldats au centre de Pest. Derrière lui, en haut à g., affiche des Croix-fléchées : "Nous tiendrons"

grois, le journal conservé de la 10e division révèle que c'est la force hongroise la plus importante dans la défense de Budapest avec 15 000 personnes à nourrir, qui, au bout de trois mois, perd 99,9 % de ses éléments combattants. Des 9 bataillons dont chacun compte en moyenne 500 soldats, il ne reste au début du mois de février 1945 qu'un petit groupe de 18 hommes. Dans tel secteur de la "ligne-Attila ", 18 000 soldats du 7e corps d'armée roumain affronte pendant plus d'un mois

6 000 à 8 000 Allemands et Hongrois, avant de rompre deux cercles défensifs de la ligne ; ce corps roumain compte au départ 36 348 combattants et ses pertes (morts, blessés, disparus) s'élèvent à 20 000 à la mi janvier 1945.

Du 14 au 20 décembre 44, un calme relatif intervient sur les fronts de la capitale. Le 20, une offensive générale est lancée des deux côtés du Danube, mais, dans l'ensemble, toutes ces attaques sont repoussées jusqu'au 25 décembre.

Le soir du 23 décembre, on joue Aïda à l'Opéra de Budapest. Avant la 2e scène, un acteur en uniforme salue le public au nom du front et assure que notre merveilleuse capitale n'a rien à craindre. Tous les théâtres connaissent une bonne fréquentation, leur nombre a même augmenté avec l'arrivée des acteurs réfugiés de Kolozsvár (Cluj), Szabadka (Subotica) et Kassa (Kosice) ; il y a en outre 24 cinémas pour distraire les gens.

Buda ne dispose pas d'une ligne de défense semblable à celle de Pest et les Allemands refusent jusqu'au bout le transfert d'une division dans ce secteur montagneux, où l'encerclement est le plus menaçant. Le 24 décembre à 16h50, alors que les blindés de Tolboukhine sont à 5 km du cœur de Buda (tout ce vieux centre historique entouré de murailles, qui domine le Danube sur la rive droite), Hitler autorise le transfert d'une division, mais refuse l'abandon de Pest, qui, pour Guderian par exemple, serait la chose la plus raisonnable. Dans sa crise de fureur, Hitler opère toute une série de changements, dont la relève des généraux Friessner et Freffer-Pico (l'homme de la "ligne-Marguerite"), rendus responsables de l'effondrement du front.

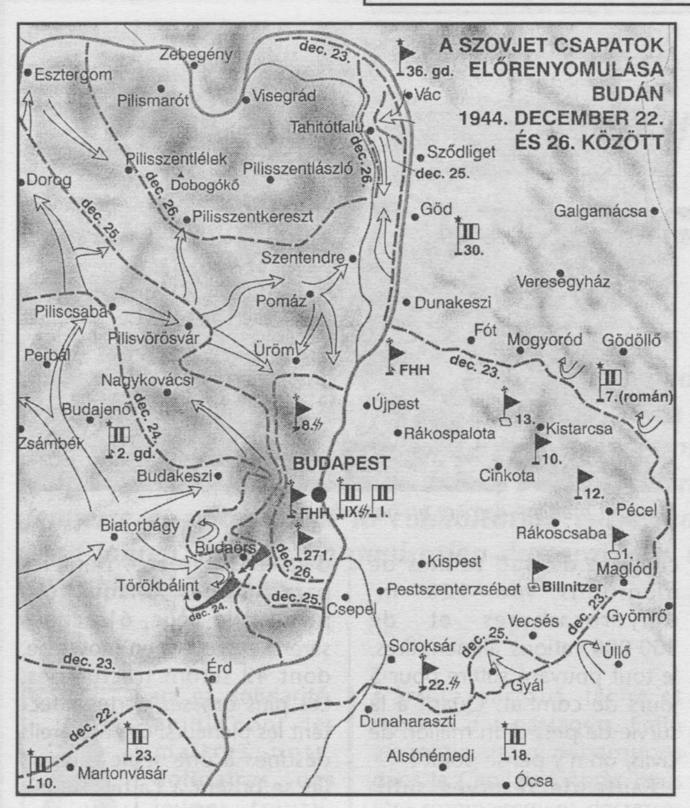
Dès le 25, les Soviétiques ont réussi à s'emparer de l'essentiel des stocks d'hydrocarbures et de vivres de la capitale, en sorte que les défenseurs perdent dès le départ les instruments fondamentaux d'un siège prolongé. En plus, aucun accord ou coordination n'a eu lieu entre les commandements allemands et hongrois, c'est-à-dire entre Pfeffer-Wildenbruch et István Hindy pour empêcher que la tenaille de l'Armée rouge se referme. Les Allemands ne laissent à Hindy que les choses de l'administration, Pfeffer-Wildenbruch ne lui donne aucune information et le traite avec condescendance. Ce général Hindy était connu comme "un monsieur modeste calme et propre", avec une carrière militaire exemplaire, et personne ne comprenait pourquoi il s'était mis avec les Croix-fléchées. En effet, il a joué un rôle important dans l'échec de la tentative de décrochage de Horthy. Il sera jugé et exécuté après la guerre. Hindy est un représen-

Réfugiés à l'automne de 1944



Effigie de croix-fléchée accrochée à une potence, avec écriteau : "Il faut que les tribunaux populaires fonctionnent !"





L'avance des troupes soviétiques vers Buda entre les 22 et 26 décembre 1944



Panneaux sur les murs du ghetto de Budapest : "Quartier juif. Il est interdit d'entrer pour les Chrétiens". "Conformément à l'arrêté du Maire, cette localité peut être visitée par les Juifs"

tant typique de l'officier horthyste, dont la Commune de 1919 et 25 années d'éducation anticommuniste ont façonné la mentalité. Lucide et sachant ce qui l'attend, il déclare précisément devant le tribunal populaire : A mes yeux et dans mon imaginaire, le communisme n'était rien d'autre que le pillage, l'assassinat et, avant tout, l'irréligiosité, et, en outre, il signifiait la fange morale. L'attitude des Allemands contribue à son désenchantement qui le caractérise à l'heure où les Russes arrivent.

Cet événement, ponctué d'accrochages sanglants à travers les monts de Buda, comporte des aspects insolites. Ainsi, au début de l'après-midi du 24 décembre, au terminus du petit chemin de fer à crémaillère du mont Széchényi, les voyageurs qui attendent pour monter regardent avec stupeur les quelques soldats soviétiques armés de leurs mitraillettes à tambour, qui se mêlent à eux comme si rien n'était. Cet après-midi encore, à Zugliget, au terminus du tramway n° 81, un employé appelle le commandement d'un corps d'armée installé dans un couvent de la capitale : Savez-vous que les Russes sont là ? Ils sont ici au terminus du tramway, ils ont déposé en faisceaux leurs fusils et distribuent des vivres. Que dois-je faire ? - Rien, lui répond le capitaine F.X.Kovács. Evitez de vous faire remarquer pour ne pas avoir des ennuis. Je ne peux rien faire d'autre, merci pour le renseignement. Et quand le capitaine Kovács se met à son tour à téléphoner pour connaître la situation, en plusieurs endroits on lui répond en russe... L'état major allemand apprend de la même façon la présence russe à Buda, un policier en faction près de la remise de tramway de Szépilona ayant communiqué son effroi devant l'apparition subite d'un T-34, qui commençait à faire pivoter son canon en sa direction.

Avec précipitation, les Allemands cherchent à faire face au milieu d'une circulation intense et d'une foule de gens s'empressant à faire les achats de Noël. Un lieutenant d'artillerie se souvient ainsi des scènes tumultueuses de la place Széna (actuelle place Moscou) : La population était fort inquiète dans la rue Ostrom, des membres du parti des Croix-fléchées montaient en voiture et disparaissaient, un officier de police passait avec un sac à farine sur le dos...Tasziló Tarnay, commandant de batterie était en position et faisait tirer sur Hüvösvölgy. L'auberge le "Tonneau Vert" était ouvert, là j'ai même mangé un ragoût.

L'ambiance de sauve-qui-peut créée par l'arrivée des blindés russes permet à beaucoup d'enfants juifs de survivre. Le matin du 24 décembre, à Budakeszi, les Croix-fléchées viennent précisément de découvrir un foyer. Ils font aligner les enfants pour le départ, mais ils les abandonnent quand ils entendent les bruits de plus en plus rapprochés des canons. A Pest, dans la rue Munkácsy, les foyers des enfants juifs sont évacués le même jour et les enfants dirigés sur la caserne Radetzky à Buda, où ils sont regroupés dans la cour devant les mitrailleuses. A la nouvelle de l'encerclement, qui arrive en début d'après-midi, le massacre est annulé et le groupe, qui compte plus de cents enfants est reconduit dans le ghetto du VIIe arrondissement.

Ce 24 décembre, les Soviétiques sachant que les Allemands sont en train de transférer des forces à Buda, relancent leurs attaques à Pest. Le même jour, ils commencent à tirer de façon systématique sur tous les quartiers de la ville. Le soir, les unités de la Gestapo, divers ateliers de réparation et services d'intendance des armées quittent la ville vers Esztergom. Ils sont suivis de plusieurs milliers de Croix-fléchées avec leurs familles et leurs organisation de jeunesse.

Deux jours plus tard, "l'anneau externe" de l'encerclement se referme entièrement, mais les bons connaisseurs du terrain peuvent encore échapper à travers les montagnes boisées. Le 28 décembre par exemple, beaucoup d'hommes de Szálasi parviennent à rejoindre les lignes allemandes à Komárom. Dans la courbe du Danube (Szentendre, Dobogókö, Visegrád), les Russes font, entre le 24 et le 30 décembre, 5 390 prisonniers.

Le nombre des défenseurs enfermés dans Budapest reste incertain, constate l'auteur. Le chiffre de 79 000 lui semble le plus plausible, dont 54 % pour les forces allemandes et 46 % pour les Hongrois. Dans les effectifs allemands sont inclus les hordes hétéroclites de Waffen SS, recrutées pratiquement dans toutes les nationalités européennes. Du côté hongrois, on trouve parmi les défenseurs divers détachements improvisés, provenant surtout du vivier de la terreur blanche de 1919. Le groupe le plus important est celui de László Vannay, auteur d'un putch fasciste en 1942 et figurant parmi les premiers à saluer l'avènement de Szálasi. Dès le 20 octobre 44, il obtient l'autorisation de mettre sur pieds un bataillon d'assaut, qui comptera au

François X.Kovács, capitaine de l'Etat-major hongrois





László Vannay

22 décembre 638 membres. Le recrutement se fait de préférence parmi les jeunes de 15 à 18 ans et le personnel des services techniques municipaux, dont les connaissances sont précieuses quand les combats se livrent dans les tunnels et les égouts. Vannay dispose aussi d'un groupe spécialisé dans la recherche et l'exécution des déserteurs et des soldats soviétiques habillés en civil. Il reçoit ses armes et ses instructeurs d'une division SS et réquisitionne pour assurer le ravitaillement de ses hommes. Pour combler ses pertes, Vannay parcourt les abris et oblige tous ceux qu'il trouve apte au combat à se rendre au front.

Quant aux activistes du parti de Szálasi, ils se livrent avant tout à des atrocités : 700 sur 2 500 assument volontairement ou par mauvaise fortune le combat contre les Russes. Il existe aussi un bataillon d'assaut de 500 étudiants : autre milieu spécifique, où l'anticommunisme est resté très vivace depuis 1919.

Selon les sources allemandes, les défenseurs disposent au moment de l'encerclement de 450 tonnes de munitions, de 120 m³ d'hydrocarbures et de 300 000 rations alimentaires, le tout pouvant suffire pour 5 jours de combat. Quant à la survie de près d'un million de civils, on n'y pense point !

Faute de réserves suffisantes, on compte sur les parachutages et les transports aériens. Comme les aéroports sont tombés entre les mains des Soviétiques (25 au 25 décembre), on délimite à l'intérieur de la ville 2 terrains d'atterrissage et 4 pour les parachutages. Chaque jour pendant le siège, 61 actions seront exécutées en moyenne, dont 49 seront fructueuses. Les plus grosses pertes affectent les planeurs. Ces appareils destinés à une seule mission (ils se brisent à l'atterrissage), ont pour pilotes des jeunes nazis de 16 à 18 ans, pleins d'enthousiasme romantique, mais ignorant tout à fait ce qui les attend.

Julien Papp
(A suivre)



Etudiant mobilisé derrière un bazooka

Affiche de propagande : "Je combat. Travaille pour la victoire. Alliance fraternelle de la ligue du front de l'Est"





Les lendemains de la Libération : défilé du Parti social-démocrate du XIIe arrondissement, dans la rue Attila. Au sommet de l'immeuble du n°37, un planeur, dont les occupants ont été décapités au moment du choc

Eté 1945

La première caravane ouvrière ajiste sur les routes de l'Auvergne

Avec Georges Douart, nous poursuivons le récit de ses "mémoires" d'ajistes et notamment sa participation aux caravanes ouvrières. Il a raconté dans le numéro précédent les deux semaines dans le Gers en 1946. Mais, dès 1945, il avait animé une première caravane en route pour l'Auvergne.

Après l'histoire de cette aventure, l'auteur décrit ce que furent ces années passées en auberges de jeunesse et notamment la cohabitation entre manuels et étudiants. Un autre témoignage, celui de Jean Jannin, évoque l'organisation de caravanes avec des jeunes parisiens : futurs instituteurs et des filles blanchisseuses.

Aux AJ, solidarité, amitié sont des maîtres-mots. Solidaires des jeunes travailleurs, nous voulons pendant leurs congés, les sortir de leurs noires usines, de leurs laides banlieues, qu'ils délaissent les loisirs faciles : bistros, bals et cinés.

Ainsi de jeunes Ajistes enthousiastes sont prêts à consacrer leurs vacances pour emmener en auberges des jeunes prolos moins favorisés. Nous voulons qu'ils découvrent des loisirs sains dans la Nature, qu'ils partagent nos balades, nos jeux, nos veillées ; qu'ils connaissent la mixité dans les loisirs, qu'ils voient pratiquer notre idéal, notre mode de vie.

C'est pourquoi, dès l'été 1945, 3 mois après le fol enthousiasme de l'Armistice, le Groupe de Nantes prépare sa première Caravane Ouvrière avec comme responsables : Géo Vincent notre Délégué Régional, Mimi pour l'intendance et moi pour la route et l'animation.

Nous demandons aux Jeunes leurs tickets indispensables pour l'achat de tout ravito. Nos rations par semaine sont de : 125 g de sucre, 125 g de viande, 750 g de patates, 75 g de matières grasses, 1 litre de vin et par jour : 4 cigarettes, 250 g de pain.

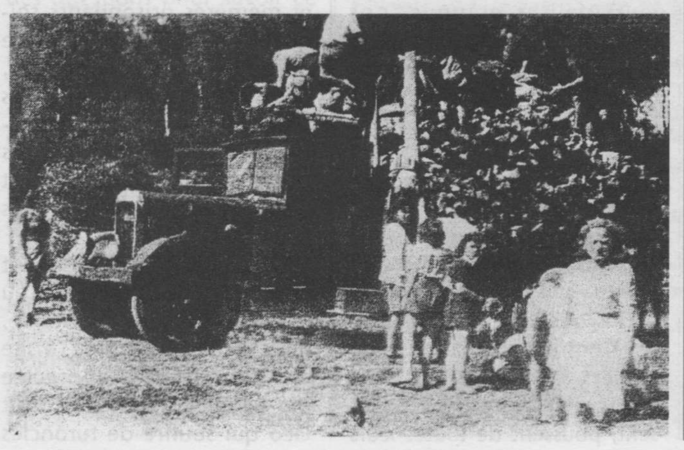
Nous embarquons pour l'Auvergne dans un très lent train du soir, via Paris. Il s'arrête partout, lâche et reprend des passagers. Enfin au matin, nous débarquons dans la Capitale ! Après nous être sommairement décrassés à une pompe et avoir avalé un ersatz de café : de l'orge grillée. Nous nous lançons à pied dans notre première visite de Paris : la Seine, ses quais et ses ponts ; puis nous ouvrons de grands yeux devant les grandes places de la Concorde, de l'Etoile, du Trocadéro, de la Tour Eiffel. Après avoir été bloqués 5 ans par la guerre, ses couvre-feux et interdictions de circuler, nous apprécions beaucoup cette première sortie de notre Loire-Inférieure, de voir en vrai les photos de nos livres et journaux.

Au fond, les Parigots ne semblent pas mieux lotis que nous pour le vêtement et le ravito. Ils sont pâlots comme nous. Revenus en métro que nous admirons, nous échouons au Jardin des Plantes, allongés sur quelques brins d'herbe.

A la gare, partant pour Clermont-Ferrand, nous fraternisons avec 4 caravanes Ajistes d'Ivry, Asnières, Le Bourget et St-Quentin. Les rares trains sont pris d'assaut. Nous nous enfournons à 15 par compartiment. Pas question de s'allonger. Je somnole sur les genoux d'une fille. Quand elle est trop lasse, nous permutons. Fatigué et balayé par les courants d'air, j'attrape un mal de gorge que l'Auvergne ne guérira pas.

A Clermont au 2e petit matin, correspondance dans le vieux train du Mont Dore qui nous brinquebale beaucoup. Entre deux sommes, nous admirons ébahis d'énormes montagnes. Enfin, nous débarquons à La Miouze avec les St-Quentinois qui vont dans la même AJ que nous, à Ceyssat.

Le chauffeur charge les sacs sur son camion.



Plusieurs de leurs filles traînent de lourdes valises. Nous avons tous des sacs à dos mais nous portons nos caisses de patates et conserves. Comme il reste 10 km à pied, la colonne s'étire, s'étire ! Apprenant que le pain manque dans la région à cause de la soudure avec la nouvelle récolte, nous partons avec deux gars en éclaireurs, visiter les fermes. Nous en trouvons un peu. Enfin arrivés, tout le monde s'écroule sur les châlits, se lève un peu et se recouche comme les poules.

Chaque jour nous patrons en balade dans cette Auvergne verdoyante, aux jolis lacs, aux montagnes arrondies, aux fermes rustiques aux intérieurs... du siècle dernier, où le tas de fumier est indice de richesse. Filant un matin aux Puys de Pariou et de Come, nous nous perdons dans le brouillard, malgré carte et boussole. Heureusement, nous rencontrons d'impressionnants troupeaux de 700 brebis gardés par un seul et taciturne berger, qui nous remettent dans le droit chemin. Les Puys atteints sous une grosse pluie, nous rentrons tous trempés, faute d'impers.

Par un très beau temps et une bonne visibilité, nous attaquons la montée au Puy de Dome, cet ancien volcan



On pousse le camion…

bien conique. Pour nous, jamais sortis de notre région, ces masses extraordinaires de montagnes sont impressionnantes. Si les filles montent tranquillement par les lacets de la voie romaine, nous les *"Lions"* partons de face, tout droit à travers près. Nous en bavons, la grimpée est raide, rude, pénible ; il fait très chaud, toute l'eau emportée est déjà bue. Nous tirons bien la langue quand nous atteignons enfin le sommet. Mais quel paysage sur la chaîne des Puys. Les caravaniers en sont babas ! que l'on se sent petit.

Profitant des fermes auvergnates environnantes, le Per'Aub, un instit bénévole, y déniche du ravito très apprécié. Le matin, du lait entier et du beurre sur la table ; le soir, la soupe de légumes et nos patates avec du lard ou des saucisses. Pour nous qui avons eu faim souvent, pour qui manger est un peu une obsession, ça relève beaucoup le moral des troupes !

Pour digérer, aidés d'Ajistes de passage, du Per'Aub, nous lançons nos veillées : jeux, chants, danses. Après une journée de corvées pour tous : de bois, de bricolage, de rangement, je marche 10 km pour chercher du pain à Olby. Encore une balade de deux jours à Rochefort-Montagne et c'est la veillée du départ avec plusieurs paysans du village. Les caravaniers en profitent pour signer nos travers, quand perdus dans le brouillard, Géo cherchait ses lunettes et moi, notre chemin à la carte et la boussole ; quand Mimi sollicitait fortement des *"volontaires"* pour la plonge et le Per'Aub des équipiers pour le ravito, toujours un casse-tête.

L'auberge rangée, nettoyée, nous repartons pour Clermont, 16 km à pied, toujours avec la caravane de St-Quentin. Leurs filles traînent encore leurs valises et nous, nos caisses vides. Après avoir pris des raccourcis qui rallongent, nous trouvons, en panne sur la route du Col, un gros et vieux camion très lourdement chargé de bûches. Le chauffeur nous propose :

– Poussez-moi jusqu'en haut et je vous descends tous à Clermont !

Plus que ravis de l'aubaine, voilà notre trentaine de caravaniers arc-boutés sur deux rangs d'épaisseur qui poussent, poussent de toutes leurs jeunes forces unies, avec celles du vieux gazogène. Et le lourd camion décolle, avance, roule doucement et monte. Il grimpe, grimpe mètre par mètre et franchit le col de Ceyssat, sous les hourras des jeunes très fiers.

Tous hissés avec leurs sacs et valoches sur le sommet du chargement, le chauffeur prudent, descend au ralenti les virages en épingles à cheveux. Heureux de ce stop miraculeux, les caravaniers chantent. Quand nous traversons Royat et les luxueux palaces de cette ville d'eau, ils se déchaînent à pleins poumons. Nous nous plaignons sûrement réciproquement : les riches pépères et mémères grisonnants soignant leurs misères et notre horde de jeunes, ébouriffés, poussiéreux, mal fagotés, très prolos de banlieues et dangereusement perchés sur les bûches, mais… jeunes et pleins de vie. Qui sont les plus heureux ?

Le camion nous dépose tout près de l'AJ de Chamalières où la Mer'Aub, une Nantaise, nous reçoit royalement. Visite de Clermont peu appréciée par certains mal fichus dont Géo qui souffre de furoncles et moi, fiévreux, qui traîne un inguérissable mal de gorge.

Nous prenons le train de retour à 15 par compartiment, toujours avec les St-Quentinois que nous quittons à Vierzon où nous embarquons dans un omnibus pour Tours. Après un repas dans un resto d'entr'aide, nous nous reposons sur les bords de Loire. Embarqués dans un autre omnibus, il manque notre correspondance à Angers où nous passons la nuit sur le ciment froid et dur de la gare. D'où au petit matin, un dernier train nous ramasse pour Nantes où je dors de 8 à 20 heures.

Nous reprenons nos 55 heures hebdomadaires dans nos usines et ateliers. Solidaires du monde ouvrier, nous prenons part à nos premières grèves pour une meilleure répartition du ravitaillement, la chasse au marché noir, le jugement des collabos. Quant aux caravaniers, heureux de ces journées dans un environnement exceptionnel où ils ont découvert la mixité dans les loisirs, plusieurs ont rejoint les AJ où nous reprenons nos activités et envisageons, pour l'avenir, le lancement de nouvelles caravanes.

Ce que les auberges de jeunesse m'ont appris…

Quand j'ai poussé la porte du local des AJ de Nantes, je suis entré dans un autre monde où des gars et des filles décontractés, joyeux ; enthousiastes, m'ont accueilli en copain, malgré mon allure de jeune prolo avec mes cheveux taillés par un voisin, mes ongles en deuil etc…

Sortant tous les dimanches, en un an je connaissais tous les camarades, j'avais retenu les chants. Ajiste à part entière, j'étais comme les autres : bivouaquer, marcher 30 km sous la pluie, trempés comme des soupes ne nous attristait même pas. Nous res-

tions gais, dynamiques, en plein boum en toutes occasions. Nous chantions tout le temps et quelle famille unie nous formions.

Par contre dans des discussions, nous les Certifiés d'Etudes Primaires, les Certifiés d'Aptitudes Professionnelles, nous nous taisions face aux copains étudiants, pour ne pas étaler notre ignorance. C'est déplaisant de se sentir inférieur, de ne rien avoir à dire sur des spectacles, des événements, de ne pas comprendre des mots : dantesque, cornélien ! Ils parlaient de Vénus, Cupidon, Jupiter. Ils citaient des phrases qui étaient de l'hébreu pour nous :

– Mignonne allons voir si la Rose...

– Heureux qui comme l'Ulysse...

En guise de Classiques, mon instit à la Communale m'avait appris une phrase : la Racine de La Bruyère, Boileau de La Fontaine Molière !!! Notre français n'était pas le leur, nos lectures non plus ni notre environnement.

La mer me semblait beaucoup d'eau, sans plus ; la forêt en automne ne m'emballait pas ; d'un feu je voyais du bois qui brûlait. La campagne me paraissait des champs et des chemins boueux où je m'ennuyais. Dans un coucher de soleil, je regardais le soleil se tailler. Le Château de Nantes et la Cathédrale étaient de grandes bâtisses, c'est tout ! Les églises étaient des endroits tristes et noirs où je n'entrais jamais. Quand aux musées, avec leurs sombres toiles pendues, je les fuyais !

Alors les AJ ont été nos Universités. Les copines et copains étudiants nous ont communiqué, à nous jeunes prolos, le capital "éveil de nous cultiver", de lire, de connaître, de comprendre et d'être nous aussi, toute notre vie des étudiants. A leur contact, pour être à leur niveau, nous surveillions notre langage, on évitait l'argot et les plaisanteries corsées des Chantiers. On lisait de nouveaux bouquins, on visitait les Châteaux, les églises même. On en venait à apprécier les feux de camps, les marches en forêts, les couchers de soleil. On améliorait notre vocabulaire ; malgré le manque de savon, on se lavait plus souvent.

Par contre, pour réparer les vélos, dans les travaux d'aménagement et de restauration de nos AJ et relais, c'était nous les manuels qui montrions aux étudiants comment s'y prendre. Pour travailler efficacement il ne suffit pas de balancer sa pioche très haut et d'être fatigué. Il faut produire du rendement, piocher le fond de la taille, pousser sa pelle du genou et de tout le corps.

Puis, par le travail manuel quotidien, le contact avec les matériaux, et les difficultés techniques surmontées, nous étions plus pratiques, plus concrets, qu'eux. Notre dure existence nous avait mûri avant l'âge, apporté une certaine avance de maturité.

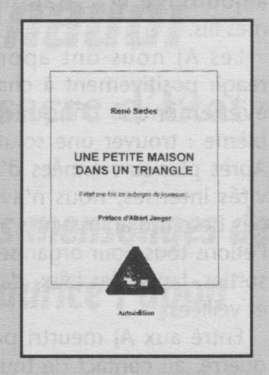
Quant à eux, vivant dans les livres, habitués à brasser des idées, ils se perdaient parfois en grandes théories un peu farfelues, là-haut dans les nuages d'où, avec nos pieds bien sur terre, nous les ramenions ici-bas. Car à côté de la culture bourgeoise surévaluée, n'existe-t-il pas aussi une importante et très vieille culture populaire, ouvrière et paysanne !

Etre parmi les "Lions" (1) n'était pas du tout lié à l'origine sociale, il fallait être "dynamique", être prêt à marcher longtemps, savoir chanter, lancer les jeux, faire rire les autres, être copain avec tous. Les AJ nous ont aussi apporté un "don du contact". Elles nous ont entraînés à nous lier aux gens, même les fermés et bloqués ! à briser la glace et discuter avec tout homme rencontré, lui poser des questions pour savoir ce qu'il a dans la tête et le comparer avec nos idées. Ces innombrables discussions et entretiens ont été la base de nos connaissances.

Les Auberges nous ont initiés aussi à des loisirs bourgeois à l'époque. Quand en 1947, prolo nantais vivant à 800 km des Alpes, je suis parti au ski avec des Ajistes, en stage U.N.C.M. (U.C.P.A. maintenant (2)), j'ai découvert un sport que j'ai pratiqué toute ma vie et encore

UNE PETITE MAISON DANS UN TRIANGLE IL ETAIT UNE FOIS LES AUBERGES DE JEUNESSE

par René Sedes



Il est des mémoires vivantes qui méritent de ne pas se perdre.

René Sedes fait partie de celles-là. Le lecteur désireux de plonger dans un récit plein de nostalgie certes, mais bourré d'humour ne doit pas rater l'occasion.

L'auteur nous ramène au tout début des années 50 et nous fait suivre sa découverte du mouvement des auberges de jeunesse.

En fait, tout commence au début du siècle. Les jeunes citadins allemands cherchent à fuir les logis insalubres et les pollutions des grandes concentrations industrielles. Ils vont parcourir la campagne et retrouver la nature. Au cours de l'été 1907, un instituteur, Richard Schirmann, leur propose un hébergement dans son école. Le mouvement est lancé. En 1911 ouvre la première *jugendherberge*, qui accueille en permanence les jeunes de passage. L'initiative s'étendra à l'Europe centrale aux lendemains de la première guerre mondiale. Une rencontre a lieu en France en 1929 qui lance l'idée des auberges de jeunesse qui vivront un premier essor sous l'impulsion du Front Populaire. Les choses s'intensifieront à la libération. Bien sûr deux mouvances s'opposent, celle plus confessionnelle et celle qui se revendique de la laïcité (Centre Laïque des Auberges de Jeunesse ou CLAJ).

C'est dans cette dernière où l'on retrouve René Sedes alors jeune adulte, qui adhère avec enthousiasme à cette possibilité non seulement de voyager de façon économique mais aussi de se retrouver avec d'autres jeunes. L'ajisme est alors le support d'une socialisation hors du commun : *"la rigueur des principes, comme l'esprit de solidarité, l'égalitarisme ambiant et le sens de l'effort au bénéfice de tous ne pouvaient vraiment pas cohabiter avec l'égoïsme, les théories molles et les comportements intéressés"* (p. 45-46).

Le CLAJ des années 50, c'est d'abord la mixité s'appuyant sur une stricte égalité entre les sexes (tout le monde met la main à la pâte quand il s'agit de cuisine, de vaisselle ou de ménage).

C'est aussi un internationalisme qui prône l'ouverture au monde entier sans discrimination ni particularisme.

C'est encore la laïcité qui rejette tout prosélytisme religieux ou politique. Et de ce côté, la vigilance sera bien nécessaire tant un tel vivier de jeunes constitue alors un appât bien tentant pour tous les partis de gauche ou d'extrême-gauche. L'auteur nous fait revivre avec un humour ravageur les débats interminables qui animent les repas et les soirées : *"poussée par les nécessités de la vaisselle, la discussion-meeting se termina et la révolution, en raison de ces basses contingences ménagères, fut reportée à plus tard"*. Au moment d'intégrer le dortoir *"la Révolution se remit en marche de plus belle en développant ses volutes sanglantes et héroïques, mais vaincue par le froid et finalement terrassée par les ronflements des uns et des autres, toute universelle et inévitable qu'elle paraissait être, elle s'assoupit en roulant autour d'elle son drapeau rouge et noir"* (p. 27-28). Le lecteur ne ratera pas l'épisode du meeting de *"l'appel de Stokholm"* où l'auteur manque de se faire lyncher en raison de sa discrétion et de son refus de se lever au pas de l'oie quand la foule applaudit à tout rompre. Preuve s'il en est de la difficulté à l'époque de résister à la pression stalinienne.

Autre principe essentiel de l'ajisme, celui de la gestion directe pratiquée par les adhérents eux-mêmes. L'esprit démocratique se retrouve alors jusque dans l'élection des organes dirigeants qui sont entièrement renouvelés à chaque congrès : *"il n'y avait pas la moindre trace de complaisance vis-à-vis des responsables à qui on accordait qu'une confiance dûment encadrée par le contrôle et la vérification."* (p. 97)

Un livre à recommander et qu'on lit avec beaucoup de plaisir en suivant l'itinéraire de cette jeunesse qui trouva dans l'ajisme *"un monde nouveau sans hiérarchie, une liberté sans désordre et sans licence, la considération des autres, une entraide dépourvue de calculs, un désintéressement certain."*

Jacques Trémintin

Autoédition, 13 rue de Chatillon, 92170 Vances, 1998, 120 p., 150 F (+ 25 F de port).

aujourd'hui et... transmis à mes fils.

Les AJ nous ont appris à réagir positivement à chaque événement, à chaque problème : trouver une solution. Après plusieurs années d'activités intenses, nous n'avions pas besoin d'animateurs, nous l'étions tous pour organiser les sorties, lancer les jeux, danses et veillées.

Entré aux AJ meurtri par la guerre, au contact de tous les courants d'idées qui y bouillonnaient, je suis devenu pacifiste militant. Mais j'ai réalisé que ce n'était pas en restant travailler 55 heures à l'usine, sortant fatigué pour un très court week-end, que je lutterai efficacement pour mon idéal. Comme mon père, j'allais finir usé, comme les vieux compagnons qui, après leur 50 années de boite, avaient donné leur vie au patron !

Je voulais autre chose, lutter contre la misère, apprendre, vivre ma vie, une vie permanente d'Ajiste. J'ai donc décidé de quitter Nantes, l'usine, les copains, ma famille, de partir sur les routes, courir le monde, découvrir les pays. Comme d'autres ajistes : Pierre Martin et Pierrot Rasquier, j'ai rejoint les chantiers du Service Civil International. Je ne savais pas que j'allais aussi faire le Tour du Monde !

Le SCI ce sont des Chantiers Internationaux en France et dans le monde où des hommes et des femmes de toutes classes, nationalités, religions, travaillent bénévolement pour aider des communautés dans le besoin : réfugiés, sinistrés, mal-logés. Le SCI, fondé par un Suisse Pierre Ceresole en 1920, est maintenant implanté dans toute l'Europe et dans quelques pays d'Afrique et d'Asie. Ce travail manuel de solidarité créé en même temps parmi nous et autour de nous, un esprit de tolérance, de compréhension et de paix.

Georges Douart
dit Doudou

(1) Lions : les meneurs.
(2) U.N.C.M. : Union Nationale des Centres de Montagnes. U.C.P.A. : Union des Centres de Plein Air.

Parisiens dans les montagnes

J'ai également participé, à la sortie de la guerre, à l'expérience des caravanes ouvrières promues par le MLAJ. J'étais rentré aux AJ vers août 1944, dans le club qui s'appelait à l'époque Paris-Sud. Son succès l'a obligé très rapidement à se fractionner en plusieurs, dont celui où j'étais à l'époque des caravanes : Paris-Gobelins. Le contexte de l'époque, on le connaît. La fin de la guerre amène les jeunes vers la nature, ils ont en même temps un grand besoin de culture populaire. Dans le secteur sud de Paris on ajoutait que l'on ne pouvait pas profiter bêtement de la nature sans se donner les moyens de l'explorer. Donc, en même temps, il fallait être citoyen responsable et on participait aux grandes luttes ouvrières de l'époque qui étaient : le premier mai, la durée des congés (on avait quinze jours), la durée du temps de travail (on travaillait cinquante quatre heures), la facilité des moyens de transport, etc, etc.

Des idées aux actions

A Gobelins, où il y avait un grand bouillonnement du fait de toutes les tendances politiques qui se côtoyaient en toute amitié (trotskystes, anars, anarchosyndicalistes, etc.) les discussions étaient vives mais pédagogiques. Personne ne proposait la carte du parti à la sortie de la réunion, pas de prosélytisme mais pas non plus "bronzé idiot". Tout cela pour dire que nous étions bien motivés pour rendre par une action concrète les idées que nous agitions. Les caravanes ouvrières étaient une très bonne concrétisation de notre envie de faire des actions avec la classe ouvrière dont évidemment nous étions tous issus.

Avec Fernand Lacaf à St Martin de Belleville

La première, je l'ai encadrée avec le responsable de l'époque, Fernand Lacaf. Elle se passait en hiver à St-Martin de Belleville (1945) : premier pas vers le ski pour nous et les encadrés. Ceux-ci étaient des éléments de choix, puisque c'étaient les jeunes de l'Ecole Normale, futurs instituteurs. St-Martin de Belleville était à l'époque un hameau perdu et l'auberge de jeunesse extrêmement frustre comme tout le village, sans eau, sans électricité. Pour nous laver on descendait sur la place du village et on cassait la glace de l'abreuvoir... Pour le grand plaisir des yeux des gens du village, car nous avions plus de 50% de filles.

Les veillées autour des lampes à carbure se donnent en spectacle

Tous les matins, on prenait nos skis sur l'épaule et on allait grimper sur tous les monts autour du village pour effectuer... tous nos premières descentes. Le soir, on avait veillée autour des lampes à carbure, avec danses folklo, chant choral, etc. Cela ne marchait pas trop mal et on décida de faire ensemble un spectacle pour le village. La seule salle était la salle paroissiale que nous prêta obligeamment le curé. Programme du spectacle : danses folklo, chant choral (Renaissance), mime du train, et même le Mouchard de Flaherty que l'on travaillait avec Roger Blin à Paris. Commentaires du curé le lendemain : vos spectateurs étaient contents mais ils ont eu un peu de mal car ils n'ont jamais pris le train et ils ont eu quelques difficultés à distinguer entre les acteurs des mimes et les accessoiristes (ceux qui amenaient les lampes à carbure pour les divers éclairages).

Le résultat de la caravane avait été excellent. Plusieurs caravaniers ont participé activement à la vie du Club ensuite. Même une s'est mariée (n'est-ce pas Fanoute), une autre est devenue (Zéau) responsable d'un groupe de marionnettes de grande réputation : les Marrottes.

Avec les blanchisseuses

La deuxième caravane était cette fois réalisée avec de vrais prolos, en été, à Aragnouet (1946), à nouveau un hameau perdu à la frontière espagnole, dans les Pyrénées centrales. Il y avait une majorité de filles blanchisseuses qui travaillaient dans une blanchisserie industrielle de la banlieue sud-ouest de la région parisienne. Nous avions été en contact avec le Comité d'entreprise de l'usine pour mettre sur pied les quinze jours de vacances d'une douzaine de participantes.

Les premiers contacts avaient été un peu difficiles. Le voyage avait été très long... Train, plus car dans la vallée d'Arreau. L'auberge de jeunesse était également avec le même nombre d'étoiles qu'à St-Martin... c'est-à-dire moins trois. J'étais cette fois responsable de la caravane et l'encadrement était assuré par une demi douzaine de copains de Paris-Gobelins.

Un affront sanglant !

Le premier soir, à l'arrivée, alors que j'étais aux prises avec la "logistique" de l'installation : dortoirs et bouffe (le père aub' avait seulement pour mission de donner la clé de la porte), on m'apprend que quatre de mes blanchisseuses (très douées) avaient vu dans le village précédent Aragnouet (Fabiau 4,5 km) qu'il y avait bal le soir. Elles étaient donc reparties pour y assister. Pour nous, très orthodoxes à l'époque, l'affront était sanglant !!! Je suis donc reparti à pied évidemment avec un copain pour récupérer les filles. On avait joué les "matons" pour les ramener. Ensuite grâce à Aline et sa douceur naturelle et ses efforts, elles se sont réintégrées à l'équipe.

Tout a été exploré

Les quinze jours suivants se sont bien passés avec notre routine habituelle : randonnées en montagne. On partait le matin avec notre casse-croûte et pour dix heures de marche. Tout a été exploré autour d'Aragnouet. Paysage exceptionnel et haut à près de 3000 mètres. Cirque de Troumouze et son lac, Pic de la Tramsayque, etc. La fatigue et les veillées du soir ont fait que les velléités d'indépendance de mes filles se sont calmées. Tout le monde a été ravi de ces vacances actives.

Le résultat ultérieur de la caravane, je ne le connais pas car les filles étaient d'une banlieue qui n'était pas dans la zone d'influence de Paris-Gobelins. Mais je crois que pendant quinze jours on leur a donné une ouverture sur le monde grâce à une nature exceptionnelle et à notre manière de vivre qu'elles n'avaient pas jusque-là soupçonnée.

Pour ces deux caravanes on a essayé de transmettre les deux idées mamelles des AJ : autogestion des loisirs et accessoirement de la vie, et la nécessité de prendre, même au plus bas niveau de la société, des responsabilités. Bon moyen pour atteindre la dignité de l'homme.

Jean Jeannin

Les leçons du procès Papon-Einaudi

Le 17 octobre 1961 a été commis à Paris un massacre d'Etat

Les cinq audiences des 4-5, 11-12 février 1999, consacrées au procès en diffamation engagé par Maurice Papon devant le tribunal correctionnel de Paris à l'encontre de Jean-Luc Einaudi - pour avoir écrit dans *"Le Monde"* du 20 mai 1998 : *"Je persiste et signe. En octobre 1961, il y eut à Paris un massacre perpétré par les forces de l'ordre agissant sous les ordres de Maurice Papon"* - ont permis de lever un sérieux coin de voile sur ce *"trou de mémoire"* de notre histoire comme l'a rappelé à l'audience l'historien Pierre Vidal-Naquet : *"Occultée, cachée, étouffée, cette journée est portée disparue dans l'histoire de France"* (1). En fonction des pièces déposées - dont le rapport Mandelkern (2) - et des témoins entendus - victimes algériennes, policiers, appelés du contingent, journalistes, sans omettre Pierre Mesmer alors ministre des Armées - et quel que soit le verdict prévu pour le 26 mars*, on peut tirer de ces débats les enseignements suivants.

Mise en place d'une politique d'apartheid anti-algérien

A partir de mars 1958, arrivée de M. Papon a la tête de la préfecture de police de Paris, la répression contre le FLN se transforme de plus en plus en une répression collective visant l'ensemble d'une communauté humaine alors que les *"français musulmans d'Algérie"* sont officiellement des citoyens français. Rafles au faciès, racket lors des descentes dans le bidonville de Nanterre ou les hôtels garnis de la Goutte d'Or, ouverture du Camp d'Identification de Vincennes, banalisation des violences avec la pratique des *"comités d'accueil"* - à la sortie des fourgons des Algériens appréhendés passent entre deux haies de policiers qui les matraquent à coups de *"bidules"* -, généralisation des pratiques criminelles comme la tortue - notamment de la part de la Force de Police Auxiliaire composée de harkis -, noyades dans la Seine et les canaux adjacents.

Le FLN fait monter la pression

Au sein du mouvement nationaliste algérien, le FLN a réussi à éliminer, politiquement et physiquement, son rival plus ancien, le Mouvement Nationaliste Algérien de Messali Hadj. Organisé de façon très cloisonnée et très hiérarchisée, il procède à un quadrillage serré de la population algérienne qui facilite la collecte de l'impôt révolutionnaire - avec menaces physiques pouvant aller jusqu'à la mort au besoin -, lequel constitue 80 % des ressources financières du Gouvernement Provisoire de la Révolution Algérienne basé à Tunis. Pour tenter de déstabiliser les pouvoirs publics, il procède à une politique d'attentats visant les policiers : ne devant concerner initialement que ceux reconnus coupables d'exactions commises envers les Algériens, tout ce qui porte képi deviendra en fait une cible potentielle. 60 d'entre eux seront abattus entre 1958 et 1961 dont 11 au cours du seul été 1961.

M. Papon chauffe à blanc les policiers

Note du 5 septembre 1961 adressée à Chaix, chef du service des affaires algériennes : *"les membres des groupes de choc pris en flagrant crime doivent être abattus sur place"*, ce qui équivaut à un véritable permis de tuer. Le 2 octobre, il lance lors des obsèques d'un policier tué : *"pour un coup reçu, nous en porterons dix"*. Traduction implicite : pour un policier tué, tuez dix Algériens.

La manifestation du 17 octobre

Le 5 octobre, M. Papon établit un couvre-feu visant l'ensemble de la population musulmane originaire d'Algérie. La riposte à une telle mesure, manifestement anticonstitutionnelle et raciste, sera la manifestation du 17 octobre qui va être l'objet d'une double manipulation. Manipulation d'abord par la Fédération Française du FLN, qui aurait dû mesurer les risques de dérapage compte tenu de la tension existante à la suite des attentats commis contre les policiers, et qui va organiser une manifestation de masse - hommes, femmes et enfants - et pacifique - *"pas un canif, pas même une lime à ongle"* - dans le but d'opérer un double coup politique : impressionner le gouvernement français compte tenu des négociations en cours ; affirmer son poids vis-à-vis du GPRA dans le cadre de la lutte pour le pouvoir dans l'Algérie indépendante à venir. Manipulation ensuite des forces de l'ordre par la préfecture de police, convaincues qu'elles vont trouver devant elles des manifestants violents et armés, et confortées par le faux bruit qui courut dès le début des opérations sur les ondes de "Radio-Préfecture" - *"5 policiers tués par des nord-africains"* - destiné à faire monter la haine et la colère.

Résultat : un déchaînement de violences qui va se prolonger plusieurs jours et plusieurs nuits, notamment au Palais des Sports et au Centre d'Identification de Vincennes, et qui va déboucher sur un véritable massacre, une *"chasse au rat"*, sans que la hiérarchie policière n'intervienne en contrepoint. Bilan : 3 morts pour Maurice Papon, qui en reconnaîtra à l'audience *"une trentaine, à vue de nez..."* ; 34 pour le rapport Mandelkern ; 200 au moins pour le FLN ; entre 2 et 300 pour JL Einaudi et C. Melnik, conseiller technique pour les affaires de police et de sécurité auprès du 1er Ministre, Michel Debré, et peu suspect de complaisance envers les Algériens.

Les mensonges de Maurice Papon

"Les cadres du FLN étaient armés, ont ouvert le feu sur les policiers qui ont dû riposter" : 11 500 manifestants ont été arrêtés et on n'a pas trouvé une seule arme sur eux ; le bilan officiel ne fait état d'aucun policier blessé par une arme quelconque.

"Des consignes de calme ont été diffusées et les manifestants "mis à l'abri" dans les cars de police" : c'est à coup de bidules et de crosses qu'ils ont été accueillis ; à l'arrivée : crânes éclatés, strangulations, noyades.

"C'est un règlement de comptes entre FLN et MNA" : en 1961 le MNA n'existait pratiquement plus en Ile-de-France. *"Les photos d'Elie Kagan, c'est un montage ; avec la science de l'image on fait ce qu'on veut"* : en 1999 peut être, mais en 1961... Et outre des témoins qui ont vu Kagan sur les lieux, d'autres photographes étaient présents (*"Paris-Match"*, *"L'Humanité"*).

"Les témoins des violences alléguées auraient pu et dû se manifester" : certains l'ont fait, mais ont été soit menacés soit censurés comme Jacques Panigel avec son film *"Octobre à Paris"*.

L'opinion publique

C'est la chape de plomb officielle d'un pays qui vit dans une ambiance de guerre ; c'est la politique du black-out. Les journaux, sur lesquels le gouvernement dispose de gros moyens de pression, s'en tiennent pour la plupart à la version officielle, ou pratiquent l'autocensure à cause des saisies à répétition (15 par exemple pour *"France-Observateur"*). Comme il n'y a que quelques images rassurantes à la télévision d'Etat, les gens refusent de croire les témoignages. Pour eux il ne s'agit de toute façon que de *"bougnoules"* car la triste réalité d'alors c'est que *"la vie d'un Algérien ne vaut pas*

celle d'un Français". La gauche n'a rien fait de peur d'être assimilée à l'ennemi. Il n'y a pas eu une heure de grève. La solidarité fut l'œuvre de gestes minoritaires.

La responsabilité de l'Etat

M. Papon est certes en première ligne. C'est lui qui met en place le dispositif de répression et supervise la manœuvre depuis la salle de commandes de la préfecture de police. Il a peut-être été dépassé par les ultras mais c'est lui qui allume la mèche. Dès lors il suffisait de laisser faire, ce qui constituait pour les policiers l'ordre implicite d'agir comme ils l'entendaient. En outre, il a couvert : pas de sanctions, pas de commission d'enquête.

Mais c'est là que le gouvernement prend le relais. Papon est responsable - et il y a continuité avec l'action qu'il a menée à Bordeaux entre 1942 et 1944, visant cette fois-là des juifs - mais pas seul responsable. Pierre Messmer est venu le rappeler à l'audience : *"La responsabilité d'interdire la manifestation a été prise par le Ministère de l'Intérieur, c'est-à-dire par le gouvernement... Il n'y a pas eu de massacre... Il n'y a pas eu de critique au sein du gouvernement à propos des suites de cette manifestation."* Interrogé sur la fameuse note du 5 septembre, véritable permis de tuer digne d'une dictature, Papon a répliqué : *"J'ai signé mais je n'en suis pas le concepteur. C'est une mesure décidée en haut lieu. Cela venait d'une autorité supérieure."* La consigne du Général de Gaulle, président de la République, était claire : *"Tenir Paris"*, et ce par tous les moyens. Il a d'ailleurs félicité Papon pour *"n'avoir jamais cessé d'être à la hauteur dans les circonstances les plus diverses et les plus difficiles"*. Papon était en service commandé. C'est la logique d'Etat qui est en jeu. Le procureur ayant reconnu qu'il y avait bien eu *"massacre... étant donné le nombre important de morts... et d'autant qu'il a eu des violences à froid"*, il s'agit bien d'un massacre d'Etat qui a été occulté au nom de la Raison d'Etat.

Certes il reste encore des zones d'ombre, notamment le chiffre des morts : 34, 100, 200, 300 ? Mais là aussi à qui la faute ? JL Einaudi n'a pu avoir accès aux archives d'Etat et le rapport Mandelkern s'étonne des trous considérables qu'il y a constaté : manquent à l'appel le Service des Affaires Algériennes, les rapports des brigades fluviales, le rapport du préfet de police au Premier Ministre et au Président de la République. Bref, l'essentiel !

N'hésitant pas, elle, à commettre une entorse à son devoir de réserve et à dénoncer la censure, Brigitte Lainé, conservateur aux archives de Paris, est venue rappeler qu'il y avait aux archives judiciaires pour la période considérée 103 dossiers d'instruction concernant 130 personnes et, citant le réquisitoire définitif du Parquet en date du 30 octobre 1961 relatif à la mort de 63 Algériens, elle précise : *"Dès le mois de septembre, il y a une constante dans la mise à mort : une majorité de noyés, retrouvés dans la Seine ou les canaux parisiens, les mains liées, ou avec des traces de strangulation ou de balles."*

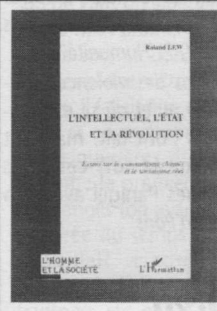
L'histoire complète d'octobre 61 reste encore à écrire, mais où étaient les historiens jusqu'à présent ? Comme à Bordeaux avec Michel Slitinsky, il a fallu qu'un citoyen, un militant, J.-L. Einaudi en l'occurrence, se lève pour permettre l'émergence d'une vérité que tout contribuait à occulter : *"Tout le monde est un youpin, tout le monde est un bicot."*

J.-J. Gandini
le 4 mars 1999

* Le tribunal correctionnel de Paris a jugé que l'ancien préfet de police ne peut contester à Jean-Luc Einaudi le droit de qualifier de "massacre" la manifestation du 17 octobre 1961. La justice reconnaît ainsi que la raison d'Etat a occulté la vérité sur cette journée noire.

(1) Daniel Mayer en décembre 1961 en parlera comme du *"jour de notre honte"*.

(2) Conseiller d'Etat chargé par le Premier Ministre d'enquêter sur les *"événements"* du 17 octobre 1961, à la suite du choc causé dans l'opinion publique par les révélations de JL Einaudi lors de son témoignage le 16 octobre 1997 devant la Cour d'Assises de Bordeaux où M. Papon était poursuivi pour *"complicité de crimes contre l'humanité"*. Dans son rapport déposé en mai 1998, il a conclu à une répression très dure et chiffre à 34 le nombre de victimes, soit dix fois plus que la version officielle.



L'INTELLECTUEL, L'ETAT ET LA REVOLUTION

par Roland Lew

D'emblée, Roland Lew, l'auteur de *"L'intellectuel, l'Etat et la révolution"* (1) nous prévient : *"Le socialisme réel est moribond. Il survit en Chine, ce qui représente tout de même un petit quart de l'humanité. Mais il s'agit plus d'une survie apparente qu'effective."*

Le constat posé, il va chercher à analyser et comprendre la signification sociale et politique de ce socialisme réel à la sauce chinoise à travers une série d'essais denses et documentés, étalés dans le temps, ce qui explique une certaine évolution de sa pensée. C'est ainsi qu'évoquant l'entrée de la Chine dans la modernité au début du siècle, il minimise, au départ, l'apport de l'anarchisme, qui sera pourtant le premier à s'attaquer de front à l'ordre confucéen, ce fondement de despotisme dans la famille et dans l'Etat, en brandissant l'étendard de l'égalité, seule capable d'apporter la libération de tous les individus. Mais en fin de parcours il révisera sa position, reconnaissant que l'anarchisme a formé *"jusqu'au début des années 20 le terreau nourricier d'où sortiront les radicalisations ultérieures"* (2).

La principale, pour lui, de ces radicalisations, c'est la création en 1921 du parti communiste, auréolé par le succès en 1917 de la révolution bolchévique. Mais comment faire la révolution selon un schéma marxiste dans une Chine avec une classe ouvrière lilliputienne noyée dans un océan paysan ? Les tentatives d'insurrection urbaines à Canton et à Shanghaï, selon les directives de Staline et du Komintern, s'étant soldées en 1927 par un sanglant échec, il a fallu trouver une autre force sur laquelle s'appuyer pour la conquête du pouvoir. Et cette force, c'est Mao Zedong (3), alors minoritaire au sein de son parti, qui va la trouver en la personne justement de la paysannerie, certes tournées vers le passé, mais représentant une masse "malléable" qui, encadrée par le parti, permettra à ce dernier de faire aboutir son projet de société.

Et l'invasion japonaise (4) va l'aider à mobiliser cette paysannerie en parant son discours d'un vernis nationaliste : *"la défense du sol de la patrie"*. La Chine sera considérée comme un peuple-classe, la libération nationale prenant ainsi le pas sur la libération sociale, et la paysannerie sera utilisée comme simple instrument de bouleversement de la société, et non comme sujet actif et conscient. Ce privilège est réservé au parti-Etat dont les cadres, notamment des intellectuels ayant abandonné leur nature critique pour se remodeler en militants disciplinés (5) vont être chargés de la mise en place de ce projet modernisateur d'industrialisation urbaine censé représenter *"le socialisme réel en acte"*.

Mais les premières réformes engagées et les succès économiques initiaux ne peuvent cacher longtemps la réalité d'un parti autonomisé par rapport aux "masses" et qui, par substitutisme en cascade, va déboucher sur une dictature sans partage de Mao Zedong. Où est passé le rêve d'émancipation sociale ? Deng Xiaoping, à son tour, va *"tout changer pour ne rien changer"* : l'important, quelles que soient les évolutions et les mutations, c'est que le parti communiste garde le pouvoir, reste le maître du pays.

Et l'auteur de conclure : *"L'auto-émancipation sociale n'était pas au rendez-vous"*. Jusqu'à quand ?...

J.-J. Gandini

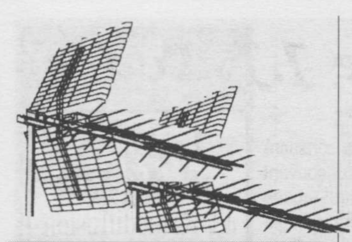
(1) "L'intellectuel, l'Etat et la révolution", éditions l'Harmattan, 1997, 350 p., 160 F.

(2) Annexe 1, opus cité. Voir à ce sujet : J.-J. Gandini "Aux sources de la révolution chinoise : les anarchistes" Atelier de Création Libertaire, Lyon 1986 ; Arif Dirlik "The origins of chinese communism", Oxford University Press, USA, 1989 ; Arif Dirlik "Anarchism in the chinese revolution" University of California Press, USA, 1991.

(3) lequel doit beaucoup à son mentor, Li Dazhao, qu'il a occulté : Li était en 1919 son supérieur direct à la Bibliothèque de l'Université de Pékin et c'est lui qui dès 1926 va développer le concept de "nation prolétaire" et se tourner vers la paysannerie ; mais étranglé en avril 1927 à Pékin par les sbires du seigneur de la guerre, Zhang Zuolin, il n'aura pas le temps de faire de l'ombre à Mao...

(4) en Mandchourie d'abord en 1931, puis sur tout le territoire chinois en 1937.

(5) selon un mécanisme finement démonté par Guilhem Fabre dans sa "Genèse du pouvoir et de l'opposition en Chine", L'Harmattan 1990.



CHRONIQUE DE LA DESINFORMATION

Jean-Jacques Ledos

DETOURNEMENT DE TEXTE

Citer un texte hors de son environnement est un procédé courant de manipulation.

Le commentaire d'un documentaire consacré à l'antisémitisme citait récemment une phrase attribuée à Paul Léautaud dans son *"Journal littéraire"* à la Libération : *« les juifs reviennent... »* On croyait savoir que le chroniqueur sarcastique n'avait pas d'opinions politiques, ce qui suffirait à le classer à droite, donc à admettre la possibilité du dérapage. Vérification faite, il s'agit de la citation par Léautaud d'une réflexion d'un collaborateur fuyant la France (26 septembre 1946).

On a beaucoup évoqué dans cette émission l'affaire Dreyfus*. Eh bien, justement, Léautaud en parle de *l'"Affaire"*. Pour dénoncer *l'"antidreyfusard"* Paul Valéry, lui-même affirmant à plusieurs reprises son engagement dreyfusard.

A quand la création d'un *"observatoire de la désinformation"* ? ❑

* "Histoire d'une droite extrême" sur "Arte", le 17 février 1999.

BABILLAGES

Entrer dans le cercle des personnalités médiatiques, c'est accepter (souvent avec empressement) non de se livrer mais de devoir avoir une opinion sur tout et n'importe quoi (surtout n'importe quoi), voire de jouer les guides d'opinion sinon les oracles. Au risque du ridicule ?

Pierre Bouteiller qui sait *"faire un plateau"* pour son émission sur France-Inter chaque matin, a confronté, récemment deux grands comédiens : Fabrice Lucchini et Daniel Cohn-Bendit.

Le premier est un de ces acteurs qui réussissent à faire oublier par leur talent l'auteur dont ils interprètent l'œuvre. Le second, dont le talent n'est pas inférieur dans un genre différent, assume, au nom du débat, revendiqué, toutes les contradictions. L'animateur les cuisine. C'est son rôle. Mais au nom de quelle certitude, si ce n'est de ses propres insuffisances, l'un des intervenants peut-il affirmer qu'il ne croit plus en l'homme. ? ❑

L'UTOPIE DÉFAILLANTE

Il faut s'y résoudre, *"Internet"* n'est plus l'espace de communication libre qu'on croyait, *"Big Brother"* veille.

Le site *"Les chroniques du menteur"* a fermé pendant un mois pour protester contre la condamnation à une lourde amende qui a frappé un autre site contestataire *"www.altern.org"*.

Cette suspension est discutable. Ne vaut-il pas mieux développer des capillarités de rechange afin de développer une nouvelle forme de *"samizdat"**. ❑

[*"Alternatives non-violentes"* (BP 27, 13122 Ventabren) a publié un numéro (108) consacré à la désobéissance civile.]

* Textes contestataires polycopiés qui circulaient sous le manteau en Union Soviétique.

MAUVAISE FOI

L'observation des contradictions entre les affirmations doctrinales et les comportements réels ne manque jamais d'intérêt. Du ministre hyper-libéral, solliciteur de subventions, Alain Madelin aux gros agriculteurs qui attendent avec impatience le versement des *"compensations"* pour acheter une Mercedes neuve, le catalogue est riche.

A un comédien qui regrettait l'époque où ses collègues soviétiques mensualisés prenaient le temps de répéter une pièce ou de tourner un film, l'animateur, Pierre Bouteiller posait la question : *« qui payait ? le contribuable ? »*

Question posée à propos des interventions de l'État en régime libéral dont les plus acharnés partisans sont les plus ardents solliciteurs. ❑

L'ENFER COMME RÉGULATEUR SOCIAL

Daniel Mermet a diffusé, à la fin du mois de février, une série de reportages sur l'univers carcéral aux États-Unis.

On aurait pu croire à une fiction sur l'enfer, mais un enfer organisé scientifiquement et hygiéniquement. Un dépotoir pour tous ceux qui n'ont pas rencontré le rêve américain. Le raffinement aseptisé est une forme perfectionnée d'humiliations, et de cruauté. Des agences touristiques organisent des visites guidées à l'occasion desquelles les *"bons américains"* admirent un système qui les protège si bien.

Le système libéral américain y trouve son compte. On construit des prisons. C'est bon pour les entreprises du bâtiment et, par extension, pour les actionnaires. Le calcul du nombre des chômeurs les oublie. Bon pour les statistiques. Le personnel pénitentiaire affiche sa bonne conscience : il fait son devoir. Décidément, le *"Meilleur des Mondes"* se précise. ❑

SUJET DE DISSERTATION

Certains observateurs des médias assuraient naguère que *"l'information prospère quand le pouvoir est modeste et qu'elle s'atrophie quand le pouvoir croît."* Il s'agissait, dans ces années-là, de dénoncer l'usage discrétionnaire qu'en faisaient certains gouvernements, d'ailleurs nombreux.

La démocratie libérale, après avoir fait reculer l'État, a conquis le contrôle des grands médias et installé ce pouvoir envahissant dans cet espace économique, que constitue la publicité.

Ce peut être une réponse à tous ceux qui s'interrogent sur la fiabilité de l'information qu'on leur livre. Mais comme ce sont des sondages qui l'affirment, c'est peut-être une manipulation ! ❑

ACTUALITÉ D'UN TEXTE ANCIEN

« Le métier d'amuseur est recherché et bien payé, et, dans le fond, secrètement méprisé. Que dire de ces plats journaux hebdomadaires, ornés d'images, où tous les arts et toutes les sciences sont mis à la portée du regard le plus distrait ? Voyages, radium, aéroplanes, politique, économique, médecine, biologie, on y cueille de tout ; et les auteurs ont enlevé toutes les épines. Ce maigre plaisir ennuie ; il donne un dégoût des choses de l'esprit, qui sont sévères d'abord, mais délicieuses ; [...] J'ai entendu raconter qu'un enfant trop aimé, qui avait reçu un théâtre de Guignol pour ses étrennes, s'installait à l'orchestre comme un vieil abonné [...] A ce régime, la pensée s'engraisse. J'aime mieux une pensée maigre, qui chasse son gibier... »

(Alain : *"Propos sur l'éducation"*, 1932).

La télévision a pris la place du théâtre de Guignol. ❑

POUR UN PLAT DE LENTILLES ?

« Petit-fils de cégétiste, fils d'un militant de la SFIO et neveu d'un des fondateurs de Force ouvrière, le patron d'Air France a conquis les marché boursiers... »

Tel est le portrait que *"Le Monde"* dressait en février dernier de Jean-Cyril Spinetta, Président de cette société qui fut un emblème de la qualité France.

Renoncer à ses engagements généreux et enrichir les riches sera-t-il bientôt à classer dans les *"services rendus à la Nation"* qui méritent une décoration ? ❑

PATRIMOINE NATIONAL

La Bibliothèque Nationale de France - François Mitterrand a fait l'objet d'un tir groupé : 7 milliards de francs pour un *"machin"* qui ne marche pas. La dernière affirmation était prématurée. L'ensemble, réalisé en moins de dix ans, constitue, à présent, un instrument de culture donc d'humanisme auquel on peut prévoir un usage, fût-ce conservatoire, de plusieurs siècles.

Le porte-avions *"Charles de Gaulle"*, encore inachevé, a déjà coûté près de 20 milliards. Dès sa première sortie, ses aventures évoquent le roman de Flaubert *"Bouvard et Pécuchet"*. dont les héros réussissaient...leurs échecs programmés. Conçu, il y a plus de dix ans, ce nouveau fleuron de la *"Royale"* est dépassé par les nouvelles stratégies sinon par une absence souhaitée de conflits d'envergure. Sa durée de survie n'excédera pas, au mieux, deux ou trois décennies dans des rôles de figuration sous commandement étranger.

L'État est heureusement présent pour assurer la prospérité des entreprises libérales. ❑

COURTOISE BARBARIE

Au drame de la peine de mort, vécu sans états d'âme, les services pénitentiaires des États-Unis ajoutent le raffinement psychologique. Le condamné est invité à choisir sa

peine sur catalogue. Sans possibilité d'essai avant l'acte, toutefois.

Un condamné allemand a récemment choisi au hasard d'être exécuté par un gaz toxique. Son dernier souffle a duré dix-huit minutes. Le docteur Guillotin avait proposé un moyen d'abréger les souffrances du supplicié. On l'a heureusement abandonné au nom d'une certaine conception de la civilisation. ❑

FOLAMOURS AMATEURS

La superpuissance mondialisée par les complicités de l'économie, fut-elle de *"casino"*, mondialisée, ne serait-elle qu'un colosse aux pieds d'argile On connaît historiquement les risques d'un krach boursier. Toute la gestion des affaires passe par la mémoire et les possibilités de calcul des ordinateurs. Cette belle organisation est à la merci - faut-il en craindre les effets ou s'en réjouir ? - d'un petit malin qui réussira, sans sortir de chez lui, à infiltrer *"en ligne"* dans les ordinateurs un virus dont on pourra plus arrêter la progression. Les *"hackers"* ne resteront peut-être pas des virtuoses inoffensifs. ! On imagine les dégâts dans les ordinateurs de Wall Street et les réseaux *"mondialisés"*.

Ce pourrait n'être que la trame d'un roman de science-fiction dont on saluerait l'imagination de l'auteur ! Il semble bien que les craintes des *"responsables"* évaluent des risques beaucoup plus graves : la réalité a déjà rejoint l'anticipation.

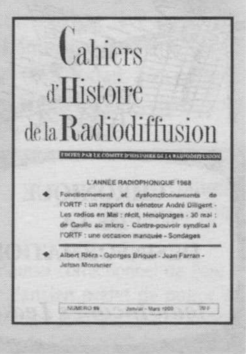
David sera-t-il encore plus malin que Goliath ? ❑

DÉFAITE DE L'INFO

Parmi les vaincus de l'opération de l'OTAN en Yougoslavie, il faudra sans doute compter les médias. Non que les journalistes n'aient tenté d'être présents. Le reportage devient de plus en plus un métier de transmetteur de message délivré de manière autoritaire. Sans doute, l'état de guerre justifie-t-il le contrôle de l'information. Ce n'est pas nouveau mais les lecteurs, auditeurs ou téléspectateurs qui constituent la clientèle des médias, sceptiques se posent de plus en plus la question *"qui dit quoi à qui, avec quelle intentions ?"* De la censure aux manipulations lors du montage des sujets, le citoyen a du mal à discerner la vérité. Il n'est pas certain que les bonnes causes s'en trouvent justifiées. ❑

Les notes de lecture de J.J. Ledos

Les "CAHIERS D'HISTOIRE DE LA RADIODIFFUSION"

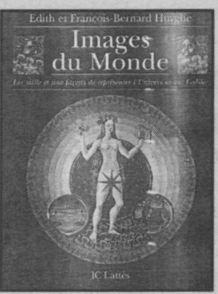


Les "CAHIERS D'HISTOIRE DE LA RADIODIFFUSION" * publient un numéro consacré aux événements de Mai 1968 dont l'organisme public de radiotélévision, l'ORTF, fut souvent l'épicentre. Bien que l'évocation de l'information - l'une des cibles des opposants au régime gaulliste de l'époque - en soit le sujet principal, elle comporte, en outre, une chronologie générale des événements ainsi qu'un regard en arrière sur la volonté de changement d'une société bloquée. Les reniements de certains des acteurs de cette époque ne doivent pas faire oublier l'enthousiasme de ce rite d'un nouveau printemps.

"La France s'ennuie" écrivait en avril 68, l'éditorialiste du *"Monde"*, Pierre Viansson-Ponté. Un mois après, on ne s'ennuyait plus. Trente ans plus tard, la France s'inquiète mais peu de français ont le souci de l'exprimer.

* N° 59, janvier-mars 1999, 70 F (20, rue du Cardinal-Lemoine, 75005, Paris).

LES IMAGES DU MONDE
ou les mille et une façons de représenter l'Univers avant Galilée
par Édith et François-Bernard Huyghe.*



Aussi loin dans le passé que remonte l'observation du monde qui les entoure, les hommes ont tenté d'en expliquer les mécanismes, voire les origines et le devenir. L'ésotérisme proposait des modèles et fournissait aux Pouvoirs l'instrument d'un prétendu savoir réservé aux initiés. Les religions, au nom des vérités révélées, c'est-à-dire non démontrées, imposaient comme doctrines indiscutables l'ordre et la volonté des dieux.

Dans *"Les Images du Monde"*, les auteurs explorent "cent systèmes cosmologiques" imaginés dès l'origine de l'écriture, en Mésopotamie jusqu'à la réhabilitation d'une démarche intellectuelle rationnelle, au XVIe siècle.

Chacun des grands systèmes philosophico/théologiques - égyptien, bouddhiste, chinois, biblique, pré-socratique, grec - a produit son modèle. L'intuition guide souvent une imagination que les moyens techniques insuffisants ne permettent pas de vérifier. Le christianisme, en censurant toute démarche qui ne servait pas son projet - assurer de manière autoritaire la promotion de son imaginaire - a, au minimum, tari un gisement poétique, au pire, bloqué le développement d'une explication rationnelle du monde. On doit aux savants arabes d'avoir restauré, dès les premiers siècles de l'Hégire, la pensée aristotélicienne qui fonde, dès le XIIe siècle, la Renaissance historique, celle des idées.

On pourrait ne lire *"Images du monde"* que comme un roman de science-fiction. L'intérêt se renouvelle lorsqu'on y (re)découvre, de l'Antiquité à Galilée, la richesse de l'histoire des idées telle qu'on ne l'enseigne qu'à des niveaux très spécialisés de l'Université.

* Éditions JC Lattès, 129 F.

HISTOIRE DES MOYENS DE TÉLÉCOMMUNICATION
de l'Antiquité à la seconde guerre mondiale
*par Jean-Claude Montagné *.*

C'est un ouvrage consacré aux moyens de communiquer depuis l'Antiquité quand le message, l'éclat d'une torche, se transmettait de point haut en point haut jusqu'aux débuts de la télévision entre les deux guerres.

Publié à compte d'auteur, il ne profite pas d'une campagne de promotion. C'est, malheureusement, le sort de nombreux ouvrages de qualité parce que le seul nom de l'auteur ne fait pas vendre. Les enseignants du *"technique"* trouveront dans cette *"Histoire des moyens de communication"* de nombreuses informations, enrichies d'une iconographie rare, au moins dans les livres publiés en langue française chez des éditeurs en vue, voire spécialisés.

* Chez l'auteur : 35, rue Salvador Allende, 92220, Bagneux.

Un "Waterloo des sondages" :
"LES MOUTONS DE PANEL" *
par François Szpiner et Bruno Seznec.

Francis Szpiner
Bruno Seznec
Les moutons de panel
Contre les sondages
PLON

On peut se réjouir de voir les sondeurs, après tant d'erreurs d'évaluation, se faire bastonner. Ce serait une approche hâtive d'un phénomène dont il faut comprendre les motivations et les mécanismes occultes. Peut-on croire que les organismes de sondages sont indépendants, quand on sait que leur existence dépend de montages financiers plus soucieux de développer des bénéfices que de révéler des oppositions au modèle de société qu'entretient la *"pensée unique"* ?

L'analyse à laquelle se sont livrés François Szpiner et Bruno Seznec décrit ces organismes et leurs produits comme des instruments supplétifs de la manipulation qui entretient une pensée normalisée. La *"ficelle"* des sondeurs, un peu grosse d'ailleurs, consiste à poser des questions qui induisent la réponse souhaitée. Leur traduction statistique est alors reçue comme la photographie dans laquelle on souhaite qu'une majorité de moutons ... de Panurge se reconnaisse**. Ainsi contribue-t-on à façonner l'opinion. Le créateur de la pratique, Gallup, s'en félicitait avec le cynisme qui caractérise les entrepreneurs américains qui ont réussi : « *La définition de l'opinion, c'est tout simplement ce que mesurent les sondages.* » La méthode est moins assurée lorsque les sondeurs anticipent un résultat électoral encouragé que le verdict des urnes ne valide pas. Une erreur de quelques points représente la marge d'indécis qui résistent aux manipulations. A moins que les *"méthodes"* d'évaluation ne soient erronées ! La fabrication de la démocratie est une rude, voire coûteuse, entreprise !

J.-J. L.

* Éditions Plon *"Tribune libre"*, 110 F.

** C'était la thèse de François Brune dans *"Les médias pensent comme moi, fragments du discours anonyme"* (Éditions de l'Harmattan, 1997). Voir aussi dans *"Le Monde diplomatique"* de mars 1999 l'article de Serge Halimi surtitré : *"Vers une démocratie du simulacre généralisé"*.

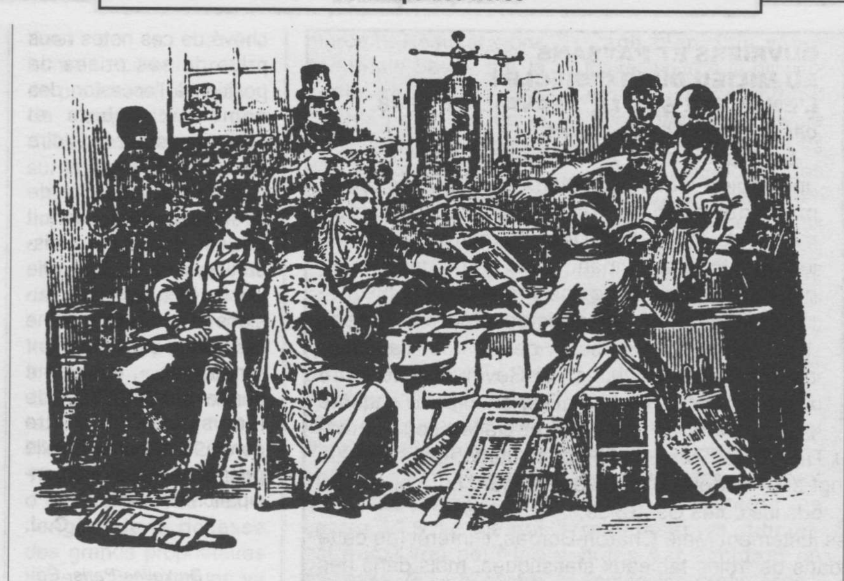


RENSEIGNEMENT ET PROPAGANDE PENDANT LA GUERRE FROIDE (1947-1953)
par Jean Delmas et Jean Kessler

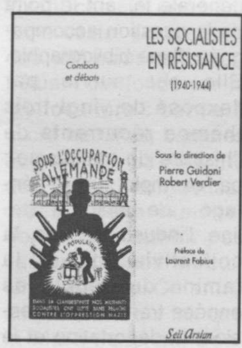
Né d'un colloque international organisé l'année dernière par le Mémorial de Caen, ces actes donnent un aperçu des dernières recherches historiques sur la guerre froide. Quatre grands thèmes composent l'ouvrage aujourd'hui publié : une redéfinition de la guerre froide, le rôle des services spéciaux, la propagande et enfin les crises. Jean Jacques Becker propose, en introduction, une définition de la guerre froide. Une autre entrée en matière est constituée par un remarquable article de Jacquy Chemouni, qui suggère une approche psychanalytique de l'idéologie. Celle-ci est, si l'on résume brièvement, une intellectualisation – elle supprime en fait les éléments irrationnels – doublée d'une volonté d'apparente rationalisation – explication logique aux idées et aux actions. Elle procède à l'idéalisation : processus psychique qui surestime un objet pour le porter à la perfection. John Earl Haynes donne une nouvelle lecture de l'affaire Rosenberg à partir des nouveaux documents d'archives. De même John Kenneth Mc Donald évoque les premières actions de la CIA en Europe. La menace communiste est analysée au prisme des services de renseignement et des gouvernements (en Italie, en Grèce, en France en Allemagne). Plusieurs articles concernent la France dont deux sont consacrés au mouvement Paix et Liberté animé par Jean-Paul David. Eric Duhamel évoque la personnalité de son fondateur. Les habitués de Gavroche pourront également lire sous la plume de Christian Delporte une analyse des affiches de ce mouvement. La lecture de cet ouvrage mérite l'attention.

SB

Complexe, 1999, 320 p., 170 F.



Le temps des LIVRES



LES SOCIALISTES EN RÉSISTANCE (1940-1944), COMBATS ET DÉBATS
par Pierre Guidoni et Robert Verdier

Saluons la parution des actes du colloque sur Socialisme et Résistance organisé par nos amis de l'Ours. L'ensemble des communications offre un aperçu global des différents aspects de la participation socialiste qui y sont développés : la résistance politique, les socialistes dans la France libre et enfin les socialistes dans les maquis et les réseaux. Des figures émergent : Daniel Mayer, Pierre Broselette, Alain Savary, Christian Pineau et Guy Mollet. On peut également y trouver de nombreuses informations sur les socialistes et leurs participations aux organismes de la Résistance : la France libre, les Etats-Unis les propositions et l'action des socialistes dans le Conseil national de la Résistance. Enfin, nombre de communications étudient le rôle des socialistes dans les maquis et les réseaux de la Résistance intérieure. On retiendra particulièrement l'article de Jean-Pierre Pignot sur le mouvement Libérer et Fédérer, groupe particulièrement original né à Toulouse en 1942. Mouvement régional, qui prône le fédéralisme et qui demeure, en dehors des mouvements d'unification de la Résistance. Le socialisme défendu par ce groupe s'inspire de la définition qu'en donnait le socialiste libéral italien, Carlo Roselli, assassiné par la Cagoule en 1937. Mouvement autonome, peu connu mais, au demeurant, fort intéressant, et porteur de propositions alternatives. Ceci souligne la richesse de l'ouvrage.

SB

Seli-Arsaln, 1999, 188 pages, 120 F.



MÉMOIRES D'UN FRANC-TIREUR. ITINÉRAIRE D'UN RÉSISTANT (1940-1944)
par Jean-Pierre Levy (avec la collaboration de Dominique Veillon)

L'auteur, décédé en décembre 1996, avait été durant la Seconde Guerre mondiale à la tête du mouvement de résistance Franc-Tireur. L'historienne Dominique Veillon, auteur de *Le Franc-Tireur, un journal clandestin, un mouvement de résistance 1940-1944* (Flammarion, 1977), édite aujourd'hui les notes inachevés de Jean-Pierre Lévy. Celui-ci évoque tout d'abord les raisons de l'engagement dans la Résistance d'un jeune alsacien patriote d'origine juive. Le refus de l'occupation et du nazisme s'incarne dans l'opposition à l'idéologie du régime de Vichy du mouvement lyonnais France-Liberté qui devient rapidement Franc-Tireur, structuré autour du journal clandestin du même nom.

Rapidement, Jean-Pierre Levy prend la tête du mouvement, puis devient clandestin. D'abord cantonné à la propagande, Franc-Tireur s'implante dans le Sud de la France et s'engage dans des actions de renseignement et de sabotage. Jean-Pierre Levy joue les conciliateurs dans les conflits qui opposent les mouvements de résistance métropolitains soucieux de leurs prérogatives et la France libre de Londres désireuse de les unifier pour accroître la reconnaissance internationale des Alliés.

Après un voyage à Londres où il rencontre le général de Gaulle, Jean-Pierre Levy est arrêté et incarcéré à la Santé. Il est finalement délivré par ses camarades de la Résistance en juin 1944, mais ses neuf mois de détention l'ont marginalisé aussi bien dans les instances du CNR qu'à l'intérieur même de Franc-Tireur.

Dès la Libération, il voit venir le temps des désillusions avec le retour des querelles de partis et les luttes pour le pouvoir. On notera l'intérêt de ses remarques sur la politique de noyautage de la Résistance suivie par le PCF ou sur le conformisme de la presse, y compris le quotidien *Franc-Tireur,* devant les staliniens sous prétexte d'« unité de la Résistance ». Jean-Pierre Levy se retire de l'action politique et entame alors une carrière discrète de haut fonctionnaire tout en participant à diverses associations sociales et caritatives d'anciens résistants. Le caractère ina-



OUVRIERS ET PAYSANS AU MILIEU DU XIXe SIECLE : L'ENQUETE SUR LE TRAVAIL DE 1848

par Jeannine Charon-Bordas

La France de la Monarchie de Juillet connaît une rapide industrialisation, fruit du développement du machinisme et des mutations des modes de production. Des changements sociaux importants interviennent, avec l'émergence d'un prolétariat urbain dans une société restée jusque-là traditionnellement agricole. Dès les années 1830, se fait jour le souci de mesurer l'ampleur de ces transformations. La Révolution de 1848 apporte l'occasion de réaliser enfin cette enquête ; décrétée le 25 mai 1848 et placée sous la responsabilité du comité du Travail de l'Assemblée constituante, ses résultats sont consignés dans vingt-sept cartons d'archives, aujourd'hui conservés aux Archives nationales, sous les cotes C943-969.

Comme le souligne très justement Mme Charon-Bordas, l'"intérêt [de cette enquête] ne réside pas dans de froids tableaux statistiques, mais dans des exposés précis et vivants des difficultés des populations dont la réalité n'est jamais rendue par les chiffres". D'où le très intérêt de cet ouvrage. A travers trente-cinq textes choisis avec pertinence dans l'enquête de 1848 (soit plus de 370 pages de publication), J. Charon-Bordas nous entraîne à travers une France urbaine ou rurale, parfois maritime, industrielle ou agricole, riche ou pauvre. Des pêcheurs de Boulogne-sur-Mer aux horlogers de Besançon, de l'exploitation de la fontaine salée de Salies-de-Béarn à l'industrie textile de Rennes, de la cité industrielle de Louviers à la Normandie agricole du pays bessin, du port militaire de Brest au canton frontalier de Bouxwiller en Alsace...

Ces textes sont souvent extraits des pièces annexes, plus intéressantes et vivantes que les stricts tableaux statistiques : enquêtes particulières sur des établissements industriels, réclamations de catégories professionnelles, exposés de problèmes locaux, rapports médicaux, vœux de la population. Par leur choix, ils sont le reflet de la richesse et de la diversité de l'enquête de 1848. Pour chacun, une courte notice expose la situation économique du chef-lieu de canton.

Bien sûr, ce genre d'exercice a ses limites et tout historien de l'économie ou de la société, voire du mouvement social, n'y trouvera pas obligatoirement le témoignage qui l'éclairerait. Au moins en sera-t-il très fortement incité à aller consulter les cartons C 943-969 des Archives nationales.

L'enquête de 1848, "première grande investigation officielle depuis la révolution de Juillet", présente une France ouvrière profondément inégalitaire. Inégalité des salaires entre ouvriers des manufactures ou artisans et ouvriers de l'agriculture (dont certains bénéficient d'avantages en nature – logement, nourriture... – difficiles à évaluer), entre hommes et femmes (le salaire moyen dans l'industrie est de 1,80 F pour les hommes, de 80 centimes pour les femmes, et de 50 centimes pour les enfants), entre ville et campagne. Inégalité aussi entre les professions : les mieux payés sont les imprimeurs et les graveurs, alors que dans l'industrie textile les salaires sont bas. Inégalité enfin entre les régions, avec une forte prééminence de Paris où les salaires sont plus élevés qu'ailleurs. Inégalité aussi de l'instruction entre régions et entre générations.

Elle présente aussi une France industrielle où le souci de l'enseignement professionnel est très présent. Il existe de nombreuses réponses très précises et fournies sur ce sujet, et, dès octobre 1848, le comité du Travail élaborera le projet de décret destiné à réglementer le contrat et les conditions de l'apprentissage.

Il faut rendre hommage à l'ouvrage de J. Charon-Bordas. D'abord parce qu'il est très heureux que des travaux d'inventaire des archivistes, savants, rigoureux, souvent un rien austères, échappent à l'univers limité des seuls spécialistes pour donner lieu, comme c'est ici le cas, à une publication attrayante et instructive, susceptible d'intéresser un plus large public.

De plus, c'était une très bonne idée que de rendre ainsi la parole aux "enquêtés" de 1848 qui, par l'entremise de J. Charon-Bordas, nous convient à un saut d'un siècle et demi dans le passé pour découvrir, à travers leur regard, et grâce à une plume souvent évocatrice, la France dans laquelle ils vivaient.

Christiane Demeulenaere-Douyère

Paris, Publisud, 1994. In-8°, 514 p. (La France au fil des siècles).

chevé de ces notes nous prive de ses prises de position à l'occasion des nombreux débats et polémiques sur l'histoire de la Résistance.

Si la personnalité de Jean-Pierre Levy séduit par son courage, sa discrétion et sa droiture, elle illustre bien aussi les illusions et les limites d'une résistance exclusivement « nationale », qui ne put concevoir de passer de l'indispensable lutte contre le nazisme à celle pour la nécessaire émancipation sociale.

C. J.

Bruxelles-Paris, Éditions Complexe/IHTP-CNRS, 1998, 178 p., 130 F.



LE STALINISME

par Jean-Louis Van Regemorter

Cet excellent outil pédagogique permet d'aborder la question toujours controversée du stalinisme. Il se divise en une première partie générale faisant le point de la question accompagnée d'une bibliographie. Elle est suivie par l'exposé de vingt-trois thèmes récurrents de l'histoire du stalinisme ; par exemple sur « l'héritage » de Lénine à Staline, l'industrialisation, la collectivisation et la famine du début des années trente, la répression, la déportation et le Goulag, l'encadrement des masses et l'embrigadement de la jeunesse, la place de la culture et de la science (« réalisme socialiste » et doctrines de Mitchourine et Jdanov), etc. Chaque thème est accompagné d'une ou plusieurs illustrations ainsi que d'un texte significatif, que ce soit des extraits d'écrits de Staline lui-même, de la presse soviétique ou communiste française (par exemple *Les Lettres françaises* sur le fameux portrait de Staline par Picasso), d'analyses d'écrivains, d'historiens et de témoins ou de documents d'archives.

Le dossier de projetables comprend quinze diapositives reprenant les principales illustrations du dossier et trois transparents consacrés respectivement aux peuples déportés, au réalisme socialiste dans la peinture et au sport mis au service de l'idéologie, accompagnés de propositions de travaux sur chaque transparent.

On regrettera toutefois quelques approximations, comme par exemple le fait de qualifier le *Staline, aperçu historique du bolchevisme* de Boris Souvarine (rééd. Ivrea, 1992) de la manière suivante : « opposition à Staline dans la veine trotskyste », alors que l'auteur avait signifié clairement ses désaccords avec Trotsky lui-même dès 1929... Il manque aussi de plus amples développements sur la situation des classes laborieuses ou la répression contre les révolutionnaires étrangers réfugiés en URSS, deux points essentiels trop souvent négligés pour comprendre la véritable nature du régime. La principale faiblesse de ce dossier, par ailleurs très utile, est de laisser de côté la politique internationale de Staline ; en particulier en ce qui concerne les troubles relations soviéto-nazies, depuis les raisons de l'attitude du Komintern lors de l'irrésistible ascension d'Hitler au pouvoir jusqu'à la signature du pacte du 23 août 1939.

C. J.

Paris, La Documentation française, coll. documentation photographique, n° 8003, juin 1998, 64 p. + Projetables (15 diapositives & 3 transparents couleurs), 120 F.



MARTINIQUE, COMPORTEMENTS & MENTALITE - CREOLISATION, ASSIMILATION, NATIONALISME

par Guy Cabort Masson

Dans son dernier essai Guy Cabort Masson tente de restituer la problématique actuelle de la Martinique dans une perspective historique, démontrant brillamment qu'on ne peut comprendre la réalité du présent de ce département français, sans se pencher sur les lourdes implications liées au passé.

La France est présente dans les Caraïbes depuis 1636, date à laquelle elle colonise la Martinique et va la peupler d'esclaves déportés de leur Afrique natale, victimes du sinistre commerce triangulaire qui fit la fortune de villes comme Nantes et Bordeaux et qui saigna tout un continent d'une part essentielle de sa substance.

Car, il faut bien distinguer entre l'esclavagisme de l'ouest et celui de l'est.

A l'est, les arabo-musulmans capturent des prisonniers africains mais aussi des européens du Caucase ou des Balkans. Ils les destinent à des fonctions militaires, domestiques ou de prestige. Il n'est pas rare de voir des esclaves atteindre des postes relevant de la haute fonction administrative voire militaire. Cette traite est non seulement régulière mais ancienne et d'ailleurs perdure encore aujourd'hui.

A l'ouest, le trafic organisé par l'Europe chrétienne, repose sur un tout autre objectif qui est, lui, exclusivement économique. Il s'agit bien d'utiliser de la matière humaine comme moyen de production permettant de capitaliser des richesses. La ponction sur la population uniquement africaine aboutit à un véritable charnier : c'est un torrent brutal charriant autant de cadavres que de vivants.

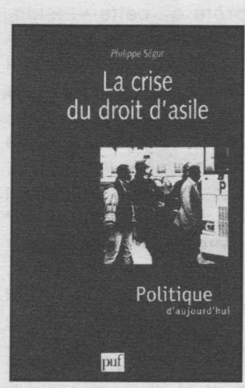
En Martinique, la fraction de la population d'origine africaine devient très vite majoritaire : 51 % en 1660, 74 % en 1709, 92 % en 1847. Cette main-d'œuvre servile est à l'origine de la richesse des grands propriétaires terriens. Cette fortune va encore s'accroître du fait de l'indemnisation accordée par l'Etat après l'abolition de l'esclavage en 1848. Cet événement majeur ne va pourtant pas remettre en cause la répartition du pouvoir. Soutenus par l'administration coloniale puis par l'Etat républicain, les *békés* (appelés ainsi pour être souvent aperçus dans les ports à surveiller l'expédition ou la réception des marchandises : *"blancs des quais"*) dominent encore toute la vie économique de l'île.

Les maîtres des grands domaines profitent grassement des subventions accordées par l'administration qui rachète leur récolte de bananes à un tarif garanti. Ils prospèrent et vivent comme une véritable caste. Le système des *latifundias* qu'ils perpétuent est fondé sur la monoculture : canne à sucre autrefois, bananes aujourd'hui. La majorité des terres étant consacrées à cette exploitation, l'île n'atteint pas l'autosuffisance en cultures vivrières. On arrive au paradoxe qui fait que la Martinique qui possède une terre à ce point fertile que même les poteaux en bois des barrières plantés au sol repoussent, doit importer 90 % des fruits, des légumes, de la viande et du poisson qu'elle consomme (les mêmes puissances financières qui possèdent les grandes propriétés s'enrichissent au passage dans le commerce !). Résultat : une économie basée sur la seule agriculture des grands propriétaires et sur le tourisme. Le statut du département accordé au lendemain de la guerre a permis de faire croître la fonction publique qui est passée de 5 515 fonctionnaires en 1954 à 18 673 en 1967 (pour autant, aucune priorité d'emploi n'est donnée aux agents de l'Etat originaires de l'île). Pour le reste, le taux de chômage est le double qu'en métropole (24,3 % contre 12,8 %), ce qui est aussi vrai pour les 15-24 ans (55,4 % contre 26,2 %). Conséquence de cette situation : absence de perspectives, avenir bouché, démobilisation, marginalisation, exode vers la métropole.

Que cela passe par les revendications indépendantistes, les demandes d'autonomie dans le cadre de l'Europe ou par une réorganisation politique locale fusionnant les assemblées du Conseil Général et du Conseil Régional, la Martinique devra assumer son histoire et concevoir un avenir qui passera par une remise en cause de la domination de la caste de békés et d'une économie dominée par le seul tourisme et la banane.

Jacques Trémintin

Edition La Voix du Peuple, 1998, (241 p. 90 F).



LA CRISE DU DROIT D'ASILE

par Philippe Ségur

Le droit d'asile constitue une pratique immémoriale dont la source est à rechercher du côté du sacré. A l'origine, il s'agit bien d'un sanctuaire *"voué à la divinité, protégé, fermé, interdit aux profanes et à leurs activités"* (p. 18). Les rochers sacrificiels, les temples, les églises, les cimetières, les tombeaux ou sépultures des saints ou de certains rois sont devenus ainsi au court des siècles des lieux où étaient prohibée toute violence échappant aux règles et codifications du religieux. Ainsi, la loi hébraïque prévoyant que certaines villes pouvaient abriter et protéger les responsables d'homicides par accident ou encore les grecs accordant le privilège de l'immunité aux ambassadeurs et aux athlètes, mais aussi à certains de leurs temples. Mais aussi Théophile, cet empereur de l'empire romain d'Orient du IX[e] siècle, éperdu de douleur, qui décréta qu'il accorderait le droit d'asile à quiconque toucherait le sarcophage de sa fille disparue.

Plus que toute autre, la religion chrétienne va défendre la pratique de l'asile qu'elle met en rapport direct avec le devoir de charité que sa doctrine lui impose : accueillir tout réfugié comme on le ferait du Christ ou de Dieu. Elle va se manifester tant dans le refuge offert que dans l'intercession proposée auprès des autorités judiciaires.

Pour autant, l'asile n'a jamais eu de caractère universel. De nombreuses violations ont été perpétrées tout comme les restrictions adoptées par ses principaux zélateurs. Distinction dans l'Ancien Testament entre les criminels pouvant en bénéficier et les assassins (= qui commet son acte avec préméditation) qui ne le pouvaient pas, réglementation par l'empire romain des cas d'exclusion de cet avantage (par exemple pour les débiteurs du fisc à moins que l'évêque ne paie sa dette !), limitation par l'église de l'asile aux seuls croyants, puis exigence d'un statut préalable accordé par l'évêque… *"Les fluctuations furent nombreuses selon les intérêts changeants du pouvoir"* (p. 47) Très vite, les églises se remplissent de réfugiés de toute sorte jusqu'à y voir se tenir des foires par ailleurs interdites ! Ce droit s'éteint progressivement au XV[e] siècle, et ce en rapport direct avec le renforcement du pouvoir temporel. Car si *"le droit d'asile a été un instrument d'affirmation de la puissance de l'église et de sa capacité à contester, voir à limiter les prérogatives des autorités strictement politiques"* (p. 53), ces dernières vont tolérer de moins en moins cette contestation de la justice des hommes et cette substitution de souveraineté.

Avec la Révolution, la personne s'impose comme unité de base de l'ordre juridique. Le droit d'asile devient une prérogative de l'Etat dans une perspective de protection des droits de l'homme. La Constitution de 1946 ainsi que celle de 1958 viendront officialiser ce droit. Entre 1951 et 1991, le nombre de réfugiés dans le monde est passé de 1 à 17,5 millions. De 1972 à 1991 le nombre de demande d'asile politique en France est passé de 1 200 à 61 372. Voulant résister à ce flux identifié à celui de l'immigration, l'Etat français freine massivement l'attribution du statut de réfugié (84 % de refus en 1995), appliquant le droit d'asile d'une façon discrétionnaire (procédure rapide, modalités confuses, motivations obscures).

C'est dans ce contexte, qu'a été réactivé le droit d'asile religieux (occupation des églises par les sans-papiers). Mais l'Etat ne peut tolérer un droit juridique concurrentiel, *"la soustraction d'une fraction de territoire à la souveraineté étatique est désormais impossible à justifier"* (p. 163) Du droit d'asile de l'église, seul subsiste le pouvoir de pression moral et d'intercession.

Jacques Trémintin

Puf, 1998, 181 p. 98 F.



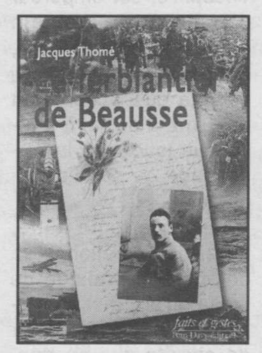
LA MORT DONNEE EN SPECTACLE ou petit manuel à l'usage des anti-corridas
par Claire Starozinski

Animatrice d'une association très efficace dans la principale ville de sang française, l'auteur ne manque pas d'arguments, mais elle sait les utiliser dignement, et elle exige de ses militants une attitude non-violente qui ne laisse aucune prise à l'adversaire. Son but avec ce livre, c'est de montrer l'envers du décor. Et cet envers n'est vraiment pas beau. De l'élevage à la mort du taureau, ce ne sont que tromperies à l'égard du spectateur bien entendu mais aussi vis-à-vis de la Justice, du fisc, des médias. Sans aller jusqu'à prétendre que les toreros ne prennent aucun risque, on apprend que ceux-ci sont très réduits, voire infimes, chiffres à l'appui. La principale tromperie est le spectacle lui-même, qui illusionne véritablement le public. Comment une telle barbarie peut-elle perdurer en cette fin de siècle ? de quelles complicités bénéficie le puissant lobby "tauromachiste" ? Qui est avide de sang taurin chez les artistes, dans le monde politique ? comment s'en lavent les mains certains qui pourraient intervenir ? Les réponses à ces questions et à bien d'autres sont dans ce bouillant livre de combat qui traite au gré des chapitres, de la corrida par rapport à l'histoire et la loi, la souffrance, la viande et les vétérinaires, les corridas dites de "bienfaisance", l'argent et le fisc, les enfants et la femme, la promotion, la religion, le pouvoir, les opinions. Enfin, il est question de course camarguaise abusivement amalgamée à la corrida. On nous explique pourquoi.

Préfacé par Théodore Monod, ce livre est admirable de compassion. Un conseil cependant, éviter de le lire avant de dormir si l'on redoute les cauchemars, ainsi que de regarder les photos avant de manger si l'on a l'estomac fragile.

J.-F. Amary

1998, 120 F franco. Alliance pour la Suppression Absolue et Continue des Corridas. BP 85. 30009 Nimes Cedex 4.



LE FERBLANTIER DE BEAUSSE
par Jacques Thomé

Sous un titre un peu trompeur car il est très peu question de métier dans ce livre, l'auteur essaie de nous faire suivre le cheminement de Maurice Poissonneau, jeune homme né dans une famille républicaine en Anjou clérical, qui a eu le malheur d'être engagé dans la Grande Guerre de 1915 à 1919, le bonheur d'en réchapper vivant, de se marier en 1920, et de mourir tragiquement et bêtement un mois plus tard. Ancien inspecteur départemental de l'Education Nationale, l'auteur travaille en historien et lorsqu'il lui arrive d'imaginer une situation, il le reconnaît, et c'est sans gravité de toutes façons pour l'Histoire.

De la naissance du héros jusqu'à son départ pour la guerre, l'auteur nous régale avec le contexte politique et social de l'époque. Au niveau local, départemental, régional, national et même international, il nous narre les événements les plus importants susceptibles d'avoir influencé le jeune Poissonneau. Celui-ci n'a jamais été un révolutionnaire, mais simplement un homme lucide, bon soldat qui a joué le jeu honnêtement jusqu'au bout. L'essence du livre, ce sont ses correspondances avec sa mère, sa sœur et sa fiancée ensuite. De Verdun aux Dardanelles, Poissonneau est un témoin honnête et sincère, qui nous montre un peu plus que l'armée et son corollaire de guerre, sont exactement ce qu'en a dit plus tard J. Prévert.

J.-F. Amary

Ivan Davy éditeur. BP 38. 49320 Vauchrétien, 96 p., 100 F.

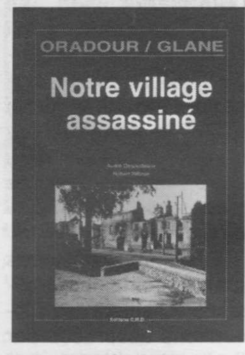
ANTHOLOGIE SONORE DU SOCIALISME 1789-1939

Ce coffret, de 4 CD audio, est accompagné d'un livret de 200 pages. Sur ces 4 CD sont regroupés 76 chants et allocutions retraçant l'histoire du socialisme jusqu'à 1939. Certaines chansons sont très célèbres, comme *l'Internationale,* qui figure ici dans la plus vieille version connue (daté de 1899 dans le livret mais probablement enregistré en 1902). A noter que l'interprète de cette version, Weber, n'était pas sectaire car il existe de lui des enregistrements de *La Marseillaise,* du *Clairon* (de Déroulède) et de *l'Angélus de la Mer*! *Le Chant des Jeunes Gardes* et *Gloire au 17e* sont ici interprétés par leur auteur Montéhus. D'autres chansons sont moins courantes comme cette *Java des Prolétaires* et cet extraordinaire enregistrement de 1936 où accompagné par le chansonnier Champi les employées grévistes du Printemps chantent leur grève. Figure également un *Chant de l'Avenir,* Chanson des Amicales Sociales enregistré en 1938 et promit à un très surprenant avenir puisqu'en 1941 les compositeurs de *Maréchal, nous voilà !* en reprendront une partie de la ligne mélodique !

Côté discours outre Léon Blum, Marcel Déat, Jean Longuet, Compère-Morel, Renaudel, Frossard, Auriol, etc... figure un surprenant enregistrement des années 30 de Jean Nocher où le futur chroniqueur conservateur des *"En directe avec vous"* du Paris-Inter des années 60 fait une allocution d'un lyrisme révolutionnaire exalté.

D. Felhendler

399 F, Référence FA 158 chez Frémeaux et Associés, 20 rue Robert Giraudineau, 94300 Vincennes.



ORADOUR-SUR-GLANE, NOTRE VILLAGE ASSASSINÉ
par André Desourteaux et Robert Hébras

Pour les milliers de visiteurs qui découvrent ses ruines, Oradour sur Glane restera l'image figée de la mort, de l'horreur absolue des guerres, quand l'homme s'abandonne sans remords à la sauvagerie de sa haine.

Pour Robert Hébras et André Desourteaux, qui ont perdu dans ce drame quasiment tous les leurs, Oradour-sur-Glane veut malgré tout rester le village vivant de leur enfance et de leur adolescence.

Dans ces pages, Robert Hébras, rescapé du massacre, retrouve les visages familiers, les souvenirs les plus intimes, les soucis de chaque jour et les fêtes d'un temps perdu à jamais. Il retrace, heure par heure, minute par minute, cette journée du 10 juin 1944 qui a fait basculer dans l'éternité tragique ce paisible village limousin. Tous deux essaient de comprendre, enfin, ce qui s'est passé et le pourquoi de ces 644 victimes dont les bourreaux ne furent jamais punis.

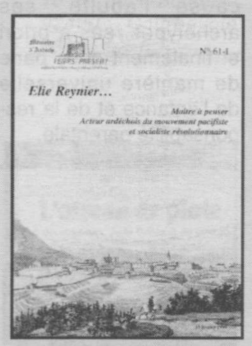
Editions C.M.D.396, rue de La Salle, 49260 Montreuil-Bellay. 224 pages, 159 F.



L'IMAGE EN POLITIQUE
par Jean-Paul Gourévitch

Alors que la société était axée sur la tradition, Luther et l'*affaire des Placards* font entrer l'image par la porte de la propagande. De nos jours les experts en communication ne cessent d'analyser l'image en politique comme espace de représentation destiné à conquérir l'opinion. L'auteur nous explique dans ce livre l'histoire de l'image mais aussi les limites de son utilisation en politique. Il s'inscrit ainsi dans l'actualité la plus préoccupante des hommes qui nous gouvernent et définit conceptuellement l'image dont la préhistoire en ce domaine se confond avec celle de la propagande. Quelle place tient-elle aujourd'hui compte tenu des nouveaux médias ? Quelles sont ses relations avec le pouvoir ? Comment se perd ou se gagne une élection. Dans ce

REVUES



MEMOIRE D'ARDECHE ET TEMPS PRESENT N° 61

Né le 1er décembre 1875 en Ardèche de parents instituteurs protestants et républicains, Elie Reynier fut un des pionniers du syndicalisme enseignant d'avant 1914. Personnalité originale et d'une grande fidélité à ses convictions, il exerça une profonde influence sur plusieurs générations de normaliens de Privas qui donnèrent des animateurs de premier plan du syndicalisme enseignant de l'entre-deux guerres. Malheureusement bien oublié aujourd'hui, la revue des Archives départementales de l'Ardèche (1) lui consacre deux livraisons qui permettent de revenir longuement sur sa vie et sur son œuvre d'historien.

Ainsi, Pierre Broué lui consacre un long article bien dans sa manière qui retrace les grandes étapes de sa vie militante. Marqué par le combat dreyfusard et inspiré par le syndicalisme révolutionnaire du début du siècle, Elie Reynier fut de tous les combats ouvriers de son département de naissance où il revint définitivement en 1904, et un artisan infatigable du syndicalisme de l'enseignement.

Mobilisé en 1914, puis rendu à la vie civile à cause de ses charges familiales (il était père de cinq enfants), il accueillit avec beaucoup d'espoir la "grande lueur à l'Est" de la révolution russe et devint l'animateur de la minorité révolutionnaire de la CGT dans l'Ardèche. Très vite, cependant, il refusa l'inféodation de la CGTU au PCF, tout comme la majorité de la Fédération unitaire de l'enseignement. Il prit ainsi une part active au combat pour l'indépendance syndicale de la Fédération contre la Minorité oppositionnelle révolutionnaire, tendance fédérale des staliniens acquise aux positions de la direction confédérale de la CGTU. De 1930 à 1932, il devint l'un des conseillers du bureau national de la Fédération dont le secrétaire général, Gilbert Serret, lui aussi ardéchois, avait été son élève.

Parallèlement au syndicalisme, Elie Reynier menait également le combat dans le cadre de la Ligue des Droits de l'Homme (campagne pour la révision des jugements des conseils de guerre de 1914-1918, mobilisation en faveur des anarchistes italo-américains Sacco et Vanzetti, etc.) et en faveur du pacifisme et de la lutte contre la guerre (participation au congrès Amsterdam-Pleyel, Comité départemental de vigilance des intellectuels antifascistes, etc.). En 1936, il signa l'appel des intellectuels contre les procès de Moscou et fit partie de la minorité de la Ligue des Droits de l'Homme qui tenta vainement de poser la question du stalinisme dans cette organisation (procès de Moscou, répression et calomnies contre les révolutionnaires espagnols, etc.) avant d'en démissionner en 1938. Dans ses écrits de l'époque, il démontra d'une manière magistrale, selon l'heureuse formule de Pierre Broué, "la perversion du dreyfusisme par le prétendu pragmatisme stalinien".

Interné en mai 1940, puis mis en résidence surveillée chez lui pour son pacifisme intransigeant, il fut nommé membre du Comité d'épuration de l'Ardèche à la Libération où, une fois de plus, il fit preuve de la plus grande rigueur intellectuelle et morale. Durant ses dernières années, il se consacra à plein temps à des travaux d'histoire locale, notamment une monumentale *Histoire de Privas,* tout en suivant avec beaucoup d'intérêt le développement des luttes ouvrières. Ainsi, quelques jours avant sa mort, le 1er septembre 1953, il avait présidé une réunion intersyndicale de postiers en grève.

Outre le parcours militant d'Elie Reynier, la revue revient aussi longuement sur son œuvre de géographe (Henri Guibourdenche) et d'historien (Jean-Louis Issartel, Marie-José Volle), son rapport au protestantisme (Marc et Odette Autrand), la nature de son syndicalisme marqué par une exigence morale essentielle (Yvonne Issartel).

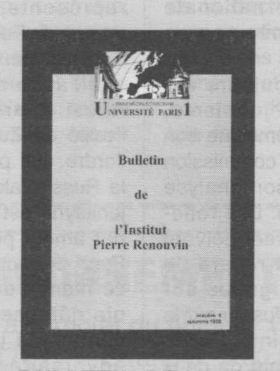
On trouve aussi dans le second volume les notes inédites de détention d'Elie Reynier durant son passage dans plusieurs camps d'internement, du 29 mai au 6 juillet 1940. Elles sont suivies d'une étude sur le camp ardéchois de Chabanet (Vincent Giraudier) et de quelques lettres inédites. Une étude instructive de Didier Picheral sur la bibliothèque d'Elie Reynier, plans de son bureau à l'appui, et une bibliographie de ses principaux ouvrages et articles d'histoire locale terminent ce volume.

Il serait souhaitable que ces deux publications soient poursuivies par un inventaire précis et exhaustif des archives d'Elie Reynier et par la publication d'un choix significatif de ses articles politiques et syndicaux, afin de mieux faire connaître une personnalité attachante dont l'exemple doit inspirer tous ceux qui ne renoncent pas et ne confondent pas changement social et blanchiment du stalinisme.

C.J.

Février 1999. Vol. I Elie Reynier... Maître à penser. Acteur ardéchois du mouvement pacifiste et socialiste révolutionnaire. Vol. II Elie Reynier... Suspect et exclu. Notes de détention et œuvre bibliographique.

(1) Place André Malraux 07000 Privas, les 2 vol. 100 F.



BULLETIN DE L'INSTITUT PIERRE RENOUVIN N° 6

Ce bulletin est édité par l'Institut Pierre Renouvin de l'Université Paris 1 : Panthéon-Sorbonne, dans l'esprit de la très ancienne tradition de l'Europe centrale. Il nous offre dans son N° 6 les sujets suivants :

- Intégration de la Hongrie au processus de désarmement européen pendant l'entre-deux guerre, *par Cécile Vrain.*

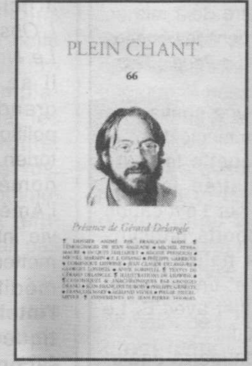
- Une image de l'étranger en URSS dans les années 30, *par François-Xavier Nérard.*

- La police en Hongrie à la fin de la Seconde Guerre Mondiale (1944-1945), *par Julien Papp.*

- La nationalisation des biens français en Pologne et ses conséquences sur les relations franco-polonaises (1946-1948), *par Christophe Laforest.*

- Contribution à une histoire du renseignement à travers quelques exemples franco-soviétiques (1958-1954), *par Thomas Gomart.*

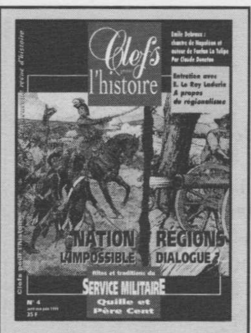
S'adresser à l'Association des Amis de l'Institut Pierre Renouvin, Université de Paris I-Panthéon Sorbonne, 1 rue Victor Cousin, 75005 Paris. Le numéro 50 F.



PLEIN CHANT N° 66 : PRÉSENCE DE GÉRARD DELANGLE

Ce numéro de Plein Chant est consacré à Gérard Delangle (1948-1996), libraire, grand lecteur, bibliophile, historien, poète, conteur, critique littéraire, essayiste et surtout dramaturge. Requis par des destins hors du commun. Auteur, entre autres, de *Gilles de Rais, monstre ou demi-dieu ; Héliogabale ; l'enfant-roi ; Souris blanche ; Le feu (Prix du Centre National des Lettres).* intense activité théâtrale. Organisateur de fêtes historiques, parmi lesquelles le Festival Renaissance de Salers. Succès et déceptions, calme angoisse au travers d'un étrange sourire. Révolté, toujours révolté par cette vie laminante.

Sa fin prématurée a laissé ses amis dans la stupeur. Mais ses mots le prolongent.



Pas facile pour une nouvelle revue de se faire une place dans le foisonnement des publications trop souvent éphémères. C'est pourtant ce que ***Clefs pour l'Histoire*** tente de réussir avec il est vrai pas mal d'atouts puisqu'au fil de ses quatre numéros parus des signatures de renom ont été proposées aux lecteurs.

Dans un créneau éditorial étroit mais qui se devait d'être occupé par une revue réunissant des compétences universitaires reconnues, Gilles Ragache et ses amis ont à cœur d'exercer un savoir-faire déjà mis en pratique dans les années 70 avec *"Le Peuple Français"*.

Avec une couverture plus "communicative" et une maquette toujours bien illustrée le n° 4 s'ouvre sur l'évocation des rapports difficiles entre la nation et les régions et un entretien sur le sujet avec E. Le Roy Ladurie.

Au sommaire également une interrogation sur les pirates dont l'existence certes pittoresque dans la littérature et le cinéma est nettement moins affirmée dans les sources d'archives...

Claude Duneton donne à lire en chœur sinon à chanter des refrains et couplets d'un baladin émerveillé par l'épopée napoléonienne.

Et, à peine terminé, voilà le service militaire qui devient sujet à une étude historique très fournie de Claude Ribouillault. Rappel d'un folklore à la fois superficiel et ridicule mais un passage obligé, rejeté et accepté en même temps.

Clefs pour l'Histoire
Le n° 35 F en kiosque
BP 10 -
78121 Crespières

domaine passionnant et complexe, l'auteur nous fait découvrir la synthèse d'un enjeu de la vie contemporaine.

E. Commun

Hachette Littérature, 247 pages, 115 F.



UN ITINERAIRE INTELLECTUEL
par François Furet

Un itinéraire intellectuel retrace le cheminement philosophique et historique de François Furet à travers les articles parus dans *L'Observateur* puis dans *Le Nouvel Observateur*. Il se compose de six grands thèmes : la vie politique française, l'historien journaliste, le phénomène communiste, l'Amérique, Israël et la vie intellectuelle. Ils permettent de regarder et de méditer sur la vie de l'intellect et de la politique en France et de façon internationale durant ce dernier tiers de siècle.

Furet a toujours été sensible au judaïsme, comme en témoigne son attention à la commission Matteoli et son analyse de la Shoah. Les réflexions sur Israël doivent être lues au regard de celles consignées sur l'Affaire Dreyfus ou sur le génocide. Ainsi, Furet, rendant compte de deux ouvrages (*Juifs et Français* d'André Harris et Alain de Sédouy et de *Pour en finir avec l'antisémitisme* d'Alfred Fabre-Luce), souligne que le premier évoqué rend sa complexité au réel, alors que le second n'est pas sensible à la "blessure, toujours non fermée, et qu'aucune comptabilité sur l'histoire comparée du malheur juif en Europe ne pourra fermer. Plus généralement, son traitement du problème juif traduit une sorte d'insensibilité délibérée à la nature un peu vertigineuse de la question [...]. Le problème juif n'est pas "normalisable". Il faut vivre avec lui, tel qu'il est, à l'heure qu'il est. C'est la condition de la liberté pour tous parce que c'est un critère de la démocratie." Furet attentif à la vie culturelle et politique du monde juif, mais aussi au regard des autres : "La gauche n'a rien dans sa culture qui la prépare à cette grande lecture ! [le messianisme juif]. Quand elle est laïque, elle est marxiste. Quand elle n'est pas marxiste, elle est catholique. Dans les deux cas, elle n'appréhende l'histoire juive qu'à travers des traditions intellectuelles qui la nient."

L'étude du communisme a également été l'une des autres grandes œuvres de sa vie. Au fil des articles sur le communisme se profile *Le Passé d'une illusion*. L'analyse du régime, est née d'une lecture nourrie et réfléchie des différentes parutions et des grands témoins : Soljénytsine bien sûr, mais aussi Edouard Kouznetsov, lorsqu'il a publié son magnifique *Journal d'un condamné à mort*, qui représente, selon les termes de Furet, un "anti-Soljénitsyne. Aussi athée que l'autre est croyant. Aussi anarchiste que l'exilé de Zurich croit à l'ordre. Juif par haine de la Russie, alors que Soljénitsyne est nationaliste par amour pour elle." Et Furet de rappeler : "dans ce monde dont l'idéologie gâteuse a souvent contaminé jusqù'à ses adversaires, il est la figure intransigeante et juvénile de la révolte. Rarement une voix aussi pure nous est parvenue d'Union soviétique." Sensible aux événements, aux hommes, et à la valeur de leurs témoignages, il met en évidence le livre de Pierre Leuliette qui raconte son métier de parachutiste et par son récit "permet de comprendre l'origine et le moteur de l'absurde" à l'opposé d'un autre ouvrage de Gilles Perrault qualifié de : "charabia prétentieux et banal". L'observateur de la vie politique n'est pas tendre pour De Gaulle. Ainsi Mona Ozouf rappelle dans sa belle préface : "François Furet n'est pas parvenu à croire que l'héroïsme gaulliste avait pesé sur le destin des Français. Il est resté insensible à la chevallerie des gaullismes et à sa poésie supposée. [...] Ce qu'il n'aime pas chez de Gaulle est déjà ce qu'il n'aime pas chez Robespierre : le "style" tenant lieu d'action, une parole tout entière politique (et non mise au service de la politique), qui ne sert plus qu'à bercer des citoyens en mal de somnolence."

Bref, un ouvrage stimulant pour l'esprit et qui inspire la réflexion.

S. B.

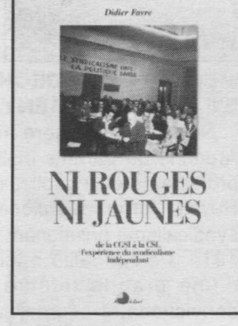
Calmann-Lévy, 1999, 618 p., 180 F.



PETIT PENAUD
par Thierry Maricourt

Oubliant la psychopédagogie, notre ami Maricourt dépeint dans ce roman le vécu brut de *Petit Penaud* jeune enfant qui s'inscrit dans sa propre histoire avec le sens commun. Tranche d'histoire populaire à travers le biais de l'école, habile analyse, le jeune enfant est un des cas de mésentente et de divorce qui par amour fou de sa copine devient assassin involontaire de son rival. Dans ce monde clos du collège, ce roman nous livre le rapport au monde d'un petit amoureux qui glisse vers l'âge adulte et ne fait pas de compromis. Souffrance sans limite, ce livre remet en cause l'adulte, ses archétypes, ses à priori et finalement nous parle de manière universelle de l'enfance et de la responsabilité parentale.

E.C.



NI ROUGES, NI JAUNES, DE LA CGSI À LA CSL, L'EXPÉRIENCE DU SYNDICALISME INDÉPENDANT
par Didier Favre

L'histoire du mouvement syndical français ne saurait négliger l'existence, modeste mais permanente, des syndicats indépendants. Incarnant une profonde méfiance à l'encontre des idéologies de lutte des classes, les syndicats indépendants se sont affirmés, après la Libération, en alternative au modèle de la CGT.

Porteurs de quelques grandes idées, au premier rang desquelles la fierté du syndicalisme d'entreprise, ces organisations ont longtemps été handicapées par leurs querelles internes. Les indépendants ont les défauts de leurs qualités et leurs dirigeants ont eu du mal à se plier à la discipline d'un regroupement. Aussi l'histoire de ces syndicats est-elle pour une bonne part, pendant plus de vingt-cinq ans, celle de leurs déchirements. C'est aussi l'éternelle poursuite d'un rêve qui n'a toujours pas été réalisé à ce jour : la représentativité officielle.

A partir de recherches universitaires très complètes, Didier Favre raconte ici ce demi siècle

d'histoire, des origines à la CSL d'aujourd'hui.

Editeur : Durante, 10 av. Léon-Bourgain, 92400 Courbevoie, 304 p., 145 F



L'OISEAU DE PLUIE. À DIX-SEPT ANS, DE LA BALTIQUE AU GOULAG 1941-1942
par Ike Hidekel

Au moment où les armées nazies triomphaient en France et recueillaient les félicitations de Molotov pour « leur splendide succès », Staline profitait de la situation pour annexer les pays Baltes que Hitler avait accepté de laisser dans sa zone d'influence lors du pacte du 23 août 1939. Le 15 juin, un jour après l'entrée des Allemands à Paris, l'armée rouge envahissait la Lituanie, le 16 l'Estonie et la Lettonie subissaient le même sort.

Le récit discrètement autobiographique de Ike Hidekel, jeune juif de Vilnius, la capitale de Lituanie aux 120 synagogues et aux 40 églises, où cohabitèrent jusqu'à la guerre Lituaniens, Juifs, Polonais et Allemands, ne commence qu'un an plus tard lorsque le 22 juin 1941, Hitler déclencha l'opération « Barbarossa ». On peut regretter que son récit ne s'ouvre qu'avec cette seconde invasion subie par les Baltes. À escamoter le premier épisode de cette tragique histoire malheureusement trop méconnue, on interdit au lecteur de comprendre les raisons de certaines attitudes des populations vis-à-vis des Allemands. Jean Cathala alors attaché culturel en Estonie – il deviendra après guerre le correspondant de L'Humanité – a parfaitement décrit ce que fut la « soviétisation » : « Ce fut une sorte d'horreur paralysante, face à un monstre froid qui se veut maître des consciences comme des comportements et donne à croire aux plus lucides qu'il lit jusque dans les âmes » (*Sans fleur ni fusil*, Albin Michel, 1981).

Le résultat des déportations planifiées en mai 1941 et accomplit les 13 et 14 juin 1941 (des milliers de familles baltes furent expédiées en wagons fermés jusqu'au Kazakhstan ou vers Novossibirsk, un voyage de six à 12 semaines !) est parfaitement résumé par Gustaw Herling, polonais lui-même déporté à la même époque : C'est avec horreur et honte que je pense à cette Europe divisée en deux par le cours du Bug, avec d'un côté des millions d'esclaves soviétiques priant pour être libérés par les armées d'Hitler, et de l'autre des millions de victimes des camps de concentrations allemands, mettant leur dernier espoir dans la victoire de l'Armée rouge » (*Un monde à part*, Denoël, 1985).

Le héros de Ike Hidekel, Izia, avait choisi de placer ses espoirs en l'Union soviétique ; il avait rejoint les rangs des jeunesses communistes par antifascisme tandis que son frère aîné, « sioniste de droite », était emprisonné par le NKVD. Au moment de l'invasion, ce dernier était emprisonné. Izia s'échappe de Vilnius et rejoint un groupe de partisans communistes qui réussissent à rejoindre l'armée Rouge. Commence alors pour le jeune homme désireux de se battre une pérégrination sans fin : venu de l'Ouest, il est un « Zapadniki », suspect aux yeux des autorités policières qui finalement le déporte et le place dans l'obligation d'abandonner ses propres illusions sur un régime en qui il avait mis ses espoirs de justice et d'égalité : « Toute la nuit, dans son trou à lumière, il pense à ces hommes, à ces femmes du *Goulag*. Qui sont-ils ? Même plus des esclaves, même plus des animaux, même plus des objets. Les objets utiles, on les répare. Les animaux qui servent, on les ménage. Les esclaves, on les nourrit pour qu'ils conservent leurs forces. Eux, ils ne sont rien de tout ça. On les utilise jusqu'à leur mort, qui a moins d'importance que celle d'un cheval. Qu'importe ? Leurs remplaçants arrivent déjà, les convois sont en route. Izia le sait, il les a vus. C'est donc ça le communisme ? Comment refuser ce qu'il ne voulait pas savoir ? ... »

Mais même au plus profond du désespoir ou de la déchéance, il se trouve parfois un individu qui n'a pas abdiqué toute humanité et c'est grâce à un vieux Kirghize que Izia reprendra goût à la vie. Enfin, avec la formation de l'armée polonaise du général Anders en URSS courant 1941, Izia réussit à échapper au régime qu'autrefois il adulait...

Le style vivant et coloré de Ike Hidekel, bien servi par la traduction, rend toute l'émotion propre à cette odyssée tragique et passionnante. Souhaitons que *L'Oiseau de pluie* contribue d'abord à susciter l'intérêt pour l'histoire des républiques baltes (et leurs cultures) mais aussi que ce livre souvent émouvant entretienne la mémoire de tout ceux qui furent plongés dans la nuit soviétique.

J.L. Panné

Les éditions de Paris-Max Chaleil, 1999 ; 236 p., 130 F.

AVIS DE COLLOQUE

Le Centre Universitaire de recherches en sciences de l'éducation de Picardie (CURSEP) de l'Université de Picardie Jules Verne organise un colloque les 9 et 10 décembre 1999 à Amiens à propos des quarante ans de la loi Debré : histoire et actualité.

Pour tout renseignement, prendre contact avec B. Poucet, CURSEp - Université de Picardie Jules Verne - 80025 Amiens Cedex 1.

OPÉRATION BOITES JAUNES

L'Association "Résistance à l'agression publicitaire" a lancé depuis le début de l'année une opération retour à l'envoyeur des prospectus encombrant nos boîtes à lettres. Il s'agit de déposer dans les boîtes de la Poste uniquement les prospectus qui ont été déposés par elle. Avant cela vous pouvez demander à la Poste de ne plus mettre de prospectus dans votre boîte aux lettres. Cette opération d'un genre nouveau peut s'assimiler à un boycottage.

53, rue Jean-Moulin - 94300 Vincennes.

L'amateur de livres



L'AMATEUR DE LIVRES.

Voici une nouvelle liste d'ouvrages d'occasion disponibles à la vente. Nous remercions les lecteurs qui nous passent des commandes et rappelons que les prix que nous pratiquons sont très raisonnables...

Assurez-vous, de préférence, que les livres sont encore disponibles. Merci !

(Académie Française), Trois siècles de l'Académie Française 1635-1935, par les Quarante. Firmin-Didot 1935, 530 p. ...... 80 F

Alméras (Charles), La révolte des Camisards. Arthaud 1960, 237 p ill. ...... 60 F

Amiaud-Bellavaud (C.), Un chef huguenot : le capitaine Merle... *Quelques documents attardés.* Peladan Uzès 1963, 121 p ...... 60 F

Armand (Louis), Le dossier politique de l'électeur français. *40 questions, 40 documents, 40 réponses.* Ed. Planète 1967, 517 p. ...... 60 F

Armand-Masson (Claude), Ligne Maginot Bastion inutile. Fasquelle 1942, 192 p. ...... 50 F

Aubert (Pierre), Les Ardennes sous la botte allemande (1940-1944). Lettres du Monde 1991, 226 p ...... 50 F

Bader (W.), Une armée pour la guerre civile. *Les groupes de combat du parti communiste en Allemagne de l'Est.* Lavauzelle 1963, 128 p ill. ...... 50 F

Barrère (Alain), Théorie économique et impulsion Keynésienne. Dalloz 1952, 762 p index ...... 50 F

Batault (Georges), Comment la guerre a éclaté. Union latine d'Ed. 1940, Rel. d.bas. 374 p. ...... 70 F

Bayet (Albert), Histoire de France. Ed. du Sagittaire 1938, 334 p index (défraichi) ...... 40 F

Beau de Loménie, Des responsabilités des dynasties bourgeoises. T.4 du Cartel à Hitler 1924-1933. Denoël 1963, 556 p. index ...... 60 F

Bibié (Maxence), La Communauté internationale et ses institutions. Sirey 1949, 244 p index (défraîchi) ...... 30 F

Boukovsky (Vladimir), ... Et le vent reprend ses tours. *Ma vie de dissident russe.* Laffont 1978, 405 p. ...... 40 F

Bouvier-Ajam (Maurice), Les Empereurs gaulois. Tallandier 1984, 423 p index ...... 60 F

(Bulgarie), Le peuple bulgare dans la lutte contre le fascisme. Sofia 1946, 127 p. ...... 50 F

Caratini (Roger), La Force des Faibles. *Encyclopédie mondiale des minorités.* Larousse 1986, 399 p cartes, index ...... 70 F

Carrère d'Encausse (H.), La Gloire des nations ou la fin de l'Empire soviétique. Fayard 1990, 431 p index ...... 50 F

Carrère d'Encausse (H.), La grand défi, Bolchevicks et Nations 1917-1930. Flammarion 1987, 333 p index ...... 50 F

Cavalier (Col. Jean), Mémoires sur la guerre des Cévennes. *La guerre des Camisards.* Payot 1918, avec une carte, index ...... 100 F

(Collectif), Les contacts humains dans l'entreprise. *Conférence de Service Social 1942.* Ed. Soc. Française 1942, 259 p. ...... 50 F

Combe (Paul), Niveau de vie et progrès technique en France depuis 1860. PUF 1956, 660 p ...... 70 F

Cramon (Gal A. von), Quatre ans au G.Q.G. austro-hongrois. Payot 1922, 330 p index ...... 50 F

Daudet (Léon), L'Hécatombe. *Récits et souvenirs politiques 1914-1918.* Nelle Libr. Nat. 1923, Ed. Orig. 1/200 sur vergé pur fil lafuma (couv. lég. défraîchie) ...... 90 F

Daudet (Léon), Moloch et Minerve. *L'après-guerre.* Nelle Libr. Nat. 1924, Ed. Orig. sur vélin alfa teinté (couv. lég. défr.) ...... 90 F

Dawson (Ch.), Le Moyen-Age et les origines de l'Europe. Arthaud 1960, 333 p ill. index ...... 80 F

Delaisi (Francis), Les Deux Europes. Payot 1929 (Bibl. Pol. et Econ.), 254 p ...... 60 F

Dillon (Myles) et Chadwick (Nora), Les Royaumes celtiques. Fayard 1974, cart 452 p ill. index ...... 80 F

Duby (Georges), Le dimanche de Bouvines. Gallimard 1973 série "30 journées qui ont fait la France", 302 p index ...... 50 F

Dumont-Wilden (L.), L'évolution de l'esprit européen. Flammarion 1937, 233 p. (défraîchi) ...... 25 F

Duval (Paul-Marie), La vie quotidienne en Gaule pendant la paix romaine. Hachette 1952, 364 p index ...... 60 F

Erlanger (Philippe), Charles VII et son mystère. Gallimard 1946, 280 p ...... 60 F

Estailleur-Chantereine (Philippe d'), Histoire de la Nation française. J.B.Janin 1946. Cart. 448 p. ...... 50 F

Etats africains d'expression française et République malgache (Les), Julliard 1962, 338 p ...... 50 F

Fabre (Joseph), Les bourreaux de Jeanne d'Arc et sa fête nationale. Hachette 1915, 286 p (défraîchi) ...... 50 F

Fallot (T.), Christianisme social. *Protestantisme et Socialisme.* Fischbacher 1911, 344 p ...... 60 F

LIBRAIRIE FLOREAL

41, rue de la Harpe BP 872 — 27008 EVREUX — Tél. 02.32.33.22.33

Nom : .... Adresse : ....

Je vous commande les livres suivants : ....

Auteur	Titre	prix
	Port et emballage prix forfaitaire	20,00
	Total	

Bon de commande et chèque à adresser à Librairie Floréal

Finet (Albert), Dits et aventures de François de Bouillot 1510-1564. *Histoire de la Réforme racontée aux jeunes.* Ed "Je sers" 1937, 162 p .... 40 F

Freeman (Edward A.), Histoire de l'Europe. Payot 1929, bibl. Hist., 240 p .... 60 F

Frémontier (Jacques), La Forteresse ouvrière Renault. Fayard 1971, 380 p. .... 45 F

Garde (Paul), Vie et mort de la Yougoslavie. Fayard 1992, 444 p index .... 65 F

Geipel (John), Anthropologie de l'Europe. *Une histoire ethnique et linguistique.* Laffont 1971, 357 p ill. index .... 80 F

Golendorf (Pierre), Sept ans à Cuba. *38 mois dans les prisons de Fidel Castro.* Belfond 1976, 318 p. .... 40 F

Goutard (A.), 1940 La Guerre des occasions perdues. Hachette 1956, 406 p .... 50 F

Grosskopf (Sigrid), L'Alliance ouvrière et paysanne en URSS 1921-1928. *Le problème du blé.* Maspero 1976, 459 p .... 60 F

Grzesinski (Albert), La tragi-comédie de la République allemande. Plon 1934, 280 p, index .... 60 F

Guisen (Antoinette), Le plan de Dalton pour l'individualisation de l'enseignement. Lebègue 1930, 125 p. .... 40 F

Guénon (René), La crise du Monde moderne. Gallimard 1946, 136 p .... 45 F

Guibon (Alice), Les Iles fatales. *Corse-Elbe-Aix-Ste Hélène.* La Floride 1956, 256 p ill. .... 50 F

Halévy (Daniel), Le Président Wilson. *Etude sur la démocratie américaine.* Payot 1918, 270 p. .... 35 F

Heers (Jacques), La Ville au Moyen-Age. Fayard 1990, 550 p, plans, index .... 100 F

Héraud (Guy), L'Europe des Ethnies. Presses d'Europe 1963, 324 p .... 60 F

Histoire du ministère de l'Intérieur de 1790 à nos jours. La Documentation Française 1993, 321 p .... 60 F

Hureau (Emile), Les Jésuites, la Classe ouvrière et la Révolution. Rousset 1912, 152 p. .... 60 F

Jacquard (Albert), L'héritage de la liberté. *De l'animalité à l'humanitude.* Seuil 1986, 240 p .... 40 F

Jacoby (J.), Lénine. Flammarion 1933, 126 p .... 30 F

Kovalevsky (Pierre), Manuel d'Histoire Russe. Payot 1948 Bibl. Hist. 350 p .... 80 F

Kropotkine (Pierre), La Grande Révolution 1789-1793. Stock rééd de 1976, 749 p .... 70 F

Longchamp (J.-P. de), La Garde de Fer. *Le massacre des juifs en Roumanie.* SEFA 1975, ill. 133 p. .... 45 F

Madaule (Jacques), Histoire de France. Gallimard 1943-1945, 2 vol. (420+452pp), index. .... 120 F

Madelin (Louis), L'affaire d'Espagne 1807-1809. Hachette 1945 (T.VII de l'Hist. du Consulat et de l'Empire), 333 p .... 50 F

Markale (Jean), Les Celtes et la civilisation celtique. *Mythes et Histoire.* Payot 1979, 500 p. cartes et index .... 70 F

Martinet (André), Des Steppes aux Océans. Bibl. Scient. Payot 1994, 274 p. index .... 70 F

May (L.-Ph.), Vie de la France. *Esquisse d'un tableau de la grandeur française.* La Renaissance du Livre 1948, ill. 250 p. .... 50 F

Mayani (Z.), Les Etrusques commencent à parler. Arthaud 1961, 466 p. ill. index .... 70 F

Mousset (Albert), Histoire de Russie. SEFI 1945, 331 p. (lég. défraîchi) .... 50 F

Nacou (Démosthène), Du Kolkhoze au Sovkhoze. Ed. de Minuit 1958, 277 p. .... 60 F

Nollet (Gérard), Une expérience de désarmement. *5 ans de contrôle militaire en Allemagne.* Gallimard 1932, 256 p. .... 50 F

Perroux (François), Communauté. PUF 1942, 178 p. .... 30 F

(Préfets), Les Préfets dans l'Histoire. Catalogue de l'exposition organisée aux Archives Nationales le 13 juin 1950. 86 p. .... 60 F

Reeves (Hubert), Patience dans l'azur. *L'évolution cosmique.* Seuil 1981, 290 p ill. .... 40 F

Renan (Ernest), La vie de Jésus. Calmann-Lévy 1921, 552 p. (défraîchi) .... 60 F

Renaud (Jean), Les Vikings et les Celtes. Ouest-France Université 1992, 278 p. .... 60 F

Ringelblum (Emmanuel), Chronique du ghetto de Varsovie. Laffont 1959,(livre de biblioth. relié toile) 354 p. .... 45 F

Samuelson (Paul A.), L'Economique. *Techniques modernes de l'Analyse économique.* A.Colin 1953, 2 vol. 817 p. .... 60 F

Sauvy (Alfred), Richesse et Population. Payot 1944, 324 p. .... 60 F

Schiller, Histoire de la Révolte qui détacha les Pays-Bas de la Domination espagnole. Hachette 1883, 414 p. .... 60 F

Sédillot (René), Le drame des Monnaies. *Histoire contemporaine des Changes.* Sirey 1937, 243 p .... 45 F

Shneiderman (S.-L.), Le ghetto de Varsovie, Journal de Mary Berg. Albin Michel 1947, 285 p .... 60 F

Sidobre (André), Les problèmes Ukrainiens et la paix européenne. Jouve et Cie 1939, 78 p. .... 40 F

Spaak (Paul-Henri), Pourquoi l'OTAN. Plon 1959, 78 p. .... 30 F

Tharaud (Jérome et Jean), Petite histoire des Juifs. Plon 1927, Ed. Orig.283 p .... 50 F

Trouillé (Pierre), Journal d'un Préfet pendant l'occupation. *Péfet de Corrèze.* Gallimard 1964, 241 p .... 60 F

Vivent (Jacques), La guerre de Cent ans. Flammarion 1954, 490 p .... 60 F

Voyenne (Bernard), Petite histoire de l'Idée européenne. Ed. de la campagne européenne de la Jeunesse 1952, 149 p. .... 45 F

Wyler (Albert), La Paix avec l'Allemagne et le droit international. Lib. de l'Univ. Lausanne 1951, 113 p. .... 50 F

SOURCE INÉPUISABLE



Plus on les cogne, plus il en tombe !